

N°135
Décembre 2009
ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

Problèmes de la Révolution
chinoise ;
Chen Du-xiu,
l'Opposition de gauche et la
IV^{ème} Internationale

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

1900
1901
1902

LES CHIFFRES DU COMMERCE

Revue de la situation

économique

Cherbourg - 1900

Le commerce de l'année

et les perspectives

1900-1901
1901-1902
1902-1903

Sommaire

Présentation	p. 2
Chronologie	p. 6
La rupture avec Staline	p. 8
La Lettre de Chen Du-xiu à tous les membres du PC.....	p. 10
Extrait d'un article de Chen Du-xiu dans la revue <i>Hsin Ch'ingnien</i>	p. 23
Séance du Bureau Politique du PCC du 26 juin 1927	p. 14
Lettre de Trotsky du 22 août 1930	p. 26
Lettre de Trotsky à l'Opposition de gauche	p. 28
Extrait du Bulletin International de l'Opposition communiste de gauche	p. 33
Rapport de l'Opposition de gauche du PCC au Secrétariat International	p. 35
Extrait de <i>Mes années passées avec Pen Shu-tsé</i> de Peng Pi-Lan	p. 36
Chen Du-xiu face à la répression	p. 42
Chen Du-xiu à la Cour suprême	p. 43
Débat dans l'Internationale	p. 48
La lutte des classes dans la Révolution chinoise par Victor Serge	p. 50
La Chine et la Constituante : article de Trotsky	p. 61
La situation politique et les tâches de l'opposition (chinoise)	p. 63
Les problèmes internes de la Révolution chinoise par J. Doriot	p. 68
Les dernières années de Chen Du-xiu	p. 75
La question Chen Du-xiu (lettre de Trotsky du 25 juin 1938)	p. 76
Les nouvelles de Chen Du-xiu (lettre de Trotsky du 11 mars 1939)	p. 77
<i>Changements dans l'analyse du PCC sur Trotsky et Chen Du-xiu (October Review)</i>	p. 78
Indications bibliographiques	p. 80

Présentation

Pourquoi consacrer ce numéro des Cahiers du CERMTRI à Chen Du-xiu et à l'Opposition de gauche en Chine ?

L'année qui se termine aura marqué le 60^{ème} anniversaire de la constitution de la République populaire de Chine qui est proclamée le 1^{er} octobre 1949 par Mao Tsé-Toung sur la place Tien-An-Men, à l'issue d'un immense et profond bouleversement révolutionnaire et d'une guerre sans merci qui a achevé de liquider un régime en décomposition.

Il est souvent omis dans les célébrations de ce moment tournant de l'histoire de la Chine et qui a eu et a de profondes conséquences internationales que c'est en opposition avec la politique officielle prônée par la direction du Parti communiste chinois et par Mao Tsé-Toung lui-même que se produisit cet événement, sans aucun doute l'un des plus importants de la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

Le PCC appelait, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, au "bloc des quatre classes" (classe ouvrière, paysanne, petite-bourgeoisie et nationale) ce qui signifiait, dans les faits, rechercher un partage du pouvoir avec le régime de Tchang Kaï-Chek.

Ce serait sortir des limites de ce Cahier que de se livrer à l'analyse des facteurs nationaux, notamment la montée irrépessible de la révolution agraire et l'instabilité sociale croissante dans les villes et internationaux, en particulier la puissance, dans le monde entier, d'une vague révolutionnaire menaçant jusque dans ses fondations l'ordre bourgeois - qui ont poussé la direction du PCC à abandonner, dans les faits, cette politique, rompant pour cela avec les consignes de Staline.

Il suffit de dire ici que cette politique d'alliance et de subordination à la bourgeoisie nationale n'était pas une nouveauté. Elle avait été, sur l'injonction et sous un strict contrôle de l'Internationale communiste sous direction stalinienne, celle pratiquée en Chine et elle avait abouti au massacre des militants communistes et des cadres syndicalistes, à une sanglante défaite du jeune mouvement ouvrier chinois en 1927¹

En 1919, avait commencé en Chine une large mobilisation populaire contre la mainmise impérialiste et le découpage du pays par le système des concessions et le règne, comme commis de l'impérialisme, des "seigneurs de la guerre", mobilisation d'abord marquée par les manifestations de la jeunesse contre les "traités inégaux". Puis, le mouvement avait entraîné les travailleurs des villes et de plus en plus largement, l'immense masse de la paysannerie paupérisée : « *La terre à ceux qui la travaillent* », « *en finir avec les propriétaires fonciers et usuriers* », établir les droits syndicaux et ouvriers, en finir avec la féroce exploitation des capitalistes locaux et des firmes impérialistes implantées sur le sol chinois : tels étaient les mots d'ordre, combinés à ceux de la démocratie, de la souveraineté et de l'unité nationale qui surgissaient de la mise en mouvement de tout un peuple.

Cette marche de tout un peuple opprimé et exploité débouchait sur la révolution, "*l'irruption des masses sur la scène où se joue leur destin*", pour reprendre l'expression de Trotsky à

¹ Le meilleur ouvrage consacré à cette période demeure celui de Harold Isaacs : « *La tragédie de la Révolution chinoise* » dont la traduction française a été publiée par les Editions Gallimard en 1967.

propos de la Révolution d'octobre, une révolution qui remettait en cause tout le système de domination impérialiste, d'exploitation capitaliste et de pillage de la majorité paysanne du pays par les propriétaires fonciers.

C'est tout naturellement, lorsqu'on parle de la seconde révolution chinoise² que s'impose la référence à la Révolution d'octobre. En Russie aussi, il avait fallu liquider un pouvoir autocratique, poser comme une question centrale la question de la terre, des libertés : « *Le pain, la paix, la terre, la liberté !* » étaient les mots d'ordre sans lesquels la révolution russe s'était développée. A sa tête, se trouvait la classe ouvrière, qui ne pouvait se mobiliser qu'en liant ses revendications politiques et sociales à l'ensemble des aspirations naissant de la mobilisation révolutionnaire des masses, qui ne pouvait vaincre et permettre la victoire qu'en réalisant ses propres objectifs : en liquidant l'Etat défendant la propriété privée des moyens de production, en lui substituant la République des conseils ouvriers et des paysans.

L'exemple de la Révolution russe inspire les jeunes révolutionnaires ouvriers, paysans, intellectuels qui voulaient s'organiser et agir pour aider à l'émancipation du peuple chinois. En même temps que la classe ouvrière chinoise connaissait un rapide mouvement d'organisation (formation de syndicats, grèves...), les marxistes commençaient à se regrouper et prenaient contact avec le représentant de l'Internationale communiste. En juillet 1921, le Parti communiste chinois officiellement est formé à l'issue d'un congrès réunissant douze délégués.

Alors que la révolution s'approfondit et que croît l'organisation des travailleurs, à la ville et à la campagne, le PCC assure des liens plus solides avec le mouvement des masses. De quelques centaines de militants, les effectifs du PCC passent en 1925 à 20 000 militants.

Mais sur quelle politique ? Au nom de la nécessité d'un "front unique anti-impérialiste" que légitime la situation "semi-coloniale" de la Chine et l'existence d'un puissant mouvement nationaliste qui appelle à la lutte anti-impérialiste, la direction stalinienne de l'Internationale communiste va imposer aux militants du PC non seulement leur adhésion au Kuomintang mais leur subordination politique à la direction bourgeoise de cette organisation.

Au fur et à mesure que celle-ci révèle son caractère anti-ouvrier, s'attaquant par la violence aux grèves, aux syndicats, aux militants communistes, les dirigeants de l'IC enjoindront au Parti communiste chinois de ne pas riposter, de ne pas s'armer, de ne pas se placer à la tête des soulèvements paysans pour "ne pas rompre l'unité". Cette politique aboutira au désastre, au massacre des militants communistes et de milliers d'ouvriers à Shanghai en avril 1927.

La "tragédie de la révolution chinoise", pour reprendre le titre du livre d'Isaacs peut ainsi se résumer : la direction de l'Internationale communiste - qui pour les cadres et les militants du Parti communiste chinois est sans contestation la direction qui a assuré la victoire de la Révolution d'Octobre - impose en Chine la politique que le Parti bolchevique a combattu, la politique de subordination à la bourgeoisie. C'est en combattant cette politique que le Parti bolchevique a gagné la majorité dans les soviets et permis la victoire.

On comprend que pour Trotsky et l'Opposition de gauche, la "question chinoise" ait eu une importance essentielle. D'abord à cause de l'importance de l'enjeu de la révolution chinoise - non seulement pour le peuple chinois mais pour l'avenir du mouvement ouvrier international et

² La première révolution chinoise, c'est celle qui, en 1911-1912, a abouti au renversement du régime impérial. Voir la chronologie publiée après cette présentation.

de l'URSS. Ensuite, parce que la révolution chinoise concentrait tous les problèmes de l'époque impérialiste et, en particulier, ceux du caractère de la révolution dans des pays industriellement arriérés et dominés par l'impérialisme, où des mots d'ordre qui s'imposaient au premier plan, ceux de la souveraineté nationale et de la terre, étaient ceux de la révolution bourgeoise au 18^{ème} et au 19^{ème} siècles mais dans des conditions où seule la classe ouvrière posant ses propres revendications pouvait la conduire à la victoire.

C'est pourquoi la révolution chinoise, lorsque l'Opposition de gauche internationale a commencé à se constituer, était, avec la destruction de la démocratie ouvrière en URSS, la collaboration de classes à l'échelle internationale, l'une des trois grandes lignes de délimitation au sein du mouvement ouvrier international.

Pour en revenir au début de cette présentation, la manière dont a été célébrée la proclamation de la République populaire de Chine a presque totalement occulté la Révolution de 1920-1927 et les causes de sa défaite dont l'examen est pourtant indispensable à toute compréhension sérieuse de ce qui s'est passé en 1949 et ses suites.

Plus encore, a été largement masqué le rôle que le trotskysme a joué dans le Parti communiste chinois et donc la place de la section chinoise de la IV^{ème} Internationale. Celle-ci a été construite notamment par Chen Du-xiu (1879-1942), fondateur et premier secrétaire du Parti communiste chinois que l'expérience de 1927 a amené à rompre avec Staline et à rejoindre le combat de Trotsky. Constructeur de la section chinoise de la IV^{ème} Internationale, combattant dans l'illégalité face à la répression sauvage du régime de Tchang Kai-Chek, emprisonné pendant des années, rien n'a pu effacer son nom de l'histoire du mouvement ouvrier chinois. Rien n'a pu faire oublier le militant qui, après sept ans passés dans les geôles de Tchang Kai-Chek, sans contact alors avec les groupes trotskystes, se refusait à renier ses idées et ses camarades comme condition de sa "reconnaissance" par le Parti communiste chinois qui aurait bien aimé profiter de son prestige.

« Votre exigence à mon égard est la suivante : si Chen Du-xiu ne veut pas être rangé dans les rangs des traîtres-bandits trotskystes, il doit déclarer ouvertement et franchement qu'il a quitté l'organisation des traîtres et des bandits trotskystes (...). Si je trouvais quelque témoin objectif qui puisse prouver que les trotskystes sont vraiment des traîtres à la nation, je serais vraiment le premier à me dresser pour les dénoncer ; s'il n'y a pas semblable témoin, je ne peux vous suivre dans l'accusation et la calomnie contre eux car, ma vie durant, je n'ai jamais fait pareille chose sans conscience. »³

Bien évidemment, la création d'une organisation politique, son combat sont une œuvre collective qui ne saurait se réduire à l'un de ses protagonistes. Des centaines de militants communistes chinois, tirant les leçons de la défaite dans les pires circonstances devaient rejoindre les rangs de l'Opposition. De très nombreux étudiants chinois envoyés à Moscou partageaient les positions de Trotsky (nombre d'entre eux participèrent sous les mots d'ordre de l'Opposition aux manifestations qui en 1927 commémorèrent le 10^{ème} anniversaire de la Révolution d'octobre.⁴

³ Lettre ouverte au comité de rédaction du Sin Hua Jih Pao (17 mars 1938), reproduite dans le n°15 (septembre 1983) des *Cahiers Léon Trotsky*

⁴ L'historien russe A.-V. Pantsov a consacré plusieurs ouvrages à la politique de Staline en Chine, à la naissance de l'Opposition de gauche en Chine et à son essor parmi les étudiants chinois de Moscou.

C'est pour rappeler leur combat à tous, celui des militants et des groupes qui poursuivirent leur action sous la dictature du Kuomintang puis qui, pour beaucoup, restèrent détenus dans les prisons et les camps du régime maoïste sans jamais céder, que nous publions ce Cahier.

Dans les limites d'un Cahier de ce type, il nous est apparu que la manière la plus efficace et la plus conforme à la réalité des faits était "d'organiser" ce Cahier en réunissant un certain nombre de documents autour de Chen Du-xiu, grande figure de la vie intellectuelle chinoise, symbole du combat de la jeunesse contre l'oppression impérialiste, fondateur du Parti communiste et bâtisseur de l'Opposition.

Il s'agit de textes jusqu'alors dispersés et dont certains ne prennent leur pleine dimension que situés dans un ensemble d'articles et de documents parfois difficiles à se procurer ou ne se trouvant que dans des publications ou des ouvrages aujourd'hui épuisés, documents pour certains inédits en français.

Ils ont été rassemblés en quatre parties :

- La première - et qui est aussi celle qui réunit le plus de documents - est centrée sur la lettre "*A tous les communistes chinois*" (datée du 10 décembre 1929) dans laquelle Chen Du-xiu tire le bilan de la seconde révolution chinoise, établit lucidement les responsabilités (y compris la sienne) et se rallie aux positions de Trotsky ; les réaction de Léon Trotsky et la constitution d'une organisation trotskyste unifiée en Chine.
- La deuxième donne, en utilisant le cas de la France, quelques exemples du caractère international que prend la discussion sur la révolution chinoise.
- La troisième reprend la question des relations de Chen Du-xiu avec le mouvement de la IV^{ème} Internationale après sa libération des geôles du Kuomintang et l'importance que Trotsky donne à la reprise du dialogue politique avec le dirigeant chinois
- Enfin, pour conclure, ce Cahier donne un bref aperçu de la manière dont la personnalité et le rôle de Chen Du-xiu sont aujourd'hui discutés en Chine.

Repères chronologiques

1) L'éclatement territorial du pays :

Bataille des concessions : les puissances occidentales (Angleterre, France, Allemagne, Russie) s'efforcent d'obtenir des avantages commerciaux, financiers, ferroviaires.

- 1894-95 : **Guerre sino-japonaise. Défaite chinoise.** Cette défaite entraîne le renforcement des exigences européennes. Ces puissances parviennent à contrôler tout le littoral chinois de Canton à Tien-Tsin.
- 1900 : Révoltes xénophobes des Boxers après l'échec de la « réforme des cent jours ».
- 1904-1905 : La guerre russo-japonaise a comme enjeu la Mandchourie convoitée par les Japonais.
- 1905 : Sun Yat Sen fonde « la ligue jurée », ancêtre du Kuomintang.
- 1910 : annexion de la Corée par le Japon

2) La République chinoise : Echech de la révolution bourgeoise (1912-1920)

- 1911 : 10 octobre, soulèvement révolutionnaire contre la dynastie mandchoue victorieux à Wu chang. Le 2 décembre, Nankin tombe aux mains des républicains. Une assemblée nationale provisoire élit Sun Yat Sen président provisoire de la République Chinoise. Le nord du pays reste contrôlé par la dynastie, surtout par Yuan che-kai (chef militaire) qui s'est constitué une sorte de dictature de fait.
- 1912 : après l'abdication de l'empereur Pu ji, les républicains et Sun Yat Sen choisissent le compromis avec le Nord et Yuan che-Kai. Sun cède le pouvoir à Yuan, soutenu par les notables et les puissances occidentales.
En août, est fondé le Kuomintang (parti national du peuple) qui rassemble les anciens cadres révolutionnaires et nombre d'éléments de la bourgeoisie modérée et des milieux traditionnels de lettrés.
- 1913-1914 : « Deuxième révolution chinoise » : soulèvements révolutionnaires des paysans et ouvriers, dans le centre et sud du pays. Yuan che-kai les écrase, dissout le parlement et se prépare à installer une dictature à son profit. Sun s'exile à nouveau au Japon.
- 1915 : Pendant que les puissances occidentales sont occupées par la guerre, le Japon s'empare des concessions et de la sphère d'influence allemande.
- 1916 : Mort de Yuan che-Kai. Commence alors le règne des « seigneurs de la guerre » : guerres incessantes dans tout le pays.
- 1919 : « Le mouvement du 4 mai ». A la nouvelle que la conférence de paix (Versailles) a transféré au Japon tous les droits et privilèges que l'Allemagne détenait avant 1914, les étudiants, puis les ouvriers et les commerçants se mobilisent. Leur pression est suffisamment forte pour que le gouvernement ne signe pas le traité de Versailles.

3) La montée révolutionnaire (1921-1927)

- 1921 : douze délégués se réunissent à Shanghai pour fonder le Parti Communiste chinois ; Chen du-xiu devient Secrétaire du parti.
- 1923 : Sun forme un gouvernement nationaliste à Canton.
- 1924 : Il réorganise le Kuomintang et s'allie avec le parti communiste.
- 1925 : Mort de Sun Yat Sen. Tchang Kai-chek lui succède à la tête du Kuomintang. Montée de la vague révolutionnaire : grèves et insurrections ouvrières se multiplient dans toutes les villes industrielles. Développement du Parti communiste chinois.
- 1926 : Tchang prend la direction de l'offensive du nord contre les « seigneurs de la guerre ».
- 1927 : Alors que Shanghai se soulève dans une grève insurrectionnelle, Chiang entre dans la ville et attaque par surprise syndicalistes et militants ouvriers qui sont sauvagement massacrés.
- Décembre 1927 : Insurrection à Canton, organisée par les délégués de l'Internationale Communiste. Féroce répression.

4) Après la défaite (1927-1937)

- 1928 : Chiang installe son pouvoir à Nankin. Le mouvement ouvrier (notamment les trotskystes) est réprimé dans les villes. Le PCC se réorganise dans les campagnes.
- 1931 : le Japon envahit la Mandchourie et y fonde un protectorat. En novembre : fondation de la petite république soviétique de Chine dont Mao Tsé-toung est le président.
- 1933 : Les Japonais progressent en Chine du Nord et en Mongolie.
- 1934 : Le Kuomintang lance sa cinquième campagne d'extermination des communistes. Le 1^{er} octobre commence « la Longue Marche ».
- 1935 : Mao devient Président du parti.
- 1937 : Le Kuomintang accepte la trêve proposée par les communistes pour lutter contre les Japonais. Ceux-ci prennent Nankin et y massacrent entre 150 000 et 200 000 chinois.
- 1938 : le gouvernement chinois se réfugie à Chongqing, capitale de la Chine « libre ».
- 1941 : Tchang s'attaque à la « quatrième armée », principale force militaire des communistes.

5) La victoire du Parti communiste (1945-1949)

- 1945 : Capitulation du Japon le 14 Août.
- 1946 : reprise de la guerre civile après une tentative de négociation.
- 1947 : Dans le cadre de la guerre froide naissante, les USA apportent une aide de plus en plus importante à Chiang. La contre-offensive s'organise et progresse en Mandchourie.
- 1948 : Batailles entre le fleuve jaune et le Yangsi (victoire de Huai-hai)
- 1949 : Le régime s'effondre. Les principales villes sont occupées par les communistes, Chiang kai-chek s'enfuit à Taïwan en décembre. Le 1^{er} octobre, la République populaire de Chine est proclamée.

La rupture avec la politique de Staline

Nous republions ici la lettre de Chen Du-xiu à tous les membres du Parti communiste chinois. Cette lettre datée du 10 décembre 1929 a été publiée en français dans la revue *La lutte des classes* en 1930. Elle a été republiée dans « *La question chinoise dans l'Internationale Communiste* » (textes rassemblés et présentés par Pierre Broué - éditions EDI, Paris, 1965).



Donnons d'abord quelques brèves indications biographiques sur Chen Du-xiu. Né en 1879 dans une famille de mandarins, il devient professeur d'université. Dès 1904, dans la province d'Anhui, il participe à l'action pour l'émancipation nationale et démocratique. Arrêté, il doit s'exiler au Japon où il rencontre Sun Yat Sen, le fondateur du parti nationaliste, le Kuomintang. Il revient en Chine lors de la première révolution chinoise (1911). Après le coup d'état réactionnaire de 1913, il retourne au Japon. De retour en Chine en 1915, il fonde une revue *La nouvelle jeunesse* qui combat contre ce qu'elle définit comme « les vieux préjugés, la vieille façon de respecter les choses » condition indispensable « pour accéder au progrès social ».

On reproduit d'ailleurs dans ce Cahier, à la suite de la lettre de 1929, des extraits du manifeste qu'il rédigea en 1915 et qui retentit, écrit un témoin, comme « un coup de tonnerre » pour toute la jeunesse. Tout en menant une activité universitaire considérable - il est considéré comme le fondateur du chinois moderne - Chen Du-xiu, par ses écrits et son action prépare l'explosion de mai 1919, point de départ de la révolution chinoise.

C'est alors qu'il se rapproche du marxisme et qu'il constitue le premier groupe communiste actif en Chine. Lors du congrès de juillet 1921, il est élu secrétaire général du Parti.

Pendant les années qui suivent, Chen Du Xiu appliquera la politique dictée par la direction de l'Internationale Communiste, non sans hésitations et contradictions - ainsi, dans sa biographie, l'historien américain Lee Feigon montre ses réactions à la montée des insurrections paysannes. On trouve une illustration de ces contradictions dans le procès-verbal du bureau politique que nous reproduisons ensuite. Mais il demeure jusqu'en 1927 un exécutant discipliné. Transformé en « bouc émissaire » de la défaite, il est mis à l'écart de la direction. Ce n'est qu'en 1929 qu'il est exclu avec d'autres militants comme Peng Shu Zhi, ancien élève de l'Université d'Orient à Moscou, responsable pendant plusieurs années de la propagande du PCC.

Le PCC a été le théâtre d'une longue bataille menée par des militants qui se reconnaissent dans les positions de Trotsky. Mais ces militants sont divisés : plusieurs groupes se sont constitués à des moments différents et dans des lieux différents (ainsi, à partir des étudiants regroupés à Moscou).

Le passage public à l'opposition d'un dirigeant de l'envergure de Chen Du-xiu, modifie la situation. Mais parmi les jeunes militants plusieurs se refusent à l'accepter dans les rangs de l'Opposition, arguant de sa responsabilité dans la politique qui a conduit à la défaite.

Les documents publiés montrent comment Trotsky intervient politiquement en faveur de Chen Du-xiu, illustre son action pour l'unification des groupes trotskystes qui aboutit à un congrès de fusion tenu en 1931. Chen Du-xiu est élu secrétaire de la nouvelle organisation.

Nous faisons suivre ces documents d'extraits des souvenirs de la militante trotskyste Peng-Li-Lar qui fut la compagne de Peng Shu Tsé, l'une des responsables de l'organisation des jeunes communistes. Ce récit parut pour la première fois en anglais en 1970 dans *Intercontinental Press*. Une traduction française a paru dans *Les cahiers du CERM TRI* n°55 (décembre 1989).

LETTRE DE CHEN DU-XIU À TOUS LES MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS⁵

Chers Camarades,

Reconnaître ses erreurs et lutter contre l'opportunisme

Depuis que j'ai contribué avec mes camarades à fonder le parti communiste chinois en 1920, j'ai toujours appliqué fidèlement la politique opportuniste des dirigeants de l'Internationale Communiste : Staline, Zinoviev, Boukharine et autres, qui conduisit la révolution chinoise à un honteux et triste échec. Bien que j'aie travaillé avec acharnement jour et nuit, mes démérites sont cependant plus grands que mes mérites. Naturellement, je ne veux pas imiter la confession hypocrite de quelques-uns des anciens empereurs chinois: « Moi seul suis responsable tous les péchés des peuples », en prenant sur mes propres épaules toutes les erreurs qui ont causé l'échec, par contre j'aurais honte d'adopter l'attitude des camarades responsables durant cette période, qui critiquent seulement les fautes passées de l'opportunisme en s'excluant eux-mêmes. Chaque fois que des camarades montreront mes erreurs passées, je les reconnaitrai sincèrement. Je refuse absolument d'ignorer l'expérience de la révolution chinoise, acquise à un si haut prix payé par le prolétariat (depuis la conférence du « 7 août » jusqu'à maintenant, non seulement je n'ai pas repoussé les justes critiques, mais j'ai même gardé le silence devant les blâmes exagérés dirigés contre moi). **Je suis non seulement disposé à reconnaître mes erreurs passées mais aujourd'hui et à l'avenir, s'il y a quelque erreur opportuniste dans ma pensée ou dans mon action, j'espère que les camarades me critiqueront sans ménagement avec des arguments et des faits.** J'accepte humblement et accepterai toute critique sauf les rumeurs et les fausses accusations. Je ne puis posséder la même confiance en soi que Qu Qiu-bai et Li Li-san. Je reconnais pleinement que ce n'est jamais chose facile, pour les hommes ou pour les partis, d'éviter les fautes opportunistes. Même des vétérans marxistes comme Kautsky et Plekhanov ont sombré à la fin de leur vie dans un opportunisme impardonnable; ceux qui pendant de longues années travaillèrent avec Lénine, comme Staline et Boukharine, pratiquent aussi maintenant un honteux opportunisme; comment des marxistes superficiels comme nous-mêmes pourraient-ils être satisfaits ? Un homme toujours satisfait de soi s'interdit tout progrès. Même le drapeau de l'Opposition ne possède pas le charme du céleste professeur Tchang (chef de la religion taoïste qui avait le pouvoir de chasser les démons), et si ceux qui n'ont pas pénétré à fond l'idéologie de la petite bourgeoisie, pleinement compris les bases de l'opportunisme passé et participé activement aux luttes, se bornent à se ranger sous le drapeau de l'Opposition et à dénoncer l'opportunisme de Staline et de Li Li-san, s'imaginent que les démons opportunistes ne s'approcheront jamais, c'est une dangereuse illusion. **Le seul moyen d'échapper à l'opportunisme c'est d'étudier avec persévérance et humilité les enseignements de Marx et de Lénine dans les luttes des masses prolétariennes et dans la critique mutuelle des camarades.**

La principale cause de l'échec de la Révolution chinoise :
notre politique à l'égard du Kuomintang.

Je reconnais très nettement que les causes objectives de l'échec de la révolution chinoise sont d'importance secondaire et que le point principal est que l'erreur de l'opportunisme est l'erreur de notre politique à l'égard du Kuomintang de la bourgeoisie. Tous les camarades responsables du Comité central à l'époque, et moi spécialement, devraient reconnaître ouvertement et courageusement qu'une telle politique était absolument erronée ; mais ce n'est pas assez de

⁵ Les sous-titres et les caractères gras sont de la Rédaction des *Cahiers du CERMTRI*.

reconnaître seulement l'erreur; nous devons sincèrement et pleinement comprendre que l'erreur passée était la matière essentielle de la politique de l'opportunisme et quelles furent les causes et les résultats de cette politique, et les révéler pleinement. Alors pourrions-nous espérer ne pas retomber dans les mêmes erreurs et éviter la répétition de l'ancien opportunisme dans la prochaine révolution.

Dans les premiers temps de la fondation de notre parti, bien qu'il fût tout à fait jeune encore et guidé par l'Internationale Communiste, nous ne commîmes pas de grandes fautes. Par exemple, nous prîmes nettement la direction des batailles ouvrières et reconnûmes la nature de classe du Kuomintang. En 1921, notre parti amena les délégués du Kuomintang et d'autres organisations sociales à participer à la Conférence des travailleurs de l'Extrême-Orient qui avait été préparée et convoquée par la III^e Internationale. La résolution adoptée par cette Conférence stipulait que dans les pays coloniaux de l'Orient, il fallait mener la bataille pour la révolution démocratique et qu'au cours de la révolution des soviets paysans devaient être organisés. En 1922, au deuxième congrès du parti chinois, cette politique du front uni de la révolution démocratique fut confirmée et sur cette base nous réglâmes notre attitude à l'égard de la situation politique. En même temps le représentant de l'Internationale des Jeunes, Dalin, vint en Chine et suggéra au Kuomintang le front uni des cliques révolutionnaires. Le chef du Kuomintang, Sun Yat-sen, refusa sévèrement de seulement permettre aux membres du parti communiste chinois ou de la Ligue des Jeunes d'adhérer au Kuomintang, repoussant l'union en dehors du parti. **Peu après la tenue de notre congrès, l'Internationale Communiste envoya son représentant, Maring (H. Sneevliet), en Chine, invitant tous les membres du Comité central du parti à se réunir au West Lake de Hangzhou (province du Zhejiang) et là il suggéra au parti communiste de rejoindre le Kuomintang. Il affirma vigoureusement que le Kuomintang n'était pas un parti de la bourgeoisie, mais un parti commun de classes diverses et que le parti prolétarien devait y entrer pour le rendre meilleur et le pousser vers la révolution.** A cette époque les cinq membres du Comité central du parti communiste chinois s'opposèrent unanimement à cette proposition. La raison principale de notre opposition était celle-ci : entrer dans le Kuomintang, c'était introduire la confusion dans l'organisation de classe et entraver notre politique indépendante. Finalement le délégué de la III^e Internationale demanda catégoriquement si le parti communiste chinois se conformerait à la décision de l'I.C.

Placé dans cette situation, le Comité central du parti qui ne voulait pas enfreindre la discipline internationale ne pouvait qu'accepter la suggestion de la III^e Internationale et accepter d'entrer dans le Kuomintang. A partir de ce moment, le délégué de l'I.C. et les représentants du parti chinois passèrent près d'une année à tenter de réorganiser le mouvement du Kuomintang. Mais dès les premières tentatives, le Kuomintang se montra résolument hostile. **A maintes reprises, Sun Yat-sen dit au délégué de l'I.C. : « Pour autant que le parti communiste chinois a adhéré au Kuomintang, il doit observer la discipline du Kuomintang ; si la Russie soviétique se range aux côtés du parti communiste chinois, je me dresserai aussitôt contre la Russie soviétique. »** Ainsi le délégué de l'I.C. repartit pour Moscou très désappointé. Son successeur, Borodine, prit avec lui une importante aide matérielle pour le Kuomintang ; alors le Kuomintang commença à se réorganiser, en 1924, et à adopter la politique de collaboration avec la Russie.

L'I.C. impose au PC chinois de soutenir Tchang Kai-chek et le Kuomintang

Durant cette période, les communistes chinois étaient à peu près indemnes de tout opportunisme; aussi pûmes-nous prendre la tête de la grève des cheminots du 7 février 1923 et du mouvement du « 30 mai », de 1925, car nous n'étions pas gênés par la politique du Kuomintang et à plus d'une reprise nous critiquâmes sévèrement la politique de compromis du Kuomintang. Aussitôt que le prolétariat eut levé la tête (mouvement du « 30 mai »), la bourgeoisie fut immédiatement éveillée. Aussi les brochures anticommunistes de Dai Ji-tao furent-elles aussitôt publiées. A la Conférence élargie du Comité central du parti communiste chinois tenue à Pékin en octobre de la même année, je soumis la proposition suivante à la Commission politique des résolutions : la

publication des brochures de Dai Ji-tao n'est pas accidentelle, mais elle signifie que la bourgeoisie va tenter de renforcer sa puissance pour barrer la route au prolétariat et se préparer pour la contre-révolution. Nous devrions nous préparer à sortir sans délai du Kuomintang ; alors nous pourrions maintenir pleinement notre signification politique, prendre la direction du Kuomintang. A ce moment, le délégué de l'I.C. et les camarades responsables de notre Comité central se trouvèrent d'accord pour combattre ma proposition, disant qu'elle aboutissait à suggérer aux camarades et aux masses de s'engager sur la voie de l'opposition au Kuomintang. Je devais tenir compte de l'opinion de la majorité de notre Comité central et aussi observer la discipline internationale : je ne maintins donc pas fermement ma proposition. Le coup d'Etat de Tchang Kai-chek, le 20 mars 1926, se produisit alors comme une application des principes formulés par Dai Ji-tao. **Ayant fait arrêter un grand nombre de communistes, désarmer les gardes rouges des comités de grève de Canton et de Hongkong, et des conseillers soviétiques, le Comité central du Kuomintang décida que tous les éléments communistes devaient se retirer des organismes dirigeants du Kuomintang, que toute critique du Sunytsénisme par les communistes était interdite et que la liste du nom des membres du parti communiste et de la Ligue qui entraient dans le Kuomintang devait être remise au Kuomintang.** Toutes ces conditions furent acceptées, mais en même temps nous continuâmes à préparer nos forces militaires à nous afin de les amener au niveau de celles de Tchang Kai-chek. Le camarade Peng Shu-chih fut envoyé à Canton comme représentant du Comité central du parti communiste chinois pour consulter le représentant de l'I.C. sur notre plan. Mais ce dernier déclara qu'il n'était pas d'accord avec nous et s'efforça de son mieux à continuer de renforcer Tchang Kai-chek. **Il demanda avec insistance que nous mettions toutes nos forces du côté de la dictature militaire de Tchang Kai-chek afin de renforcer le gouvernement de Canton et de soutenir l'expédition vers le Nord.** Nous lui demandâmes de prélever 5.000 fusils sur ceux attribués à Tchang Kai-chek et Li Ji-shen pour nous permettre d'armer les paysans du Guangdong. Il refusa, disant : « Les paysans armés ne peuvent pas combattre les forces de Chen Jiong-ming, ni prendre part à l'expédition du Nord; ils ne peuvent que provoquer la suspicion du Kuomintang ». Ce fut une période des plus critiques. Parlant concrètement, ce fut la période dans laquelle le Kuomintang de la bourgeoisie obligea ouvertement le prolétariat à le prendre pour guide et à le suivre, ou encore c'était le moment où le prolétariat déclarait formellement, par notre intermédiaire, se rendre à la bourgeoisie, vouloir la suivre, et se subordonner à elle. **(Le délégué de l'I.C. dit textuellement : « La présente période est une période dans laquelle les communistes doivent faire le travail des coolies pour le Kuomintang. »).** A partir de ce moment le parti n'était déjà plus le parti du prolétariat, il se transformait en extrême-gauche de la bourgeoisie et commençait à dégringoler dans l'opportuniste. Après le coup du 20 mars, dans mon rapport à l'I.C., je déclarais que mon opinion personnelle concernant la coopération avec le Kuomintang devait être non une coopération du dedans mais une coopération du dehors; autrement nous ne pourrions pas mener notre politique propre ni garder la confiance des masses. En réponse à ce rapport, Boukharine donna un article à la Pravda critiquant sévèrement mon opinion, que le P.C. chinois devait se retirer du Kuomintang, en disant : « Il y a eu dans le passé deux tactiques erronées : l'abandon des syndicats réformistes et la rupture du Comité anglo-russe. Nous sommes maintenant devant une troisième : le parti communiste chinois veut toujours sortir du Kuomintang ». Et en même temps, **il envoyait Wu Ting-kong, le secrétaire du Bureau d'Extrême-Orient en Chine pour combattre notre tendance à quitter le Kuomintang.** Cette fois encore et toujours pour les mêmes raisons, je dus céder.

Plus tard, la campagne militaire vers le Nord s'engagea. Nous fûmes attaqués très vivement par le Kuomintang parce que, dans notre organe, *Le Guide*, nous critiquâmes la suppression de tout mouvement ouvrier à l'arrière et la contribution obligatoire des paysans au fonds militaire à cause de cette expédition. Vers le même moment, les ouvriers de Shanghai se préparaient à se soulever et à chasser les troupes du Zhili-Shandong. Si ce soulèvement triomphait, la question de savoir qui prendrait le pouvoir se posait. A cette époque, dans le protocole de la résolution politique de la Conférence élargie du Comité central, je disais : « La révolution chinoise a deux voies : l'une est celle que le prolétariat peut tracer et alors nous pouvons atteindre nos buts révolutionnaires ; l'autre

est celle de la bourgeoisie et ainsi cette dernière devra trahir la révolution au cours de son développement. En conséquence, nous pouvons coopérer avec la bourgeoisie, mais c'est nous qui devons avoir le rôle dirigeant ». Cependant, tous les membres du Bureau d'Extrême-Orient de l'I.C. résidant à Shanghai se trouvèrent unanimes contre ma proposition, disant qu'elle pousserait les ouvriers à s'opposer à la bourgeoisie trop tôt. En outre, ils déclarèrent péremptoirement qu'au cas où le soulèvement de Shanghai réussirait, le pouvoir devrait être confié à la bourgeoisie et qu'il n'était pas nécessaire que des délégués ouvriers y participent. Par suite ma proposition fut abandonnée.

A l'époque où le corps expéditionnaire du Nord s'empara de Shanghai (1927) la préoccupation principale de Qu Qiu-bai était la sélection du gouvernement municipal de Shanghai et comment unir la petite bourgeoisie et les moyens et petits commerçants pour combattre la grande bourgeoisie. Peng Shu-chih, Luo Yi-nong et moi pensâmes que l'élection du gouvernement municipal de Shanghai n'était pas le problème central, mais que **le problème central était celui-ci : si le prolétariat ne dominait pas les forces militaires de Tchang Kai-chek, la petite bourgeoisie ne serait pas avec nous, et que Tchang Kai-chek, sous la direction des impérialistes, massacrerait les masses.** A cette époque, le gouvernement municipal de Shanghai non seulement n'était qu'un mot, mais il était clair qu'un échec s'étendrait à la Chine tout entière parce que si Tchang Kai-chek trahissait ouvertement la Révolution ce ne serait pas là une action individuelle, mais le signal que la bourgeoisie, dans tout le pays, passerait au camp de la réaction. Pen Shu-zhi alla aussitôt à Hankéou pour exposer notre opinion devant le délégué de l'I.C. et la majorité des membres de notre Comité central et les consulter sur la manière dont il fallait attaquer les forces de Tchang Kai-chek. Mais ils se souciaient fort peu du coup de Shanghai et se bornèrent à me télégraphier à diverses reprises, insistant pour que je me rende sans tarder à Wuhan et dans la province de Hubei. Ils pensaient que le gouvernement nationaliste était alors à Wuhan et qu'ainsi c'était à Wuhan que toutes les questions importantes devaient être tranchées. **En même temps, le délégué de l'I.C. nous ordonnait de cacher ou d'enterrer toutes les armes afin d'éviter un conflit armé entre les ouvriers et Tchang Kai-chek, afin de ne pas troubler la concession de Shanghai par une lutte armée.** Ayant lu ce télégramme. Luo Yi-nong était si irrité qu'il le déchira en morceaux. Je me conformai encore une fois aux instructions de l'I.C. et conformément à celles-ci touchant la politique de l'I.C. envers le Kuomintang et les impérialistes, je rédigeai, avec Wang Jing-wei, un honteux manifeste.

Au début d'avril, j'allai à Hankéou. Quand je rencontrai Wang Jing-wei pour la première fois, il prononça des paroles réactionnaires, grandement différentes de ce qu'il avait dit lorsqu'il était à Shanghai. J'en informai Borodine. Celui-ci me dit que mon observation était juste et que aussitôt que Wang-Jing-wei avait atteint Wuhan il avait été entouré par Si Chien, Guo Meng-yu, Chen Gong-ho, Tan Yen-kaï, et d'autres et que, progressivement, il était devenu plus froid avec lui. **Après que Tchang Kai-chek et Lu Chi-sheng eurent fait massacrer méthodiquement les ouvriers et les paysans, le Kuomintang méprisa davantage de jour en jour la force du prolétariat, et l'attitude réactionnaire de Wang Jing-wei et du Comité Central du Kuomintang se développa rapidement.** A la réunion de notre Bureau politique, je fis un rapport sur la coopération de notre parti avec le Kuomintang : **« Le danger de la coopération entre notre parti et le Kuomintang, disais-je, est de plus en plus sérieux. Le Kuomintang paraît seulement préoccupé de tel ou tel problème secondaire, mais en réalité ce qu'il veut c'est tout le pouvoir. Maintenant, deux voies seulement nous sont ouvertes: renoncer au pouvoir ou rompre avec le Kuomintang. »** Les assistants accueillirent cette déclaration par le silence. Après le coup du 21 mai à Changsha, dans la province du Hunan, je suggérai à deux reprises la sortie du Kuomintang. Finalement, je dis : **« Le Kuomintang de Wuhan marche sur les traces de Tchang Kai-chek. Si nous ne changeons pas radicalement notre politique nous serons aussi amenés à suivre le chemin de Tchang Kai-chek! ».** Seul Deng Pei s'écria : **« Oh! oui. »** Chou En-laï déclara : **« Après notre sortie du Kuomintang, les mouvements ouvrier et paysan seront plus à leur aise pour se développer mais l'action militaire souffrira trop. »** Les autres restèrent passifs. A la même époque, comme je discutais cette question avec Du Shu-pei, il me dit : **« Nous devons laisser le Kuomintang nous expulser et ne pas nous en aller nous-mêmes. »** Je consultai Borodine : **« Je suis tout à fait d'accord avec vous, me dit-il, mais je**

sais que Moscou ne permettra jamais que nous sortions du Kuomintang.» Toujours pour les mêmes raisons, je dus m'incliner, mais en même temps je remettais ma démission entre les mains du Comité central. La principale raison que j'en donnais était celle-ci : **« L'I.C. veut, d'une part, que nous fassions notre politique, et d'autre part elle ne nous permet pas de sortir du Kuomintang. Il n'y a vraiment pas d'issue et, dans ces conditions, je ne puis poursuivre mon travail. »**

Du commencement à la fin, l'I.C. considéra que le Kuomintang était l'organe essentiel de la révolution nationale démocratique chinoise. Dans la bouche de Staline, l'expression « la direction du Kuomintang » était formulée très haut (voir « *L'erreur de l'Opposition dans les problèmes de la Révolution chinoise* »), Ainsi il voulait que nous restions tout à fait soumis dans l'organisation du Kuomintang et diriger les masses sous le nom et la bannière du Kuomintang. Au moment où les chefs du Kuomintang tels que Feng Yu-xiang, Wang Jing-wei, Fang Seng-chi, Ho jieu, etc., se montrèrent ouvertement réactionnaires et abolirent la politique appelée des « trois quarts » - accord avec l'Union soviétique, travail du parti communiste dans le Kuomintang et aide au mouvement ouvrier et paysan - l'I.C. nous envoya ces instructions par télégramme: « Sortir seulement du gouvernement du Kuomintang, mais non du Kuomintang. » Ainsi après la conférence du « 7 août », du soulèvement de Nanchang jusqu'à la prise de Shantou, le parti communiste restait toujours caché sous le drapeau bleu blanc de la clique de gauche du Kuomintang. Pour les masses, il apparaissait qu'il y avait un certain trouble à l'intérieur du Kuomintang, mais rien de plus. **Le jeune parti communiste chinois créé par le jeune prolétariat chinois n'eut pas une période convenable d'éducation marxiste et de luttes de classes. Dès le début de sa formation il se trouva en présence de la grande bataille révolutionnaire. Le seul espoir pour lui d'éviter toute erreur grave résidait dans la juste politique prolétarienne de l'I.C. Mais guidés par une politique toujours opportuniste en ses diverses phases, comment le prolétariat chinois et le parti communiste pouvaient-ils voir clairement leur propre avenir ? Et comment pouvaient-ils avoir une politique indépendante ? Ils ne firent que se livrer, pas à pas, à la bourgeoisie et se subordonner complètement à elle. Et quand celle-ci se mit à nous massacrer, nous ne sûmes plus que faire.**

Après le coup du 21 mai à Changsha, l'I.C. nous traça ce programme :

1° Confisquer les terres des propriétaires grands et petits, ne pas nous servir du nom de gouvernement nationaliste, mais ne pas toucher aux terres des officiers. (Or, dans les provinces du Hunan et du Hubei il n'y avait pas un propriétaire qui ne soit parent ou ami d'officiers. Tous les propriétaires étaient protégés directement ou indirectement par les chefs militaires. Dans ces conditions « confisquer la terre » était une expression vide de sens.)

2° Arrêter l'action « trop vigoureuse » des paysans par le pouvoir de la direction du parti. (Nous exécutâmes cette honteuse instruction d'entraver l'action directe des paysans. Par la suite l'I.C. accusa le parti chinois d'avoir été souvent un obstacle pour les masses et déclara que c'était là une des plus graves fautes opportunistes.)

3° Chasser les généraux qui ne pouvaient plus inspirer confiance; armer 20.000 communistes et choisir 50.000 ouvriers et paysans des provinces du Hunan et du Hubei pour organiser une nouvelle armée. (Si nous pouvions disposer de tant de fusils, pourquoi alors ne pas armer directement les ouvriers et les paysans et pourquoi devons-nous encore renforcer les troupes du Kuomintang ? Pourquoi ne pouvions-nous pas créer des soviets d'ouvriers, paysans et soldats ? S'il n'y a ni ouvriers et paysans armés, ni soviets, où et comment pourrions-nous chasser les dits généraux ? Je suppose que nous devons encore humblement prier le Comité central du Kuomintang de les révoquer ? Le fait que le délégué de l'I.C. communiqua ces instructions de l'I.C. à Wang Jing-wei ne pouvait être que dans ce but.)

4° Introduire de nouveaux éléments ouvriers et paysans dans le Comité central du Kuomintang pour remplacer d'anciens membres. (Si nous avions eu le pouvoir d'agir selon notre gré avec l'ancien Comité et de réorganiser le Kuomintang, pourquoi alors ne pas organiser des soviets ? Pourquoi devons-nous envoyer nos chefs ouvriers et paysans au Kuomintang bourgeois qui avait

déjà fait massacrer les ouvriers et les paysans ? Et pourquoi parerions-nous un tel Kuomintang avec nos leaders ?)

5° Organiser un tribunal révolutionnaire avec un membre bien connu du Kuomintang comme président pour juger les officiers réactionnaires. (Comment un leader déjà ouvertement réactionnaire du Kuomintang pouvait-il juger, dans un tribunal révolutionnaire, les officiers réactionnaires ?)

Ceux qui tentèrent d'appliquer une telle politique à l'intérieur du Kuomintang étaient des opportunistes de la tendance de gauche. Il n'y eut aucun changement politique fondamental. **A ce moment, si nous voulions adopter une juste politique révolutionnaire, les bases mêmes de la politique suivie jusqu'alors devaient être renversées. C'est-à-dire que le parti communiste devait sortir du Kuomintang et agir en pleine indépendance. Il devait armer les paysans et les ouvriers en aussi grand nombre que possible, créer des soviets d'ouvriers, paysans et soldats et arracher le pouvoir au Kuomintang.** Autrement, peu importait la sorte de politique de gauche qui serait adoptée : il n'y aurait aucun moyen de la réaliser. A cette époque, le Bureau politique télégraphia à l'I.C., en réponse à ses instructions : « Nous acceptons les instructions, et travaillons selon elles mais la politique qu'elles expriment ne peut être réalisée immédiatement. » En effet, tous les membres du Comité central reconnaissaient que la politique préconisée était impossible. Même le délégué de l'I.C. participant à la réunion du Comité central, Fanck (on dit qu'il était le délégué particulier de Staline) était de cet avis. Il approuva notre réponse, déclarant que « c'était tout ce qu'on pouvait dire. »

Après la conférence du « 7 août », le Comité central s'efforça de répandre l'idée que la cause de l'échec de la Révolution chinoise résidait dans le fait que les opportunistes ne se conformaient pas aux instructions de l'I.C. (naturellement, ces instructions étaient celles mentionnées ci-dessus; il n'y en eut pas d'autres).

Comme le parti a commis une telle succession d'erreurs fondamentales, d'autres erreurs secondaires en découlaient constamment. **Moi, qu'on ne reconnaissait pas franchement comme le chef, dont l'opinion n'était jamais décisive, je m'enfonçai profondément dans l'atmosphère opportuniste de l'I.C.; je devins inconsciemment l'instrument de la petite organisation de Staline; je ne pouvais me cultiver moi-même; je ne pouvais sauver le parti ni la révolution.** De tout ceci, moi et mes camarades devons être tenus pour responsables. Le présent Comité central dit : « Vous essayez de rejeter la responsabilité de l'échec sur les épaules de l'I.C. afin d'esquiver votre propre responsabilité. » Cette déclaration est ridicule. Personne ne peut être privé définitivement du droit de critiquer l'opportunisme d'en haut et de revenir au marxisme et au léninisme sous le prétexte qu'il a lui-même commis des fautes opportunistes. En même temps personne ne peut esquiver sa responsabilité d'avoir appliqué une politique opportuniste parce que cette politique venait d'en haut. **La source de la politique opportuniste menée ici est naturellement dans l'I.C., mais pourquoi les chefs du parti communiste chinois ne protestèrent-ils pas contre l'I.C. mais l'appliquèrent-ils fidèlement ? Qui pourrait fuir sa responsabilité ? Nous devons reconnaître très franchement et objectivement que toutes les politiques opportunistes, passées et présentes, viennent de l'I.C. Celle-ci doit en porter la responsabilité.** Le jeune parti communiste chinois n'était pas capable par lui-même de bâtir des théories et de fixer une politique quelconque, mais l'organe dirigeant du parti doit supporter la responsabilité d'une exécution aveugle de la politique opportuniste de l'I.C. sans la moindre appréciation ni protestation. **Si nous nous excusons mutuellement, devons-nous conclure que c'était la faute des masses ? Ceci n'est pas seulement trop ridicule, mais c'est se dérober devant ses propres responsabilités envers la révolution.** Je crois fermement que si moi, ou un autre camarade responsable avait pu, au moment opportun, avoir une claire vision des erreurs de la politique opportuniste, formuler une forte critique, appelant même tout le parti à une ardente discussion, comme le fit le camarade Trotsky, le résultat aurait été une grande aide à la révolution et l'aurait empêchée de s'acheminer vers une honteuse faillite, bien que nous aurions risqué d'être exclu de l'I.C. et qu'une scission dans le parti eût pu se produire. Je ne l'ai pas fait. Si le parti, se basant sur une telle faute ou sur le fait que j'ai

fortement contribué aux politiques erronées en m'y conformant, m'inflige une punition sévère, je l'accepterai sincèrement, sans un mot de protestation.

Mais les raisons qu'invoque le présent Comité central pour m'expulser du parti sont les suivantes :

1° « **Il n'a pas reconnu sincèrement les erreurs propres de sa politique opportuniste dans la période de la grande Révolution chinoise** et ne veut pas consentir à reconnaître en quoi réside son erreur fondamentale. Par suite il est condamné à persister dans sa ligne passée erronée. » En réalité on m'expulse exactement parce que je reconnais sincèrement en quoi consiste la faute de l'ancienne direction opportuniste et que je suis résolu à combattre le maintien présent ou futur des lignes erronées.

2° « **Il n'accepte pas l'opinion de l'I.C. Il refuse d'aller à Moscou parachever son instruction au sein de l'I.C.** » J'ai été suffisamment éduqué par. l'I.C. J'ai commis dans le passé beaucoup de fautes parce que j'ai accueilli trop facilement les opinions des C.C. Aujourd'hui, je suis expulsé parce que je n'accepte pas aveuglément l'opinion de l'I.C.

3° Le 5 août dernier j'écrivis une lettre au Comité central dans laquelle je disais : « Quelle est la contradiction fondamentale entre les intérêts économiques de classe de ces deux classes ? Avant et après l'insurrection de Canton j'envoyais plusieurs lettres au Comité central montrant que le pouvoir dirigeant du Kuomintang ne s'effondrerait pas aussi rapidement que vous le pensiez. A présent, il y a quelque agitation parmi les masses mais ce n'est pas suffisant pour y voir les symptômes d'une nouvelle vague révolutionnaire. Le mouvement général légal, bien entendu, est d'abandonner toute tentative de révolution. Mais sous certaines conditions, quand il est nécessaire de développer nos forces, « toutes les mesures légales possibles sauf celles d'un caractère infâmant » (Lénine) ne doivent pas être repoussées durant cette période (la période de transition) ». Le Comité central modifia hypocritement ces trois phrases de la manière suivante : « Il n'y a nulle contradiction entre la bourgeoisie et les forces féodales. La présente classe dirigeante ne va pas vers son effondrement et la lutte révolutionnaire ne commence pas à reprendre mais décline davantage. » « Il affirme qu'il faut adopter des formes légales. » En outre, on ajouta une citation à chaque phrase. Tout cela paraît ainsi être ma véritable déclaration. C'est aussi la raison pour laquelle on m'expulse du parti.

4° J'écrivis une autre lettre au Comité central le 10 octobre, disant : « La présente période n'est pas une période de vague révolutionnaire mais une période de contre-révolution. Nous devrions formuler des mots d'ordre démocratiques comme nos mots d'ordre généraux. Par exemple, outre la revendication des huit heures, de la confiscation des terres, nous devrions aussi dire : « Annulation des traités inégaux », « Contre la dictature du Kuomintang », « Convocation d'une Assemblée nationale », etc. Il est nécessaire d'amener à l'activité de larges masses sous ces mots d'ordre démocratiques; alors nous pourrions ébranler le régime contre-révolutionnaire, susciter la formation d'une nouvelle vague révolutionnaire et faire que nos mots d'ordre fondamentaux : « A bas le gouvernement du Kuomintang ! » et « Instauration du régime soviétique » deviennent les mots d'ordre actifs d'un mouvement de masses. Le 26 octobre, le camarade Peng Shu-zhi et moi écrivîmes une lettre au Comité central, disant : « La période présente n'est pas directement révolutionnaire; nous devons avoir des mots d'ordre politiques généraux adaptés à cette période ; ainsi nous pourrions toucher et gagner les masses. Le mot d'ordre des soviets ne peut être actuellement qu'un mot d'ordre de propagande. Si nous pouvons « lutter pour l'organisation des soviets » comme un mot d'ordre actif, certainement nous ne pouvons pas espérer une réponse du prolétariat ». Mais le Comité central affirma que nous voulions substituer aux mots d'ordre « A bas le gouvernement du Kuomintang » et « Instauration d'un régime soviétique » le mot d'ordre politique général actuel « Convocation d'une Assemblée nationale ». Ceci est aussi une des raisons pour lesquelles je suis exclu.

5° J'écrivis dans une lettre que nous devions dénoncer « la politique de trahison ou de spoliation du pays suivie par le Kuomintang à l'égard du chemin de fer oriental chinois » pour

amener « les larges masses toujours animées de l'esprit national à sympathiser avec nous et à se dresser contre la manœuvre des impérialistes attaquant l'Union soviétique en se servant du Kuomintang et prenant pour prétexte le Chemin de fer oriental ». Ceci était dit clairement pour appuyer le mot d'ordre d'appui à l'U.R.S.S. et pour toucher les masses. Mais le Comité central déclara que je voulais substituer le mot d'ordre d'opposition à la politique de spoliation du pays par le Kuomintang au mot d'ordre d'aide à l'Union soviétique. C'est aussi une des raisons pour lesquelles je suis exclu.

6° J'écrivis au Comité central plusieurs lettres au sujet des problèmes politiques sérieux qui se posent dans le parti. Le Comité central s'abstint, pour un long temps, de les communiquer au parti. Plus tard, le délégué de l'I.C. et le Comité central me dirent clairement que c'est un principe que toutes les opinions politiques ne peuvent pas être exposées devant le parti. Etant donné qu'il n'y a nul espoir de corriger les fautes du Comité central au moyen d'une discussion régulière avec les camarades, je ne devrais pas être lié par la discipline habituelle de l'organisation et de plus, il n'est pas nécessaire d'empêcher des camarades de communiquer mes lettres. C'est aussi une des raisons pour laquelle je suis exclu.

7° Depuis la conférence du 7 août, le Comité central ne m'a pas permis de participer à aucune réunion ni ne m'a donné un travail quelconque à faire. C'est seulement le 6 octobre (quarante jours avant mon expulsion) qu'il m'envoya, une lettre disant: « Le Comité central a décidé de vous demander d'entreprendre le travail d'édition du Comité central conformément à la ligne politique du parti et d'écrire un article contre l'Opposition dans la semaine courante ». **Comme j'avais, plus d'une fois, critiqué le Comité central pour sa persistance dans l'opportunisme et putschisme, on essayait de créer des motifs pour m'exclure du parti. Or, maintenant, je reconnais fermement que les opinions du camarade Trotsky concordent avec le marxisme léninisme.**

Comment pouvais-je parler ou écrire contre ce que je pense ?

8° Ce que nous savons, c'est que le camarade Trotsky a combattu vigoureusement la politique opportuniste de Staline et de Boukharine. Nous ne pouvons ajouter foi aux rumeurs que répand la clique stalinienne et croire que le camarade Trotsky, qui a préparé et accompli la Révolution d'Octobre la main dans la main avec Lénine, est devenu un contre-révolutionnaire. Parce que nous avons parlé de Trotsky comme d'un camarade, le Comité central nous a blâmé, accusé « d'avoir déjà déserté la Révolution et le prolétariat pour aller vers la contre-révolution », et exclu du parti.

Camarades !

Le Comité central a recouru à tous ces faux et mensonges pour tenter de justifier mon exclusion du parti, et a jeté sur moi l'épithète de « contre-révolutionnaire » sans la moindre preuve. Je crois que la plupart des camarades ne peuvent encore comprendre clairement de quoi il s'agit dans cette affaire. Même le Comité central doit reconnaître « qu'il y a des camarades qui ne peuvent pas comprendre ». Néanmoins il m'exclut et affirme ouvertement que je vais à la contre-révolution quand des camarades déclarent ne pas comprendre. Cependant je comprends très bien pourquoi il m'accuse faussement d'être un « contre-révolutionnaire ». C'est l'arme inventée par les Chinois d'aujourd'hui pour attaquer ceux qui n'appartiennent pas à leur clique. Par exemple, le Kuomintang accuse les communistes d'être des contre-révolutionnaires pour couvrir ses propres péchés. Tchang Kai-chek tente de tromper les masses avec l'étendard de la révolution, se considérant lui-même comme la personnification de la révolution. Ceux qui le combattent deviennent aussitôt des « contre-révolutionnaires », des « éléments réactionnaires ».

Beaucoup de camarades savent que les raisons déraisonnables du Comité central pour m'exclure ne sont qu'une excuse formelle et officielle. En réalité, il ne veut pas que je puisse exprimer mes opinions dans le parti et le critiquer pour son opportunisme et son putschisme passés et pour persister dans sa politique de banqueroute.

Le Kuomintang représente les intérêts de la bourgeoisie

Dans quelques-unes des contrées bourgeoises à travers le monde, il existe des vestiges féodaux et des méthodes féodales d'exploitation (les nègres et les esclaves de l'archipel des mers du Sud sont soumis au régime d'esclavage antérieur au féodalisme) et là existent des vestiges des forces féodales. La Chine leur ressemble. Dans la révolution, nous ne pouvons pas, naturellement, négliger ces forces. Mais l'I.C. et notre Comité central ont unanimement reconnu qu'en Chine les vestiges féodaux occupent toujours une haute position dans l'économie et dans la politique et détiennent la position dirigeante. Par suite, ils considèrent ces vestiges comme l'objet de la révolution et, négligemment, ils laissent passer l'ennemi mortel de la révolution - les forces de la bourgeoisie - et considèrent toutes les actions réactionnaires de la bourgeoisie comme celles des forces féodales. Il semble qu'ils pensent que la bourgeoisie chinoise est toujours révolutionnaire, qu'elle ne peut pas être pour toujours réactionnaire, et que tous ceux qui sont réactionnaires ne peuvent pas appartenir à la bourgeoisie. **Ainsi, ils n'admettent pas que le Kuomintang représente les intérêts de la bourgeoisie ni que le gouvernement nationaliste représente les intérêts de la bourgeoisie.** Une conclusion inévitable c'est que en dehors du Kuomintang, ou du Kuomintang de Nankin, actuellement ou dans l'avenir, il y a ou il y aura un parti bourgeois non-réactionnaire et révolutionnaire. Par suite, aujourd'hui, dans leur tactique et dans leur activité politique ils ne font que suivre les « réorganiseurs » dans leurs entreprises militaires de renversement de Tchang Kai-chek. Dans leur plate-forme ils déclarent que le caractère de la troisième révolution (note 2) sera toujours la révolution bourgeoise-démocratique, s'opposant dans la future révolution à l'entrave des forces économiques de la bourgeoisie et s'opposant au mot d'ordre de la dictature du prolétariat. Une telle illusion à l'égard de la bourgeoisie et un tel attachement persistant à la bourgeoisie n'entraîneront pas seulement la persistance de l'opportunisme passé mais l'approfondiront, et ne pourront qu'entraîner un triste et honteux échec de la future révolution.

Quels mots d'ordre pour la période présente ?

Si nous prenons le mot d'ordre de l'instauration du régime soviétique comme le mot d'ordre actif de la période présente nous ne pourrions plus le lancer quand la situation objective aura mûri en une nouvelle vague révolutionnaire : c'est un mot d'ordre dont on ne peut se servir en tout temps et à son gré (note 3). Dans le passé, lors du flux de la vague révolutionnaire, nous n'avons pas appelé les ouvriers et les paysans à créer des soviets ni à instaurer un régime soviétique ; naturellement ce fut une grave faute. Dans l'avenir, quand la révolution se déclenche, nous devons immédiatement organiser des soviets d'ouvriers, paysans et soldats. Alors il nous faudra mobiliser les masses et les entraîner à lutter pour le mot d'ordre d'instauration du régime soviétique. En outre, ce devra être le soviét de la dictature du prolétariat, et non le soviét de la dictature démocratique des ouvriers et paysans, **Dans la période présente, quand les forces contre-révolutionnaires sont entièrement victorieuses et quand il n'y a nulle vague d'un mouvement de masse révolutionnaire, la condition objective pour « un soulèvement armé » et la « création des soviets » n'est pas mûre.**

A l'époque présente, « Créez des Soviets » n'est qu'un mot d'ordre de propagande et d'éducation. Si nous l'employons comme un mot d'ordre actif et voulons mobiliser la classe ouvrière dès maintenant pour lutter pratiquement pour l'instauration des Soviets, certainement nous n'obtiendrons aucune réponse des masses. Nous devons donc, pour notre action d'aujourd'hui, adopter le mot d'ordre très démocratique de « lutte pour la convocation d'une Assemblée nationale ».

Parce que la situation n'est mûre maintenant que pour une telle action et que seul, ce mot d'ordre peut toucher les larges masses et permettre de les entraîner de la lutte politique légale vers la poussée révolutionnaire, vers le « soulèvement armé » et l'« instauration du régime soviétique ». L'actuel Comité central, qui continue le putschisme, ne voit pas les choses ainsi. Il estime que la nouvelle situation révolutionnaire est déjà mûre (note 4). Il nous reproche de ne considérer le mot d'ordre de création de soviets d'ouvriers et de paysans, que comme un mot d'ordre de propagande. Aussi, appelle-t-il sans cesse les membres du parti à descendre dans la rue pour y faire des

démonstrations auxquelles les masses ne participent pas, déclenche-t-il des grèves à la légère - toute bataille quotidienne de faible importance devant être transformée, à notre gré, en une grande bataille politique - et c'est ainsi que les ouvriers abandonnent le parti en nombre de plus en plus grand. Mais ce n'est pas tout. Récemment, à la Conférence des délégués du Jiangsu il a été décidé « d'organiser un grand mouvement de grève » et des « soulèvements locaux ».

Depuis l'été dernier jusqu'à maintenant, il y a eu parmi les ouvriers de Shanghai des symptômes de volonté de lutte se manifestant par des escarmouches. Mais dès qu'ils prennent une certaine consistance, la politique putschiste, de la Direction du parti apparaît et tout est aussitôt anéanti. Si la résolution de la Conférence des délégués du Jiangsu est appliquée, le désastre sera plus grand encore. Ainsi notre parti cesse d'être le guide qui aide les ouvriers dans leurs luttes quotidiennes et dans la préparation des luttes révolutionnaires pour devenir de plus en plus l'exécutant d'une politique qui étouffe les efforts de la classe ouvrière.

L'actuel Comité central, se basant sincèrement sur la ligne de banqueroute du VI^e Congrès et sous la direction immédiate de l'I.C., applique cette politique banqueroutière, combinant l'opportunisme ancien et le putschisme au détriment du parti et de la révolution.

Peu importe que l'I.C. ait conduit la révolution à un douloureux échec et que ses fautes opportunistes aient été mises à nu par les camarades de l'opposition, notre Comité central ne reconnaît pas ces erreurs d'hier, et il persiste consciemment dans une politique erronée. De plus, pour couvrir les fautes d'une minorité, il rompt avec les principes d'organisation bolcheviks, abuse de l'autorité de l'instance suprême, étouffe l'autocritique à l'intérieur du parti, expulse les camarades qui expriment une opinion politique différente et prépare sciemment une scission dans le parti. Ceci est le péché des péchés, le plus stupide et le plus honteux. Des bolcheviks ne doivent pas craindre une autocritique ouverte devant les masses. La seule manière, pour le parti, de gagner la confiance des masses, c'est de se livrer courageusement à une franche autocritique. Couvrir ses propres erreurs, comme le fait actuellement le Comité central, c'est inévitablement éloigner les masses du parti. A l'égard d'une telle faute et devant une telle crise, la majorité des camarades doivent avoir une opinion plus ou moins précise ; si nous ne voulons pas nous contenter de recevoir de quoi subvenir à nos dépenses quotidiennes ; si nous sentons que nous ne pouvons fuir nos responsabilités devant le parti et devant la révolution, alors nous devons tous faire une sévère autocritique pour sauver le parti de la crise qui le menace. Si nous laissons le parti aller vers sa ruine sans dire un mot et sans lever la main, cela aussi est une sorte de péché !

Sauver le parti ou se taire et être complice ?

Camarades, chers camarades !

Nous savons tous que quiconque ouvre la bouche pour faire une sincère autocritique des fautes du parti n'est pas réfuté, mais expulsé. Mais il faut mettre les choses dans la balance et voir ce qui est le plus important : sauver le parti tout entier du danger qui le menace, ou nous préserver nous-mêmes de la radiation de notre nom sur les listes des membres du parti ?

Depuis la Conférence du 7 août, engageant le parti dans « la direction générale du soulèvement armé » et les mouvements qui ont eu lieu, en conséquence, sur plusieurs points, j'ai écrit à diverses reprises au Comité central, montrant que le sentiment révolutionnaire des masses, en ce moment, n'est pas très vif, que le régime du Kuomintang ne va pas s'effondrer très rapidement, que les soulèvements déclenchés hors de propos ne peuvent qu'affaiblir le parti, affaiblir son influence parmi les masses, et que nous devrions substituer à cette politique du soulèvement à tout prix la conquête des masses unies dans leurs luttes quotidiennes. Le Comité central estimait que le soulèvement étendu est absolument la ligne juste et le meilleur moyen de corriger l'opportunisme passé ; qu'étudier les conditions du soulèvement et en préparer le succès, c'est de l'opportunisme. Par suite, il ne prit jamais mes observations en considération, mais au contraire, prétendit qu'elles apportaient la preuve que je n'avais pas renoncé à mon opportunisme. J'étais alors lié par la

discipline du parti, et je ne pouvais pas, par-dessus l'organisation, engager une lutte décisive contre le Comité central et sa politique de destruction qui mène le parti à sa ruine.

Après le VI^e Congrès, je ne vis pas encore clairement la situation, et j'avais toujours l'impression que le nouveau Comité central, ayant reçu des faits de si nombreuses et dures leçons, pourrait s'éveiller et non pas suivre aveuglément la politique erronée de l'I.C. Je persistai dans mon attitude critique expectante, ne voulant pas formuler de théories qui auraient soulevé des discussions dans le parti, bien que je ne fusse pas satisfait du tout des décisions du VI^e Congrès. **Après la guerre entre la clique de Tchang Kai-chek et la clique du Jiangxi, et le mouvement pour l'anniversaire du « 30 mai », je sentis nettement que le Comité central allait persister obstinément dans l'opportunisme et le putschisme, qu'il ne changerait rien de lui-même, et que sans une large et profonde discussion dans le parti, de la base au sommet, la politique erronée de notre organisme dirigeant ne serait pas corrigée.** Mais tous les membres du parti sont liés par la discipline du parti et à cette époque ils étaient, en général, dans l'état d'esprit où « on ose être irrité mais on n'ose pas parler ». **Quant à moi, je ne puis supporter de voir le parti (créé avec le sang même d'innombrables camarades) aller vers la destruction et la ruine. Aussi je ne pouvais consentir à rester plus longtemps silencieux.** Quelques camarades me dissuadèrent de parler, disant que les membres du Comité central considéraient les intérêts de quelques chefs comme plus importants que les intérêts du parti et de la révolution, qu'ils voudraient à tout prix couvrir leurs fautes, n'accepteraient jamais la critique des camarades et que, si je les critiquais franchement ils trouveraient là un motif pour m'exclure du parti. Mais mon attachement au parti me poussa à m'engager résolument, sans me soucier de mes propres intérêts.

L'Internationale Communiste et notre Comité central se sont toujours vigoureusement opposés au rappel de la vieille histoire de l'échec de la Révolution chinoise. Parce que je n'ai pas voulu être complice de ce silence ils ont soudainement formulé, à mon égard, le jugement suivant : « Il ne veut pas reconnaître sincèrement ses propres fautes dans la direction opportuniste au cours de la grande révolution et il ne veut pas non plus reconnaître en quoi consistèrent ses fautes véritables ; par suite, il ne peut que persister inévitablement dans ses anciennes erreurs ». Mais c'est à eux que ces mots s'appliquent exactement, ils tracent leur propre portrait. En réalité, si je pouvais anéantir ma faculté de penser, ne pas me soucier des intérêts du prolétariat, faire avec eux la sale besogne et les encourager à continuer les erreurs passées, ils ne pourraient que se baser sur leur vieil opportunisme pour attaquer, par la plume et par la parole, les soi-disant « trotskystes » pour tenter tous ensemble de couvrir leurs fautes. Comment pouvaient-ils m'exclure du parti ? Moi, qui ai lutté contre les forces sociales ennemies pendant la plus grande part de ma vie, comment puis-je accepter de faire une telle besogne, confondre le vrai et le faux ? Li Li-san dit : « Les opportunistes chinois (note 6), ne veulent pas comprendre les leçons de l'échec de la grande révolution et ils tentent de se cacher sous le drapeau du trotskysme pour dissimuler leurs fautes. » En fait, dans les documents du camarade Trotsky, les paroles par lesquelles il me blâme sont beaucoup plus dures que celles de Staline ou de Boukharine, mais je ne puis que reconnaître que les leçons dégagées par lui de l'échec de la révolution sont entièrement correctes et je ne puis les repousser sous prétexte qu'il me blâme. Je suis prêt à recevoir la critique, si sévère soit-elle, de tout camarade, et je refuse d'enfouir sous terre les leçons et les expériences de la révolution. **Je préfère être exclu maintenant par Li Li-san et autres et je refuse d'assister passivement au développement de la crise du parti sans m'efforcer de la conjurer et de mériter ainsi, dans l'avenir, le blâme des camarades du parti. Je suis prêt à supporter avec calme une oppression accrue des forces sociales ennemies pour défendre les intérêts du prolétariat, et je refuse de suivre aveuglément les chefs officiels brutaux et corrompus !**

Camarades !

Je sais que le Comité central m'exclut du parti uniquement pour couvrir les fautes de quelques hommes. Ainsi, ce n'est pas seulement pour m'empêcher d'ouvrir une discussion dans le parti et de formuler mes idées qu'on m'exclut. C'est pour fermer la bouche de tous les camarades. Je

sais que les masses du parti n'ont jamais eu la moindre intention de m'exclure. Bien que j'aie été exclu par quelques chefs, il n'y eut jamais d'hostilité entre la masse du parti et moi. **Je continuerai de servir le prolétariat, la main dans la main avec les camarades qui refusent de suivre la politique opportuniste de la clique stalinienne (à la fois dans l'Internationale et en Chine).**

Camarades, chers camarades !

Les fautes présentes du parti ne sont pas des questions secondaires et distinctes ; comme dans le passé, elles sont l'illustration de toute la politique opportuniste de Staline en Chine. Les hommes responsables du Comité central de notre parti qui sont disposés à n'être rien d'autre que les phonographes de Staline n'ont montré, jusqu'ici, aucune conscience politique, ils deviennent pires de jour en jour et ils ne pourront jamais plus être sauvés. Au Xe Congrès du parti communiste russe, Lénine déclara : « Il est juste d'avoir une petite organisation s'il existe diverses opinions politiques fondamentalement différentes et s'il n'y a aucun moyen de résoudre le problème. » C'est sur cette base qu'il dirigea le parti bolchevik. Aujourd'hui, dans notre parti, il n'y a aucun moyen (discussion légale et franche à l'intérieur du parti) de surmonter la crise du parti. **Chaque membre du parti doit comprendre la gravité du danger qui menace le parti, et nous devons revenir à la thèse et à la tactique bolcheviques, nous rassembler en une union solide, nous ranger résolument au côté de l'Opposition internationale conduite par le camarade Trotsky, c'est-à-dire sous le drapeau du vrai marxisme et léninisme et lutter avec courage, persévérance et à fond contre l'opportunisme de l'Internationale communiste et du Comité central de notre parti.** Nous ne sommes pas seulement hostiles à l'opportunisme de Staline et à tout ce qui lui ressemble; nous le sommes aussi à l'égard de la politique de compromis de Zinoviev. On tente de nous effrayer en disant que nous allons nous mettre hors de la sphère du parti. Mais cela ne peut nous arrêter car nous sommes résolus à tous les sacrifices pour sauver le parti et la Révolution chinoise !

Avec mon salut prolétarien,

CHEN DU-XIU.

10 décembre 1929.

Note 1. - Staline déclare: « La politique du bolchevisme en 1905, était-elle juste ? Oui, elle était juste. Mais pourquoi, puisqu'il y avait des Soviets et une politique bolchevik juste, la Révolution ne pouvait-elle triompher ? C'est parce que la puissance des vestiges féodaux du gouvernement despotique était plus forte que celle du mouvement révolutionnaire. Ne pouvons-nous pas dire que la politique du parti communiste chinois a renforcé la capacité de combat du prolétariat, et accru le prestige du prolétariat parmi les masses ? Très certainement nous pouvons le dire ». Une politique juste ne peut pas être à elle seule, naturellement, une garantie de l'échec. Si nous pensons que si le pouvoir de l'ennemi est plus fort, la révolution ne peut être conduite à la victoire malgré une politique juste, alors la faillite de la Révolution russe en 1905, celle de la Révolution chinoise en 1927 et toutes les autres faillites du mouvement ouvrier révolutionnaire étaient fatales ! Je ne voudrais pas avoir Staline comme défenseur du parti communiste chinois s'il devait employer de pareils arguments, et voudrais moins encore me défendre avec les paroles de Staline.

Note 2. - La phase actuelle de la Révolution chinoise c'est la contre-révolution. Le mouvement démocratique actuel qui s'oppose à la contre-révolution est seulement capable d'acheminer les masses vers la révolution mais non de faire la révolution. Quant au mouvement anti-Tchang Kai-chek de la clique des « réorganiseurs », ce n'est rien de plus qu'une querelle

intérieure du Kuomintang. En fait, il n'y a pas de mouvement démocratique du tout. C'est seulement quand la poussée de la masse se développera jusqu'au renversement du régime du Kuomintang tout entier, que la révolution apparaîtra.

« La phase actuelle de la Révolution chinoise » d'après les thèses du VI^e Congrès, serait, d'après les faits, celle de la troisième révolution. Elles affirment que la situation présente est toujours révolutionnaire. On voit ici exactement le mélange d'opportunisme et de putschisme.

Note 3. - En avril 1917, un certain nombre de bolcheviks lancèrent le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets ! », Lénine les critiqua sévèrement, disant que c'était prématuré et dangereux.

Note 4. - Récemment l'I.C. envoya des instructeurs au parti communiste chinois disant que la reprise de la Révolution chinoise était mûre. Quand le Comité central reçut ces instructions, il suspecta le mot « mûre » d'avoir été mal traduit. Après examen il fut reconnu que la traduction était exacte. A la Conférence du Jiangsu, la plupart des délégués suspectèrent aussi une mauvaise traduction. Mais le représentant du Comité central s'éleva énergiquement contre leurs doutes et finalement il fut décidé que la reprise de la Révolution était devenue mûre dans leur esprit. (Peut-être pensaient-ils que le renversement de Tchang Kaï-chek signifiait reprise de la révolution.)

Note 5. - La politique banqueroutière est ainsi formulée dans la résolution du VI^e Congrès : « L'étape présente de la Révolution c'est la révolution bourgeoise démocratique », « Réaliser la dictature démocratique des ouvriers et des paysans », « les kouïaks n'ont pas perdu leur caractère révolutionnaire ... Il ne faut pas pousser la lutte contre eux ». « La situation présente du mouvement révolutionnaire et la politique générale du parti communiste chinois - des symptômes d'une nouvelle vague révolutionnaire sont déjà très apparents - montrent qu'il est possible d'avoir une poussée révolutionnaire avec instauration d'un régime soviétique dans plusieurs provinces ». « La nouvelle vague révolutionnaire est proche », etc. La politique que fait sincèrement le Comité central repose sur ces affirmations banqueroutières.

La clique des confusionnistes : Hong Lin, Li Fu-chun Ho Meng, etc., pense que la résolution du VI^e Congrès est juste et que seule la manière dont le Comité central l'applique n'est pas bonne. Ceci montre non seulement qu'ils ne comprennent pas la position politique de l'opposition mais aussi qu'ils ignorent toute la signification politique du VI^e Congrès et qu'ils n'ont eux-mêmes aucune conception politique claire.

Note 6. - Li Li-san et autres ne veulent pas remonter à la source même de l'opportunisme; ils s'efforcent de concentrer les regards des membres du parti sur certaine partie et en rejeter les responsabilités sur certains camarades pour s'excuser eux-mêmes. En réalité, dans la période du Whan, Qu Qiu-bai dans la circulaire du Bureau Paysan, dénonça brutalement l'action violente des paysans, la compara à celle des bandits et ordonna à tous les cadres du parti de faire rentrer l'action des paysans dans la politique générale du gouvernement paysan. Après le coup d'Etat du 21 mai à Shanghai, quand le délégué de l'I.C., Louis, dit: « Le Comité central du Kuomintang a été « contre-révolutionnarisé », Li Li-san, dont le visage s'était aussitôt enflammé, s'écria : « Les paroles du camarade Louis ne peuvent avoir qu'une signification, c'est la destruction du parti chinois ! ». Cai He-sen préconisa la suppression automatique des « pickets » communistes à Hankéou afin d'éviter tout conflit avec les troupes du Kuomintang. Quelle idéologie et quels principes révèle tout cela ? Xiang Ying et Lo Xek-yuan m'ont déclaré personnellement : « Quand Li Li-san dirigeait le travail du Comité provincial du Guangdong, le putschisme dont il se rendit responsable dépasse de beaucoup ce qu'a pu faire dans ce domaine tout autre camarade du parti... »

La Lutte de Classes.

Numéros 25 et 26, 1930, p. 674-692.

Extrait d'un article de Chen-Du-Xiu
paru dans la revue *Hsin Ch'ingnien* (1915)

« Nous devons abattre les vieux préjugés, la vieille façon de respecter les choses en place, avant de chercher à espérer un progrès social (écrivait Ch'en en 1915 dans sa revue *Hsin Ch'ingnien*, sous-titrée en français *La Jeunesse*). Nous devons nous débarrasser de nos vieilles méthodes. Nous devons assimiler les idées des grands penseurs de l'histoire, ancienne ou contemporaine, à notre propre expérience, pour poser les bases de nouvelles conceptions politiques, morales et économiques. Nous devons créer l'esprit d'un âge nouveau adapté à un contexte nouveau et à une société nouvelle. Notre société idéale est honnête, progressiste, positive, libre, égalitaire, créative, belle, bonne, pacifique, coopérative; elle est difficile, mais elle rend la majorité du peuple heureux.

Nous voyons que le monde actuel est hypocrite, conservateur, négatif, répressif, injuste, étriqué, laid, faux, déchiré par les guerres, cruel, mou, triste, pour le plus grand nombre, heureux pour une minorité. Ce monde, nous le regarderons tomber en ruines, jusqu'à ce qu'il disparaisse de notre vue.

J'espère que ceux d'entre vous qui sont jeunes seront conscients et combattifs. Par conscience, j'entends conscience de votre puissance et de votre responsabilité et de la façon dont vous les assumerez. Pourquoi est-ce que je pense que vous devriez vous battre ? Parce qu'il est nécessaire pour vous de vous servir de toute l'intelligence dont vous disposez, pour vous débarrasser de ceux qui ont perdu leur jeunesse et qui pourrissent. Considérez-les comme des ennemis et des bêtes; ne vous laissez pas influencer par eux, ne vous associez jamais avec eux.

Oh! Jeunes gens de Chine, serez-vous capables de me comprendre ? La moitié de ceux que je vois sont jeunes par l'âge mais vieux dans leur mentalité ... lorsque cela se produit pour un organisme, cet organisme crève; lorsque cela se produit pour une société, cette société meurt. Une maladie de ce genre ne peut se soigner par des lamentations; seuls ceux qui sont jeunes, et en plus courageux, peuvent en venir à bout... pour survivre, il nous faut la jeunesse qui nous débarrassera de la corruption. C'est là que réside l'espoir pour notre société. «

Rapporté par Harold Isaacs
in *La Tragédie de la Révolution chinoise* - p. 85,86

Séance du Bureau politique du PC chinois

du 26 juin 1927

Chen Du-xiu intervient le premier :

« Nous avons deux voies devant nous, la droite et la gauche. La voie de droite signifie notre renoncement à tout ; la voie de gauche signifie des interventions radicales ; les deux voies mènent à notre perte. Il y a en plus une voie moyenne, qui consiste à prolonger la situation actuelle. C'est aussi impossible. Que faire ? Peut-être chercher une quatrième voie ? Il nous faut étudier aujourd'hui cette question. »

Borodine intervient après lui pour déclarer :

« Il nous faut d'abord obtenir un accord avec Moscou. Cela fait six semaines que nous recevons des télégrammes rédigés dans un esprit précis. Nous n'étions pas d'accord avec la ligne de ces télégrammes et nous avons envoyé des télégrammes en ce sens à Moscou qui nous a répondu de façon tout à fait claire en insistant sur ses directives. Notre tâche est de trouver une nouvelle plate-forme en commun avec Moscou. »

Il lit ensuite un télégramme de Moscou qu'il résume ainsi

« Que veut Moscou ?

Moscou veut :

- 1) une révolution agraire.*
- 2) La démocratisation du Kuomintang le prolétariser et y attirer la paysannerie.*
- 3) La création d'une armée révolutionnaire.*
- 4) Ne pas sortir ni du gouvernement ni du Kuomintang (la sortie est considérée comme une aventure) »*

Borodine commente longuement ces directives.

« Comment Moscou comprend-il ces quatre tâches et comment je les comprends moi ? »

Il insiste sur l'armement des ouvriers et des paysans, propose une bataille pour rénover le Kuomintang par en bas et y obtenir la majorité au prochain congrès et au Comité central qui en sortira, juge prématurée la sortie des communistes du gouvernement du Kuomintang, propose donc d'y rester *« de façon symbolique »*... sans peut-être que les ministres communistes occupent leur poste.

Chen Du-xiu affirme alors :

« Je ne comprends pas les directives de Moscou et ne peux pas être d'accord avec elles. Moscou ne comprend tout simplement pas ce qui se passe ici. Ce que dit Borodine sur la révolution agraire (sans confiscation de terres) n'est pas ce que veut Moscou. Nous savons bien ce que Moscou sous-entend par révolution agraire. Moscou exige la confiscation de la terre, ce vers quoi nous ne pouvons aller. C'est pourquoi toute la plate-forme de Borodine est du vent. »

Tan Pinchan affirme son désaccord avec Chen Du-xiu et son accord avec, dit-il, les cinq points de Borodine (qui ne sont d'ailleurs que quatre !)

Tcha Go Tao affirme :

« Je juge moi aussi les directives de Moscou inacceptables. Il faut les rejeter et en informer Moscou. »

Tsioui Tioubo affirme *« la possibilité de l'autonomie »* (sans doute du parti communiste)

Chou en lai affirme : *« A Shanghai nous avons reçu de Moscou l'ordre de constituer un gouvernement démocratique. Quand nous l'avons fait on nous a dit que c'était incorrect. C'est toujours ainsi qu'agit Moscou. Il faut éclaircir ce que veut Moscou. »*

Brisnki (Jen Bishi) représentant de la jeunesse affirme qu'il faut *« accepter en entier et totalement les directives de Moscou »*.

Chen Du-xiu reprend alors la parole :

« C'est une voix isolée. Inutile d'en dire plus. Il ne faut pas prendre en considération Brinski. Nous sommes d'accord avec Borodine. Je suis maintenant en accord plein et entier avec les cinq points de Borodine, mais ce n'est pas la même chose que ce que veut Moscou. »

Puis Chen Du-xiu intervient deux fois encore de façon plus ou moins contradictoire. La première fois il affirme :

« Roy, Voitinski et le représentant de la jeunesse sont pour l'autonomie politique du parti. Mais nous considérons que c'est impossible dans la mesure où nous sommes dans le Kuomintang. Nous devons nous soumettre. Le mouvement de masse aussi doit être soumis au Kuomintang. »

Et en fin de séance il affirme : *« Si nous voulons l'autonomie politique, alors nous devons sortir du Kuomintang »*.

Extrait de : VKP (b) Komintern i Kitaï , dokoumenty, (Le PC russe (bolchevik), le Comintern et la Chine), documents Moscou 1996, volume 2, deuxième tome, pp 811-816

Lettre de Trotsky du 22 Août 1930

Cher camarade « N. » (1)

[...] 2 (2). Aujourd'hui j'ai enfin reçu un exemplaire de la lettre du camarade Chen Du-xiu datée du 10 décembre 1929. Pour moi, cette lettre est un très bon document. Il est tout à fait clair et répond correctement à toutes les questions importantes, surtout sur la question d'une dictature démocratique. Le Camarade Chen Du-xiu prend une position tout à fait juste. A l'époque où vous m'avez écrit en expliquant que vous ne pouviez pas faire l'unité avec Chen Du-xiu, vous disiez qu'il vous semblait encore soutenir l'idée d'une « dictature démocratique ». J'estime que c'est un problème décisif car si on n'a pas une dictature du prolétariat qui prenne la tête de la paysannerie pauvre, alors c'est la même chose qu'une dictature démocratique, qui, en fait, n'est rien d'autre qu'une nouvelle politique de Kuomintang sous un nom différent et c'est tout ! Il ne peut exister aucun compromis sur cette question ! Mais il apparaît clairement, à la lecture de la lettre du 10 décembre, que la position du camarade Chen est juste. A cause de cela comment puis-je expliquer et défendre votre position ? Quelles autres divergences avez-vous ? Aucune, je crois, à moins qu'il n'existe quelques difficultés imprévues. Comment pouvons-nous nous rassembler sur la question d'une assemblée nationale ? Quel rôle le système parlementaire jouerait-il en Chine ? Nous sommes complètement d'accord sur les questions fondamentales. Quant aux questions plus compliquées ou celles qui peuvent surgir, certaines sont purement rhétoriques, alors que d'autres sont des questions tactiques. Ces problèmes se résoudreont au fur et à mesure des développements. Actuellement, je suis obligé de dire franchement qu'à mon avis votre point de vue sur l'assemblée nationale et le système parlementaire ne tient pas. Il est vrai que Women-ti-hua (3) explique que c'est une attitude kautskyste mais cette opinion est sans fondement.

Quand nous avons un remarquable révolutionnaire comme Chen Du-xiu qui rompt formellement avec le parti, en est ensuite exclu, et qui, en fin de compte, annonce que sa position est 100% en accord avec l'Opposition Internationale, comment pouvons-nous ne pas en tenir compte ? Peut-être avez-vous beaucoup de militants du Parti Communiste aussi expérimentés que Chen Du-xiu ? Dans le passé, il a fait beaucoup d'erreurs mais il en a toujours conscience. Se rendre compte de ses erreurs est une évolution très précieuse chez les dirigeants. Nous avons beaucoup de jeunes dans l'Opposition qui peuvent et doivent apprendre beaucoup du Camarade Chen Du-xiu !

3. Vous attaquez le groupe Wo-men-ti-hua parce qu'il porte une évaluation erronée sur la situation politique en Chine et parce qu'il considère que les mots d'ordre de lutte pour la démocratie sont inutiles. Ils m'ont envoyé une longue lettre et il semble que les divergences sur les principes que vous mentionnez ont toutes été éliminées. Vous avez écrit qu'ils avaient revu l'ordre du jour de la conférence. Si c'est vrai, ils l'ont amélioré et de plus, ont rapproché leurs positions des nôtres. Vous les attaquez en disant que leurs méthodes ne sont pas franches (comme par exemple remettre sur le tapis les anciennes disputes et changer l'ordre du jour). Bien sûr ce problème a sa propre signification mais s'ils pensent qu'il y a des erreurs et si tout le monde se met d'accord pour revoir l'ordre du jour, ce n'est pas un grand crime. N'est-ce pas une réalité qu'ils opèrent cette révision dans un esprit marxiste ?

Les trois autres points que vous soulevez (le plus important étant de savoir s'il faut œuvrer à l'intérieur ou à l'extérieur du parti) ne sont pas vraiment des questions de principe car il n'existe aucune section de l'Opposition qui se soit donné pour mission de créer un deuxième parti. Nous devons continuer à nous considérer comme des fractions à l'intérieur du parti. Naturellement, il faut recruter de nouveaux militants au Parti Communiste, c'est-à-dire dans les rangs de l'Opposition. C'est seulement par le travail concret que l'on peut fusionner correctement le travail à l'intérieur et à l'extérieur du parti. En tout état de cause, notre travail à l'extérieur du parti doit consister en ceci : les camarades à l'intérieur du parti doivent nous considérer comme des amis, pas des ennemis. Voyons ce qui a été fait en Europe. Dans ce cas, l'opposition en France et en Allemagne s'est récemment rapprochée du parti, et pourtant les luttes entre le parti et l'Opposition n'ont pas diminué. Cette stratégie a déjà obtenu les meilleurs résultats en France et l'Allemagne est en train de progresser vite aussi.

4. L'actuel numéro du *Bulleten Oppozitsii* réserve une grande place à la question de la Chine (4) Il est vraiment dommage que jusqu'à maintenant, vous n'ayez pas envoyé de matériel concernant le mouvement paysan (les soviets) en Chine, afin que nous puissions rassembler toutes les informations et que nous puissions rechercher soigneusement tous les faits; autrement nous pourrions tout simplement rater la possibilité que nous avons de peser sur la situation.

N'y a-t-il pas encore une possibilité que la guerre paysanne rejoigne le mouvement ouvrier ? C'est une question extrêmement importante. En théorie, cela n'élimine pas la possibilité de progresser alors que nous sommes dans la clandestinité. C'est-à-dire que sous l'influence de l'insurrection des paysans, la révolution dans les villes peut s'intensifier et progresser rapidement. Si cela se produit, alors l'insurrection paysanne prend une signification différente. Naturellement, notre tâche fondamentale est d'aller au-delà de la simple révolte paysanne et en même temps, de la rejoindre. De plus, nous devons expliquer aux travailleurs la véritable nature de l'insurrection paysanne et ce que l'on peut en obtenir à l'avenir. De plus, nous devons trouver le moyen d'encourager les travailleurs grâce à ces révoltes. En même temps, nous devons apporter un soutien public à ceux qui se révoltent, à leurs revendications et à leur programme, tout en nous opposant aux rumeurs, aux calomnies et à la répression des propriétaires, des autorités et de la bourgeoisie. C'est sur cette base et sur cette base seulement que nous pourrons faire la lumière sur les mensonges des organisations du Comintern. Ils disent que « des régimes soviétiques » se sont instaurés en Chine – sans qu'il y ait de dictature du prolétariat ! A tel point que les travailleurs refusent de participer activement au mouvement. Je pense que l'« Internationale » [L'opposition de Gauche Internationale] va publier bientôt un manifeste sur cette question afin d'informer les adhérents du parti Communiste de Chine.

5. Cela me semble le moment approprié pour que je vous fasse parvenir un exemplaire de « La Révolution Permanente ». Vous devriez le recevoir bientôt.

Je crains que l'adresse que j'ai pour Chen Du-xiu ne soit pas la bonne. S'il vous plait envoyez lui mes salutations et dites-lui que j'ai été très heureux de lire sa lettre du 10 décembre. J'espère vraiment qu'à l'avenir nous pourrons travailler ensemble.

Amitiés chaleureuses

Trotsky

(1) Peng Shu-tse: « N » ici comme auparavant est Liu Jen-ching. Le journal *Wu-ch'an-che*, dans lequel la correspondance a été publiée était celui de Chen Du-xiu et Peng Shu-tse.

(2) Peng Shu-tse: dans le point 1 de la lettre de Trotsky, qui a été résumée par les éditeurs de *Wu ch'an-che*, Trotsky corrigeait l'erreur géographique qu'il avait faite dans « *La Question Chinoise. Après le 6^{ème} Congrès* »

(3) Peng décrit *Wo-men-ti-hua* (Notre parole) comme un groupe trotskyste à Shanghai.

(4) Peng: Le numéro septembre-octobre 1930 du *Bulleten Oppozitsii* (N^{os} 15-16) était en préparation au moment où cette lettre a été écrite ; il contenait le « *Staline et la Révolution en Chine* » de Trotsky. Le « *Manifeste sur la Chine de l'Opposition de Gauche Internationale* » de septembre 1930 et des extraits de la « *Lettre aux camarades* » de Chen Du-xiu....

(5) « *La Révolution Permanente* » fut écrite en octobre 1928 alors que Trotsky se trouvait à Alma-Ata; elle fut publiée dans une édition en russe à Berlin au début 1930. La version en anglais fut publiée en 1931.

A L'OPPOSITION CHINOISE DE GAUCHE

Chers camarades,

J'ai reçu pendant les derniers mois une grande quantité de vos documents et lettres en anglais, français et russe, ainsi qu'une grande quantité d'éditions oppositionnelles en langue chinoise. Un travail urgent et ensuite la maladie m'ont empêché de vous répondre avant. Pendant les derniers jours, j'ai étudié minutieusement tous les documents envoyés - hélas, sauf les documents chinois ! - pour pouvoir répondre aux questions que vous posez.

Je dirai, pour commencer, que l'étude de nouveaux documents m'a définitivement persuadé qu'il n'y a aucune divergence de principe entre les différents groupes qui se sont engagés dans la voie de l'unification. Il existe des nuances de tactique qui peuvent ultérieurement, en rapport avec la marche des événements, se développer en divergences. Mais il n'y a aucune raison de croire que ces divergences rejoindront la ligne des anciens groupes. J'essayerai plus loin d'examiner les questions litigieuses et semi-litigieuses telles que je les vois d'ici.

1) L'entrée du parti communiste dans le Kuomintang fut une erreur dès le début. Je crois qu'il faut, dans un tel document ou un autre, le dire ouvertement, d'autant plus que l'opposition russe porte ici une grande part de responsabilité. Notre groupe (opposition de 1923), à part Radek et quelques-uns de ses amis intimes, était dès le début contre l'entrée du parti communiste dans le Kuomintang et contre l'admission du Kuomintang dans l'I.C.. Les zinoviévistes avaient une position contraire. Radek leur donnait un avantage par sa voix dans le centre oppositionnel. Préobrajensky et Piatakov trouvaient que pour cette question il ne fallait pas rompre le bloc avec les zinoviévistes. En fin de compte, l'Opposition unifiée a adopté dans cette question cardinale une position ambiguë qui s'est répercutée dans une série de documents et même dans la plate-forme de l'opposition. Il est significatif que tous ceux des oppositionnels russes qui adoptaient dans la question du Kuomintang la position zinoviéviste ou une position conciliatrice ont, par la suite, capitulé. Au contraire, tous ceux qui se trouvent aujourd'hui dans les prisons et en déportation furent dès le début contre l'entrée du P.C. dans le Kuomintang. Telle est la force d'une position principielle !

2) Le mot d'ordre de "dictature du prolétariat et des pauvres" n'est pas en contradiction avec le mot d'ordre de "dictature du prolétariat", mais il le complète et le popularise. Le prolétariat en Chine n'est qu'une petite minorité de la nation. Il ne peut personnifier le pouvoir qu'en groupant autour de lui la majorité de la nation, c'est-à-dire les pauvres de la campagne et des villes. C'est cette pensée qu'exprime le mot d'ordre de "dictature du prolétariat et des pauvres". Il est évident que dans la plate-forme et dans les articles de programme nous devons indiquer clairement et précisément que le rôle dirigeant est concentré entre les mains du prolétariat qui agit comme guide, éducateur et défenseur des pauvres. Mais dans l'agitation il est tout à fait justifié de se servir du mot d'ordre court de "dictature du prolétariat et des pauvres". Dans cette forme, ce mot d'ordre n'a rien de commun avec le mot d'ordre de "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie".

Dans un grand document signé de Chen Du-xiu et d'autres camarades (15 décembre 1929), la question est formulée de la façon suivante :

"Les tâches de la révolution bourgeoise et démocratique en Chine (l'indépendance nationale, l'unification de l'Etat et la révolution agraire) peuvent être solutionnées à cette seule condition que le prolétariat chinois, allié aux masses pauvres des villes et des campagnes dirigées par lui, prenne le pouvoir politique. En d'autres

termes, l'achèvement et la victoire de la révolution bourgeoise et démocratique en Chine peut être atteint uniquement sur la voie russe, c'est-à-dire sur la voie de l'Octobre chinois".

Je considère que cette formule est entièrement juste et qu'elle exclut toute possibilité de malentendus.

3) Dans la question du caractère de la révolution chinoise, la direction de l'I.C. s'est engagée dans une impasse. L'expérience des événements et la critique de l'opposition de gauche ont complètement démoli la conception de "dictature démocratique". Mais si l'on renonce à cette formule, il ne reste rien d'autre que la théorie de la révolution permanente. Les malheureux théoriciens de l'I.C. restent entre ces deux théories dans la position peu enviable de l'âne de Buridan. L'article d'anniversaire ("*Pravda*" 7 novembre 1930) de Maniulsky est une dernière révélation à ce sujet. On ne peut pas imaginer un mélange de plus basse qualité que ce mélange d'ignorance, d'esprit borné et de coquinerie. La théorie de Buridan de la bureaucratie stalinienne est soumise à l'examen dans le dernier numéro du Bulletin de l'opposition russe (n° 17-18). Dans cette question principale, il n'y aura entre nous même pas l'ombre d'une divergence, comme le témoignent tous vos documents.

4) Dans certaines lettres, on se plaint que certains groupes de l'opposition et quelques camarades ont une position fautive à l'égard de "l'Armée rouge" chinoise et identifient ses détachements aux bandits. Si cela est juste, il faut en finir avec cela. Il est évident que les éléments des lumpen-prolétaires et des bandits professionnels se glissent dans les détachements des paysans révolutionnaires. Mais le mouvement tout entier a des sources profondes dans les conditions de la campagne chinoise et ce sont les mêmes sources sur lesquelles s'appuiera, dans l'avenir, la dictature du prolétariat. La politique des staliniens envers ces détachements est une politique de l'aventurisme bureaucratique criminel; cette politique doit être démasquée impitoyablement par nous. Nous ne pouvons non plus partager ou encourager les illusions des chefs et des combattants des détachements partisans. Nous devons leur faire comprendre que sans la révolution prolétarienne et sans la prise du pouvoir par le prolétariat, les détachements partisans de la paysannerie ne pourront pas aboutir à la victoire. Mais nous devons mener ce travail d'éclaircissement comme des amis fidèles et non pas comme des observateurs indifférents, encore moins, comme des ennemis. Sans abandonner nos méthodes et nos tâches, nous devons fermement et courageusement défendre ces détachements contre les répressions du Kuomintang et contre les calomnies et les traquenards de la bourgeoisie. Nous devons faire comprendre aux ouvriers la signification **symptomatique** énorme de ces détachements. Nous ne pouvons pas, bien entendu, jeter nos propres forces dans la lutte des partisans : nous avons aujourd'hui un autre champ d'activité et d'autres tâches. Néanmoins, il est extrêmement souhaitable d'avoir, tout au moins dans les détachements les plus importants de "L'Armée Rouge", nos hommes à nous, des oppositionnels qui partageraient le sort de ces détachements, qui observeraient attentivement les relations entre les détachements et la paysannerie et tiendraient au courant l'organisation de l'opposition de gauche.

Dans le cas du retard de la Révolution, d'un nouvel essor économique en Chine et d'un développement des tendances parlementaires (tout cela est intimement lié), ces détachements dégénéraient inévitablement et trouveraient une résistance de la part de la paysannerie pauvre. Il est d'autant plus important d'observer directement ces détachements, pour être en mesure de prendre à chaque instant une juste position envers eux.

5) Dans certaines lettres, on soulève encore une fois la question de l'Assemblée Nationale. La question de nos tâches politiques est souvent embrouillée par les devinettes, à savoir si l'Assemblée Nationale sera réalisée ou non, dans quelle forme, quelles seront les

relations entre l'Assemblée Nationale et les soviets, etc, etc... Dans toutes ces réflexions, il y a un élément considérable de scholastique. Ainsi, une des lettres dit :

"Nous pensons que l'Assemblée Nationale ne se réalisera certainement pas; même si elle se réalisait, elle ne pourrait pas se transformer en "Gouvernement provisoire" parce que toutes les forces matérielles se trouvent actuellement entre les mains du Kuomintang. Quant au gouvernement qui sera créé après l'insurrection, il sera sans aucun doute un gouvernement de la dictature prolétarienne et ne convoquera plus, dans ce cas, d'Assemblée Nationale".

Cette réflexion est extrêmement incomplète et unilatérale, c'est pourquoi elle laisse beaucoup de place aux malentendus et même aux incorrections.

a. Tout d'abord, il n'est pas exclu que les classes bourgeoises elles-mêmes soient obligées de convoquer une **apparence** d'Assemblée Nationale. A en croire les informations des journaux européens, Tchang Kai-Chek serait prêt à remplacer le contrôle gênant du Kuomintang par une sorte de fiction parlementaire. Certains cercles de la grande bourgeoisie et de la bourgeoisie moyenne qui entrent en collision avec la dictature du parti parce qu'ils en ont assez, peuvent s'exprimer favorablement au sujet d'un tel projet. Le "parlement" sera en même temps un meilleur voile pour couvrir la dictature militaire devant les yeux de l'Amérique. Tchang Kai-Chek s'est converti, d'après les journaux, au christianisme américanisé; il croit, non sans raison, que cela lui facilitera l'obtention des emprunts chez les banquiers juifs de Wall Street. Le christianisme américanisé, les usuriers américains-juifs et le pseudo-parlement chinois, tout cela se trouve ensemble en harmonie parfaite.

En cas d'une variante parlementaire, la petite bourgeoisie urbaine, les intellectuels, les étudiants, le "troisième parti", tout cela entrera en mouvement. Les questions de la constitution, du droit électoral et du parlementarisme seront posées à l'ordre du jour. Il est insensé de croire que les masses populaires chinoises ont déjà abandonné tout cela derrière elles. Jusqu'à maintenant elles n'ont fait que l'école Staline-Tchang Kai-Chek, c'est-à-dire l'école la plus honteuse. Les questions de démocratie entraîneront inévitablement pour une certaine période, non seulement les paysans, mais aussi les ouvriers. Il faut que cela se produise **sous notre direction**.

Tchang Kai-Chek convoquera-t-il son parlement ? C'est fort possible. Mais il est possible que le mouvement constitutionnel démocratique déborde les plans de Tchang Kai-Chek et l'oblige d'aller beaucoup plus loin qu'il ne le veut maintenant, ou même, que ce mouvement balaie Tchang Kai-Chek avec tous ses plans. Quelles que soient les variantes constitutionnelles-démocratiques, nous ne resterons pas à l'écart. Nous participerons dans la lutte, sous nos mots d'ordre, c'est-à-dire, avant tout, sous les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire et conséquente (à 100 %). Si la vague révolutionnaire ne balaie pas Tchang Kai-Chek avec son parlement, nous serons obligés de prendre part dans ce parlement en démasquant le mensonge du parlementarisme mercenaire et en mettant en avant nos propres tâches.

b. Peut-on supposer que le mouvement révolutionnaire-démocratique prendra une telle envergure que Tchang Kai-Chek ne pourra plus maintenir entre ses mains l'appareil militaire, tandis que les communistes ne seront pas encore en mesure de s'emparer du pouvoir ? Une **telle période transitoire du développement est fort possible. Elle peut créer une espèce chinoise quelconque du double pouvoir**, un nouveau gouvernement provisoire, un bloc du Kuomintang avec le troisième parti, etc, etc... Un tel régime serait très instable. Il ne pourra être qu'une marche vers la dictature du prolétariat. Mais une telle marche est possible.

c. Après l'insurrection victorieuse, dit le document que nous citons, une dictature du prolétariat serait instaurée et alors l'Assemblée Nationale ne serait plus convoquée. Ici également, la question est trop simplifiée. A quel moment aura lieu l'insurrection et sous quels mots d'ordre ? Si le prolétariat groupe autour de lui la paysannerie pauvre sous les mots d'ordre de la démocratie (la terre, Assemblée Nationale, etc...) et renverse par une attaque des forces conjointes la dictature militaire de la bourgeoisie, alors, arrivé au pouvoir, le prolétariat serait obligé de convoquer l'Assemblée Nationale pour ne pas provoquer la méfiance de la paysannerie et pour ne pas laisser le champ libre à la démagogie de la bourgeoisie. Les bolcheviks ont été bien obligés, après l'insurrection d'Octobre, de convoquer l'Assemblée Constituante ! Pourquoi faut-il croire que cette variante est exclue pour la Chine ? La paysannerie ne suit pas le même développement que le prolétariat. Le prolétariat peut prévoir beaucoup d'avance, tandis que la paysannerie apprend sur les faits. La paysannerie chinoise aura peut-être besoin d'une expérience vivante de l'Assemblée Nationale.

Puisque la bourgeoisie en Russie a longuement retardé la convocation de l'Assemblée Constituante et les bolcheviks démasquaient ce jeu de la bourgeoisie, ils furent obligés, arrivés au pouvoir, de convoquer la Constituante pour un temps court, sur la base des anciennes listes électorales, ce qui les a mis en minorité. L'Assemblée Constituante est entrée en collision avec les soviets, sous les yeux de tout le peuple, et elle fut dispersée.

En Chine, on peut se représenter une autre variante. Arrivé au pouvoir, le prolétariat pourra, dans certaines conditions, retarder de quelques mois la convocation de l'Assemblée Nationale, développer une large agitation à la campagne et assurer une majorité communiste dans l'Assemblée Nationale. L'avantage consistera en ceci que le système soviétique trouvera la sanction formelle de l'Assemblée Nationale, ce qui privera d'un coup la bourgeoisie d'un mot d'ordre populaire dans la guerre civile.

6) Bien entendu, les variantes examinées plus haut ne sont que des hypothèses historiques. Il n'y a aucune possibilité de prévoir quelle sera la marche effective des événements. Le cours général, vers la dictature du prolétariat, est clair d'avance. Nous ne devons pas faire de devinettes sur les variantes, sur les étapes et les combinaisons, mais plutôt nous mêler dans l'action comme facteur révolutionnaire, en développant une agitation puissante sous les mots d'ordre de démocratie. Si nous nous emparons de l'initiative dans ce domaine, la bureaucratie stalinienne sera jetée par dessus bord et les bolcheviks-léninistes deviendront dans un temps assez court une force politique importante.

7) La question de savoir quelles possibilités s'ouvrent dans la prochaine période devant le capitalisme chinois est une question non pas de principe, mais de fait. Décider d'avance que le développement capitaliste en Chine ne pourra plus faire un pas en avant serait du doctrinarisme pur. Un afflux considérable de capitaux étrangers en Chine n'est nullement exclu. La crise mondiale accumule des capitaux libres qui ont besoin d'un champ d'activité. Il est vrai qu'actuellement même le capital américain, le plus puissant, est paralysé, désarmé, apeuré, privé d'initiative parce qu'il n'y a pas longtemps qu'il fut jeté des hauteurs de la prospérité dans le torrent de la crise. Mais il a déjà commencé à chercher une telle place d'arme sur laquelle il pourrait s'appuyer pour donner une poussée au nouvel essor économique. Il est hors de doute que la Chine ouvre sous ce rapport des possibilités sérieuses. Dans quelle mesure elles se réaliseront ? Cela non plus n'est pas facile à prévoir. Ici il ne faut pas deviner à priori, mais suivre les processus économiques et politiques réels. Toutefois, il n'est nullement exclu que pendant qu'une grande partie du monde capitaliste se débatta encore dans la fièvre de la crise, l'afflux des capitaux étrangers créera en Chine un essor économique. Nous devons être prêts à cette variante également en concentrant assez tôt notre attention sur l'organisation et sur l'affermissement des syndicats et en leur assurant une direction juste.

Il est évident que l'essor économique peut éloigner pour un certain temps la perspective révolutionnaire immédiate, mais en revanche, cet essor nous préparerait de nouvelles possibilités, de nouvelles forces et de nouvelles sources de victoire. De toute façon, l'avenir est à nous !

8) Certaines lettres de Shanghai posent la question : faut-il pousser à l'unification complète en province, à la fusion de la presse de tous les groupes et la convocation d'une conférence sur la base de l'unité réalisée, ou bien garder à l'intérieur de l'opposition unifiée l'existence des groupes séparés jusqu'à la solution de toutes les questions de tactique ? Dans des questions d'organisation semblables, il est difficile de donner des conseils de loin. Il est même possible que le conseil arrive en retard. Je ne peux pas, malgré tout, m'abstenir de vous dire ceci : **chers amis, fusionnez définitivement vos organisations et vos journaux aujourd'hui même !** Il ne faut pas traîner trop longtemps la préparation de l'unification, parce que de cette manière, on peut créer, sans le vouloir, des divergences artificielles.

Je ne veux nullement dire par cela que toutes les questions sont déjà résolues et que vous (ou pour s'exprimer mieux, nous) sommes assurés contre toutes les divergences dans l'avenir. Non, il est hors de doute que demain ou après-demain de nouvelles questions surgiront et avec elles, de nouvelles divergences. Sans cela le développement d'un parti révolutionnaire est impossible. Mais ces nouvelles divergences créeront des groupements nouveaux dans les cadres de l'organisation unifiée. Il ne faut pas trop s'attarder sur le passé. Il ne faut pas piétiner sur place. Il faut marcher à la rencontre du lendemain !

9) Que de nouvelles divergences soient inévitables, nous en avons les preuves de l'expérience de toutes les sections de l'opposition de gauche. La Ligue Française par exemple, fut composée de différents groupes. Grâce à son journal hebdomadaire, la Ligue a accompli un travail très sérieux et très appréciable, non seulement du point de vue national, mais encore du point de vue international; elle a démontré ainsi que l'unification de différents groupes était un facteur progressif. Mais dans cette Ligue des divergences très graves ont surgi dernièrement, en particulier sur la question syndicale. Une aile droite s'est formée et a pris une position foncièrement erronée. Cette question est tellement importante et profonde qu'elle peut même provoquer une nouvelle scission. Evidemment, il faudra faire absolument tout pour l'éviter. Mais si cela ne réussit pas, la nouvelle scission, n'aura nullement démontré que l'unification d'hier était une faute. Nous ne faisons pas de fétiche, ni de l'unité, ni de la scission. Tout dépend des conditions, du moment, de la profondeur des divergences, du caractère des questions. [...]

L'Opposition chinoise est née (...) sur la base de l'expérience d'une révolution grandiose, perdue par une direction opportuniste. La grande mission historique pose devant l'opposition chinoise des obligations exceptionnelles. Nous espérons tous ici que l'opposition chinoise se débarrassera de l'esprit de cercle et se redressera de toute sa taille pour se mettre au niveau des tâches qui se posent devant elle.

Prinkipo, le 8 Janvier 1931

Votre L. TROTSKY.

EXTRAIT DU BULLETIN INTERNATIONAL DE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE N° 8 - JUIN 1931 -

L'OPPOSITION CHINOISE A RÉALISÉ SON UNITÉ

Nous publions plus loin la lettre des camarades chinois qui nous apporte la nouvelle de l'unification des 4 groupes oppositionnels. Cette nouvelle sera accueillie avec joie par toute l'Opposition internationale de gauche.

Le 1^{er} Mai 1931, jour où s'est tenue la Conférence d'unification de l'Opposition Chinoise, sera une date importante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire chinois. L'avant-garde communiste la plus consciente et la plus éprouvée dans les luttes héroïques du prolétariat chinois a réalisé aujourd'hui les deux conditions nécessaires pour son développement - l'unité de ses rangs et la clarté idéologique - car l'unité s'est réalisée sur la base d'une plate-forme commune adoptée par la Conférence.

La défaite tragique de la Révolution Chinoise causée par la politique criminelle du stalinisme n'a pas seulement pour conséquence la destruction physique de dizaines de milliers de combattants révolutionnaires et l'anéantissement des organisations du prolétariat chinois. Cette défaite apporta en même temps une confusion effroyable dans les rangs des ouvriers avancés, trahis et égarés. Au lieu de corriger ses propres erreurs, la direction de l'I.C. les a attribuées, avec lâcheté et cynisme, au faible et jeune P.C. chinois. Ce fait n'a pu qu'exaspérer davantage les militants communistes sincèrement dévoués à la cause prolétarienne. La dispersion des forces révolutionnaires n'a fait que s'accroître; les désaccords se sont approfondis de plus en plus.

Le désarroi créé par la défaite de la Révolution et par l'attitude honteuse de l'I.C. en Chine a eu ses répercussions aussi dans les rangs de l'Opposition de gauche. La critique de l'Opposition internationale de gauche des erreurs commises par l'I.C. avant et pendant la Révolution a été reconnue juste par un grand nombre de camarades du P.C. chinois : la cause immédiate de la défaite fut trop évidente et l'épreuve trop dure pour qu'il y ait des divergences à ce sujet. Mais l'I.C. continua à semer la confusion même après l'écrasement de la Révolution. En fonction de la "troisième période", dont on n'a pas fait grâce au malheureux parti communiste chinois, l'I.C. constata, contre toute évidence, un essor révolutionnaire dans le pays ; elle provoquait, en conséquence, des grèves et des manifestations vouées d'avance à l'échec ; elle appelait "Armée Rouge" et "Pouvoir des Soviets", les détachements des partisans de la paysannerie révoltée et leur mouvement anarchique, qui n'était qu'une conséquence directe de la révolution agraire trahie et avortée. L'I.C. condamnait, bien entendu comme "opportuniste" tout mot d'ordre démocratique pour cette période.

L'Opposition Chinoise devait se situer en face de tous ces problèmes qui sont d'une importance vitale pour le mouvement révolutionnaire. La discussion fut très âpre ; elle provoqua des désaccords sérieux. Nous nous sommes trouvés l'année dernière, devant quatre groupes oppositionnels de gauche : le groupe de "Notre Parole", d'"Octobre", du "Militant" et le groupe du cam. Chen-Du-xiu.

La discussion entre ces quatre groupes portait surtout sur la question de l'Assemblée constituante d'une part et sur l'appréciation de l' "Armée Rouge" et des "Soviets" des paysans, d'autre part. Certains camarades hésitaient à adopter les mots d'ordre démocratiques et en particulier le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante pour la période actuelle de crainte de se voir taxés par l'I.C. d'opportunistes. Certains autres considéraient le mot d'ordre d' "Assemblée Constituante" comme "formule populaire de la dictature du prolétariat". Dans la question de "l'Armée Rouge" et des "jacqueries chinoises", les avis étaient également partagés. D'aucuns disaient que la lutte anarchique des paysans n'avait aucune signification révolutionnaire et devait être condamnée comme banditisme; d'autres, par contre, se déclaraient à l'occasion de la prise de Tchancha par "L'Armée Rouge", "pour l'insurrection, pour le pouvoir des paysans" etc... sans tenir suffisamment compte de l'indifférence du prolétariat chinois pour ce mouvement de révolte sporadique.

La lettre du camarade Trotsky, adressée à tous les groupes oppositionnels (voir Bulletin International N° 5) a apporté la clarté nécessaire dans toutes ces questions. Dans une de leurs dernières lettres, nos camarades chinois nous ont écrit, après avoir exposé les divergences qui opposaient les différents groupes entre eux : "par bonheur, la lettre du camarade Trotsky est arrivée; toutes les fractions éprouvent aujourd'hui le même désir de réaliser l'unité". Une base d'entente fut trouvée; une plate-forme et des résolutions furent élaborées. Aujourd'hui, l'unité idéologique et organique de l'opposition chinoise est un fait. Le prolétariat chinois possède maintenant un noyau solide et décidé à guider les masses exploitées sur la voie de Lénine vers la victoire.

Nous assurons ici, au nom de toute l'Opposition Internationale de Gauche, notre solidarité et notre appui à l'Opposition Chinoise unifiée. Nous lui souhaitons du succès dans la réalisation de ses tâches révolutionnaires.

LA REDACTION.

AU SECRETARIAT INTERNATIONAL

Au cam. TROTSKY

Rapport No. 1

Shanghai, le 9 Mai 1931.

Chers camarades,

La Conférence d'Unification de l'Opposition Chinoise s'est tenue dans la journée historique du 1^{er} Mai à Shanghai. Y ont pris part 17 délégués avec voix délibératives et 4 avec voix consultatives. Ils représentaient en tout 483 membres de 4 groupés. La Conférence a adopté notre plate-forme commune et un certain nombre de résolutions élaborées précédemment par la Commission d'unification. Un Comité Exécutif national fut élu, composé de 9 membres et de 4 candidats. Le Secrétariat formé dans son sein est composé de 5 camarades. Notre organisation a adopté le nom d' "Opposition de Gauche du Parti Communiste Chinois". Notre organe s'appelle "L'Etincelle". Notre plate-forme et nos résolutions seront traduites en langues étrangères dans le plus bref délai.

L'unification de l'Opposition Chinoise a provoqué la plus grande attention, tant de la part de la réaction, que de la part des masses ouvrières. Nous espérons que, sous la direction de l'Opposition Internationale de Gauche, notre organisation pourra accomplir et accomplira effectivement une grande tâche historique. Nous espérons que des relations étroites et constantes seront établies entre le Secrétariat et la section chinoise.

La nouvelle de l'incendie dans lequel a péri la bibliothèque du camarade Trotsky nous est arrivée par la presse bourgeoise et ensuite confirmée par votre circulaire. Nous avons créé un comité spécial pour sa reconstruction.

Avec nos salutations oppositionnelles,
Le Secrétariat de l'Opposition de Gauche du Parti Communiste Chinois.

Secrétaire : Chen Du-xiu

Président de la Section d'Organisation : Tchan-Y-Mo.

Président de la section de propagande : Tcheng-Chioro-Sing.

Rédacteur de l'organe opposit. : Wang-Wen-Yan.

Secrétaire du Cté Exécutif : Sung-Feng-Chun.

Peng Pi-Lan :

Mes années passées avec Peng Shu-tsé (écrit en 1965)

Leurs critiques envers le Comité Central du P.C.C. et du Comintern furent naturellement rapportées à Moscou par Chu Ch'iu-pai. Par conséquent, juste avant le 6^{ème} Congrès du Comintern, qui se tint à Moscou en 1928, Staline et Boukharine envoyèrent un télégramme à Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse (le télégramme fut déposé personnellement par Chou En-Lai au domicile de Chen), les invitant à assister au Congrès.

Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse avaient déjà perdu tout espoir et confiance envers le Comintern et comprenaient clairement que le véritable but de l'opération était soit « de les convaincre » soit de les « retenir » à Moscou et ainsi d'éliminer leur influence au sein du P.C.C. ; ils refusèrent courtoisement mais fermement l'invitation.

Au printemps de 1929, Peng Shu-tse eut une longue conversation avec plusieurs étudiants qui venaient de rentrer de Moscou. Il apprit par eux la lutte de l'opposition de gauche, dirigée par Trotsky contre les staliniens. Ils l'informèrent de la position de Trotsky sur les problèmes de la révolution chinoise. Les étudiants lui donnèrent aussi deux textes importants écrits par Trotsky sur la question chinoise : « *Bilan et perspectives de la révolution chinoise* »⁽³⁾ et « *La question chinoise après le 6^{ème} Congrès* ».⁽⁴⁾

Après étude de ces textes, Peng Shu-tse décida quelle ligne politique il défendrait au sein du Parti Communiste Chinois ; il combattrait pour soutenir la ligne adoptée par l'Opposition de Gauche Trotskyste. Que Peng accepte si rapidement le programme de Trotsky n'était en aucune façon accidentel. D'une part, il avait déjà une solide formation marxiste et léniniste et avait une conception mûrement réfléchie de la révolution chinoise. D'autre part, il savait par expérience personnelle pourquoi la révolution avait échoué et avait vu de ses propres yeux les résultats tragiques de la politique aventureuse de Staline.

Il était profondément impressionné en lisant comment Trotsky avait – avec finesse – critiqué le premier les orientations opportunistes de Staline et Boukharine durant la montée de la révolution chinoise, puis leur cours aventuriste pendant son déclin, et comment Trotsky avait préconisé une politique défensive, appelant à une Assemblée Constituante comme mot d'ordre pour remplacer l'aventurisme sans espoir. L'exactitude des prévisions de Trotsky s'était inscrite en lettres de sang.

Peng donna les deux textes à Ch'en Tu-hsiu à lire et à étudier. Le jour suivant, Ch'en vint chez nous pour nous dire qu'à son avis les critiques de Trotsky sur la politique de Staline et Boukharine étaient complètement justifiées. Il était plus qu'urgent, pensait-il, au vu de la situation objective actuelle, d'adopter une politique défensive centrée autour du mot d'ordre d'appel à une Assemblée Constituante, en remplacement de la politique aventuriste de Staline.

Le résultat de cette compréhension et accord commun fut que Tu-hsiu et Peng élaborèrent un plan pour rassembler tous les cadres en désaccord avec la politique aventuriste du parti afin de discuter les deux textes de Trotsky et d'organiser une opposition de gauche à l'intérieur du parti Communiste Chinois.

(3) Publié dans le texte « Critique du projet de programme de l'I.C. (28 juin 1928), publié en français dans les « Œuvres », Volume I, 2^{ème} série, pages 358-377

(4) Texte du 4 octobre 1928, publié en français dans les « Oeuvres », Volume II, 2^{ème} série, pages 257-309

Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse écrivirent chacun une lettre au Comité central du Parti demandant qu'une discussion soit ouverte pour tirer les leçons de la défaite de la révolution et dégager les résultats de la politique en cours. Ils demandèrent que le Parti publie les textes de Trotsky sur la révolution chinoise afin qu'on puisse s'y référer dans la discussion.

Notre travail oppositionnel de gauche dans le parti fut couronné de succès. En deux mois nous avons rassemblé cinquante cadres et tenu une réunion où fut adoptée la position de Trotsky. Un comité central provisoire de trois membres (Ch'en, Peng et Yin K'uan) fut élu. Les cadres, répartis sur plusieurs cellules, se rencontraient constamment pour discuter des problèmes et des activités au sein du Parti. Nous avons publié également une revue, « *Le Proletariat* » et un livre comprenant les principaux documents de Trotsky sur la révolution chinoise.

Par suite de nos activités, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du parti, et de la diffusion des idées exprimées dans les lettres adressées par Ch'en et Peng au Centre, le Parti fut profondément ébranlé. La direction du Parti, sur les directives de l'Internationale, fut obligée de nous exclure, un par un. Les premiers à être désignés furent Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse. Ce fut ensuite le tour de Yin K'uan, Cgeng Ch'ao-Ling, moi-même, et d'autres cadres. Le communiqué de ces expulsions fut publié dans l'organe du parti « *Le Drapeau Rouge* ».

Cependant, les expulsions, à cause de leur nature, ne réglaient pas la crise dans le parti, mais, au contraire, aggravèrent une situation plutôt fragile, poussant nombre de cadres à nous rejoindre. Le 15 décembre 1929, quatre-vingt-un cadres éminents apposèrent leur nom à la « *Déclaration de l'Opposition de Gauche* ». Dans l'Histoire du parti Communiste Chinois, celle-ci constitua le moment de la lutte la plus intense entre le stalinisme et le trotskysme. Non seulement elle ébranla le P.C.C. mais elle attira l'attention de la société chinoise toute entière et eut des répercussions dans les partis communistes à travers le monde.

Un certain nombre de cadres aguerris, qui avaient subi les conséquences de la défaite de la révolution et la banqueroute de la politique aventuriste, et avaient souffert de l'arbitraire de la bureaucratie, et qui, cependant, étaient restés dans le parti, montraient maintenant leur sympathie pour l'opposition de gauche en voyant leurs compagnons d'armes dans la révolution mener une lutte brave et résolue contre la direction du parti, sous la conduite de Ch'en et Peng, sur les bases du programme de Trotsky.

On appelait ces camarades dans le Parti les « conciliateurs », parce qu'ils recherchaient la conciliation entre ceux qui suivaient la ligne du Parti et le groupe dirigé par Ch'en Tu-hsiu. (Li Shao-chi, aujourd'hui Président de la République Populaire de Chine ⁽⁵⁾, appartenait aussi aux « conciliateurs » et fut envoyé à Moscou pour cette raison.) Selon Chen Shao-yu, qui était à cent pour cent pour la ligne de l'Internationale (plus tard, il changea son nom en celui de Wang Ming), « les conciliateurs proposèrent que le parti accueille à nouveau Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse, exclus pour leur opposition à la ligne adoptée au 6^{ème} congrès du Parti ⁽⁶⁾. Ces quelques lignes indiquent l'impact de l'opposition de gauche dans le parti.

(5) Quand Peng Pi-lan écrivit ce récit en 1965, Liu Shao-chi était encore le Président de la Chine, ayant été réélu le 3 janvier 1965. Mao l'évinça pendant la purge de la « Révolution culturelle », sur des accusations qui rappellent celles utilisées par Staline durant les grandes purges des années trente en Union Soviétique contre ses opposants politiques.

(6) Voir Chen Shao-yu : « Pour plus de bolchévisation dans le Parti »

Tandis que Ch'en et Peng constituèrent l'opposition de gauche de Chine, quelques étudiants, qui revenaient récemment de Moscou, organisaient des groupes trotskystes et publiaient leurs propres revues. Dans celles-ci, ils ne se querellaient pas seulement entre eux, mais ils attaquaient aussi Ch'en et Peng, qu'ils considéraient comme responsables de la politique opportuniste passée. A leurs yeux, seuls les camarades jeunes, qui n'avaient pas participé à la révolution et qui, par conséquent, n'avaient pas causé son échec, étaient dignes d'être appelés trotskystes.

Cette attitude sectaire était exploitée par la direction stalinienne du parti dans ses attaques contre Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse. Les « conciliateurs » constatant la confusion et les divergences de vues dans l'opposition de gauche, perdirent peu à peu leur sympathie pour le trotskysme.

Ce fut un coup très dur pour le mouvement trotskyste naissant en Chine. Plus tard, quand Trotsky entendit parler de cette confusion, il suggéra l'unification des différents groupes trotskystes. L'unification eut lieu pendant la Conférence qui se tint en Mai 1931. Le mouvement trotskyste unifié prit le nom de Ligue Communiste de Chine.

Immédiatement après l'unification, un certain nombre de camarades dirigeants furent arrêtés – un traître avait donné des renseignements aux autorités militaires de Shanghai. Shu-tse, moi-même et notre fille âgée alors de quatre ans nous échappâmes quelques heures avant que la police ne fasse une descente chez nous et ne confisque tous nos objets personnels : livres, documents et vêtements. Cette perte augmenta nos souffrances et nos difficultés pour les années à venir.

Chen Tu-hsiu ne fut pas arrêté à cette occasion parce que son adresse était inconnue du renégat.

C'était une situation terrible parce que les traîtres du parti travaillaient main dans la main avec les agents de Chiang Kai-shek. Les agents surveillaient les entrées des parcs, théâtres, grands magasins, principaux carrefours. Si un camarade rencontrait un de ces traîtres, il était suivi et arrêté par des agents en civil. Son sort était ainsi scellé.

Bien que notre opposition de gauche ait subi de lourdes pertes – des camarades démoralisés quittèrent même le mouvement - la situation objective changea lors de l'invasion impérialiste japonaise en Mandchourie le 18 septembre 1931, et de Shanghai le 28 janvier 1932, nous donnant ainsi un nouvel élan. Ces invasions donnèrent naissance à un grand mouvement contre l'impérialisme japonais, lequel évolua en dénonciation de la politique de non-résistance au gouvernement du Kuomintang durant le mouvement de masse contre le Japon. La Ligue Communiste de Chine, pour la première fois depuis sa création, publia un hebdomadaire public : « *La Marée Montante* ». Il appelait à l'armement des masses contre l'impérialisme japonais.

Notre travail d'agitation et de propagande avait une grande influence parmi les étudiants et les masses laborieuses et nous rencontrâmes surtout un large écho parmi les cadres moyens du parti.

Wang Ming, avec le soutien de Moscou, évinça alors Li Li-san et Chu Ch'iupai de la direction du Parti Communiste Chinois, pour l'assumer lui-même. En exerçant ses fonctions, il alla jusqu'au bout de la bizarrerie dans une attitude sectaire vis-à-vis du mouvement anti-japonais, et plus tard, envers la 19^{ème} Armée de Route, alors sous le commandement de l'aile gauche du Kuomintang. Dans « *Le Drapeau Rouge* », l'organe central du Parti, il se fit l'avocat de l'aide à l'Armée Rouge dans son combat contre les Japonais dans les campagnes, mais il s'opposa à l'armement des masses et au soutien à la 19^{ème} Armée de Route dans sa

lutte contre les Japonais. Cela, c'était sur le plan politique. Il fut tout aussi mauvais sur le plan organisationnel. Il exclut de nombreux militants – les « conciliateurs » dirigés par Ho Meng Hsing – provoquant leur mort. A une certaine occasion, privés de l'apport financier du Parti et dans l'incapacité de louer un endroit sûr pour se rencontrer, une vingtaine de cadres se réunissaient dans une petite chambre dans un hôtel bon marché. Ils furent tous arrêtés et fusillés. Beaucoup de cadres quittèrent le parti, et l'organisation, en voie de désagrégation, devint un terrain propice au recrutement pour le mouvement trotskyste.

De nombreux militants de base, ayant lu les textes de Trotsky et les articles contre le Japon, ainsi que les critiques de la politique de Staline publiées dans « *La Marée Montante* » nous contactèrent. Après discussion avec Peng Shu-tse, ils adhérèrent au mouvement trotskyste. Plusieurs dizaines de cellules ouvrières du Parti, parmi les plus importantes, vinrent nous voir, entre autres des postiers, des travailleurs de la centrale électrique et du textile. Ces cellules totalisaient la moitié des membres du Parti Communiste Chinois à Shanghai. L'opposition de gauche fut alors capable de diriger le mouvement ouvrier de Shanghai dans plusieurs grèves importantes qui connurent un succès relatif. Le mouvement trotskyste fit de nouveaux progrès à Pékin, Wuhan, Nankin, Kwantung et Hong-Kong.

Le mouvement trotskyste enregistra également des progrès en augmentant la diffusion de ses publications socialistes. Tout d'abord, nous sortîmes une revue intitulée « *La Force Motrice* ». Elle fut imprimée par une maison d'édition de gauche. Peng la dirigea et collabora à des articles sur la nature de la société chinoise et sur les problèmes philosophiques et politiques qu'il traitait d'un point de vue trotskyste.

La revue eut une influence considérable parmi les intellectuels et les étudiants. Plus tard, un autre éditeur prit la suite et la rebaptisa « *La revue du lecteur* ». Cependant, Peng Shu-tse encouragea les contributions régulières des trotskystes à la revue et ils continuèrent à y soulever la question de la nature de la société chinoise.

Les staliniens soutenaient que la Chine était, de façon prédominante, un pays féodal. Ceci déclencha une grande controverse entre les trotskystes et les staliniens sur ce sujet et les questions théoriques liées à la nature de la révolution chinoise.

Le point de vue trotskyste, basé sur la théorie de la révolution permanente, eut le dessus dans cette controverse. En résultat, notre influence augmenta au sein de la gauche. De plus, nous traduisions en chinois de nombreux ouvrages de Marx et Lénine traitant de sciences sociales et de philosophie et la première partie de l'autobiographie de Trotsky. Ces livres furent publiés par quelques éditeurs de gauche qui étaient en général ouverts à notre égard.

Comme nous, Peng consacrait tout son temps et son énergie au mouvement, négligeant notre unique moyen de gagner notre vie – la traduction de livres – et puisque je ne pouvais pas trouver un travail, en raison de la chasse aux sorcières maintenue par le gouvernement de Chiang Kai-shek, nos ressources touchaient à leur fin. Je rendais souvent visite au prêteur sur gages, et, quelquefois, Peng n'avait rien d'autre qu'un petit pain au lait à se mettre sous la dent, pendant une journée entière de réunions ou de discussions avec des camarades. Il était souvent obligé de parcourir de grandes distances à pied parce qu'il n'avait pas d'argent pour acheter un billet de tramway. Plusieurs années passèrent à travailler pour le mouvement de cette façon.

Ce fut alors que la malchance frappa la récolte que notre mouvement commençait à engranger. Le 15 octobre 1932, Ch'en Tu-hsiu, Peng Shu-tse et huit autres camarades furent arrêtés !

Le coup porté à notre mouvement fut extrêmement dur et ce désastre devait être bientôt suivi par un autre. Tous les cadres importants du Parti Communiste Chinois qui nous avaient rejoints furent arrêtés. En résultat, presque tous nos groupes ouvriers furent démantelés. Nos contacts avec la classe ouvrière prirent fin.

Ces intellectuels qui avaient échappé à l'arrestation furent très démoralisés, plusieurs démissionnèrent et quittèrent le mouvement. Nos forces furent réduites à un petit nombre de cadres devant faire face à la stagnation et l'isolement ; cette situation dut être subie pendant plusieurs années.

La grande presse rapporta les arrestations de Ch'en Tu-hsiu et de Peng Shu-tse, et en particulier le fait qu'ils avaient été transférés de Shanghai à Nankin où ils devaient comparaître devant un tribunal militaire. Craignant que les deux dirigeants révolutionnaires soient condamnés à mort, de nombreuses personnalités éminentes envoyèrent des télégrammes à Chiang Kai-shek et son gouvernement, demandant à ce que leur cas soit déféré devant un tribunal civil. Parmi eux figuraient Tsai Yuen-pei, ancien doyen de l'Université Nationale de Pékin, Soong Ching-Ling, veuve du Docteur Sun Yat-sen, vice-présidente de la République Populaire de Chine aujourd'hui, et plusieurs professeurs de renom. Grâce à ces interventions, les deux dirigeants furent finalement traduits devant un tribunal civil à Nankin. Le procès, qui fut public, dura deux ans et fut suivi avec attention par la presse dans tout le pays.

Le gouvernement du Kuomintang accusait Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse de violer la « Loi d'exception ». Tous deux écrivirent des déclarations pour leur défense et choisirent plusieurs avocats pour les représenter devant le tribunal. De plus, pour répondre aux accusations, Peng, dans sa déclaration, dénonça comme traître la politique du Kuomintang de n'offrir aucune résistance à l'impérialisme japonais, d'abolir les libertés civiles et les droits démocratiques, et déclarait qu'à son avis, seul le communisme pouvait sauver la Chine du désastre.

Le jour de l'ouverture de leur procès (la première et unique fois dans l'histoire du gouvernement du Kuomintang où on accorda un jugement public à des communistes), la salle d'audience était bondée. Ch'en Li-fu et son entourage, les chefs du Kuomintang, suivaient le procès, bien que cachés derrière des écrans.

Dans son plaidoyer, Peng attaque avec audace les politiques étrangère et intérieure du Kuomintang et affirma sa foi envers les idéaux du communisme. Chen Li-fu et ses compagnons en furent particulièrement indignés.

Ch'en et Peng furent condamnés chacun à treize ans de prison et les autres camarades à cinq ans. Les peines de treize ans, après appel devant la Haute-Cour, furent réduites par la suite à huit ans.

En fait, Peng passa cinq ans à la prison modèle de Nankin, et ne fut libéré qu'après la destruction de la prison par les bombardiers japonais au moment où éclata la guerre sino-japonaise en 1937.

Pendant ses années de prison, Peng transforma sa cellule en « cabinet de travail ». Ses lectures allaient des travaux de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, à l'histoire de la Chine et du monde occidental, de la philosophie, des sciences naturelles et de la littérature. Il lisait tous les bons ouvrages qui lui tombaient sous la main et il élargissait ses connaissances au maximum, y compris même sur les origines et le contenu social des religions chrétienne et bouddhiste.

Malheureusement, pendant sa seconde année de prison, des divergences s'élevèrent entre Peng Shu-tse et Ch'en Tu-hsiu, sur des problèmes concernant l'Union Soviétique, la dictature du prolétariat et la démocratie. Ceci était la conséquence de quelques articles que Peng écrivit sur ces sujets. Ils pensèrent qu'il était impossible de concilier leurs différents points de vue, et finalement leur amitié cessa. Pendant la même année, le jeune frère de Peng, Peng Tao-tse, un de nos meilleurs cadres, qui était aussi détenu dans la même prison, mourut sans soins de maladie, faute d'argent. Ces deux malheurs affectèrent beaucoup Peng, comme je le compris d'après ses lettres. Cependant, son courage, sa patience et son équilibre lui permirent d'encaisser ces coups et de s'en remettre.

Durant ces cinq longues années pendant lesquelles Shu-tse était en prison, je souffrais beaucoup personnellement de la dislocation de notre vie de famille, faisant face à beaucoup de privations. Je devais faire vivre nos deux enfants, et cependant être prudente en ce qui concerne les offres d'aides qui venaient de plusieurs côtés. Le plus pénible était de faire face à l'isolement politique.

Chaque fois que je participais à des réunions d'organisation de gauche, ou m'engageais dans des discussions politiques, presque inévitablement je rencontrais des staliniens et leurs sympathisants, très rarement des trotskystes. Tout d'abord les staliniens manifestèrent de la sympathie et de l'amitié. Ils allèrent jusqu'à me trouver du travail, espérant ainsi me gagner. Cependant, une fois que j'eus ouvertement rejeté leurs avances, donnant clairement mes vues politiques, ils m'exclurent de leurs différentes activités.

Le 13 août 1937, quelques jours après le bombardement de la prison modèle de Nankin, Peng, Ch'en et les autres camarades furent libérés. Peng fut le dernier à être mis en liberté. Sans les fortes protestations du directeur de la prison, la hiérarchie du Kuomintang aurait pu encore garder Peng sous les verrous, en raison de sa dure attaque contre leur régime au moment de son procès.

Quand Peng retourna à Shanghai, la campagne nationale anti-japonaise était à son zénith. Cependant, il ne restait qu'une douzaine de trotskystes ou connus comme tels à Shanghai. De plus, bien qu'il existât, formellement, une organisation centrale, les contacts avec les autres groupes locaux n'avaient pas été rétablis.

Commençant à évoluer dans le courant de la lutte anti-impérialiste, Peng organisa une conférence plénière de tous les camarades qui restaient, y compris ceux qui étaient sortis récemment de prison. Une résolution fut adoptée par la Conférence pour soutenir la lutte armée menée par le gouvernement du Kuomintang contre l'impérialisme japonais. Celle-ci fut accompagnée d'une critique politique des orientations réactionnaires du gouvernement.

Un comité central provisoire fut élu et autorisation fut donnée de publier un journal clandestin du parti, « *La Lutte* ». Peu après la réunion, plusieurs petits groupes régionaux furent créés. Grâce à la situation objective favorable, l'organisation trotskyste s'étendit bientôt dans des zones comme Shanghai, Pékin, Canton, Hong-Kong et les provinces de Kwangsi et Chekiang.

Chen Du-xiu face à la répression

Quelques semaines après la Conférence d'unification, la jeune organisation est cruellement frappée par la répression. La police secrète du Kuomintang parvient à arrêter la plupart des responsables.

Chen Du-xiu fait partie de ceux qui échappent à ce coup de filet. Il sera arrêté en 1932. La direction stalinienne du CCC par l'entremise de Boku, l'un des artisans de la stalinisation du PCC, n'hésite pas à réclamer du Kuomintang qu'il applique la peine de mort au fondateur du Parti, à celui qui en fut le premier Secrétaire général. Seule la notoriété de Chen, la place qu'il tient dans l'histoire de la Chine, lui permettent d'être jugé publiquement. Il sera condamné à treize ans de prison.

On trouvera ici la magnifique lettre qu'il adressa à la Cour suprême du Jiangsu.



Arrestation d'un militant communiste à Shanghai.

Chen Du-xiu à la cour suprême du Jiangsu (20 février 1933)

Pendant cinquante-cinq ans, j'ai lutté contre la monarchie mandchoue et les seigneurs de la guerre, contre l'idéologie féodaliste et l'impérialisme; luttant et faisant de la propagande pour l'objectif de reconstruction de la Chine, je me suis consacré à la cause de la révolution depuis le temps de ma jeunesse et plus de trente ans se sont écoulés depuis. Dans les temps anciens, c'est-à-dire au cours de la période qui a précédé le mouvement du 4 mai, mon travail était essentiellement concentré dans le milieu de l'intelligentsia. Par la suite, j'ai tourné toute mon attention vers les masses laborieuses des ouvriers et des paysans. Sous la poussée de la révolution internationale après la guerre européenne et des conditions internes, il est tout à fait naturel que j'aie opéré un tel tournant.

Dans la Chine arriérée et semi-coloniale qui est opprimée par l'impérialisme international de l'extérieur et souffre à l'intérieur sous les seigneurs de la guerre et la dynastie mandchoue, les hauts faits qui seront la réalisation de l'émancipation nationale et la démocratie politique, qui ne peuvent être accomplis que par le martyr et en versant son sang, ne peuvent être entrepris par les classes exploiteuses supérieures, couardes et compromises, qui ne pensent qu'à leurs propres intérêts. En outre, elles redoutent et haïssent la montée des classes inférieures qu'elles ont jusque là foulées au pied, beaucoup plus qu'elles ne redoutent et haïssent l'impérialisme, les seigneurs de la guerre et la dynastie mandchoue. C'est pourquoi elles n'ont jamais voulu et ne veulent pas entreprendre cette tâche. C'est seulement la combinaison des masses laborieuses les plus opprimées et les plus révolutionnaires des ouvriers et des paysans en Chine et des forces du prolétariat anti-impérialiste à l'échelle mondiale qui peut, à travers l'élan gigantesque et furieux de la révolution, détruire le joug de l'impérialisme et balayer l'oppression des landlords et de la dynastie mandchoue sur les autres. C'est seulement ainsi qu'on peut obtenir l'émancipation nationale, l'indépendance et l'unification, le développement économique et l'augmentation du niveau de vie des masses en général et en être assurés. **La lutte pour l'émancipation des masses laborieuses des ouvriers et des paysans et la lutte d'émancipation nationale se fondent en un courant unique et ne peuvent être séparées l'une de l'autre. C'est la raison pour laquelle j'ai entrepris de fonder le parti communiste chinois après le mouvement du 4 mai dans l'année 1919.**

L'objectif final du parti communiste est de réaliser une société libre dans laquelle on donnera de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins. Il n'y aura plus ni exploiteur ni classes. Tous les moyens de production n'appartiendront à personne d'autre qu'à la société dans son ensemble; l'équilibre entre la production et la consommation, à travers l'organisation de la société conformément aux besoins du peuple, sera établi à l'avance; les forces productives, grâce à une production et une distribution planifiées pourront atteindre un niveau infiniment supérieur à celui de la société capitaliste de propriété et de libre concurrence d'aujourd'hui; ainsi pourra être atteinte la suffisance matérielle pour chacun, dans un degré d'abondance suffisant pour que chacun puisse prendre ce dont il a besoin.

C'est pourquoi le communisme, dans le sens de l'économie politique, est un système de production au développement supérieur au capitalisme. C'est de la même façon que le capitalisme est un système de production au développement supérieur au féodalisme. Il est bien loin d'être ce que certains disent, le vol pur et simple de la propriété de chaque riche par chaque pauvre, puisque c'est ainsi que les philistins voient le communisme. Ce système de production n'est pas du tout un produit fantaisiste de notre imagination. La Russie, tout arriérée qu'elle fût sur le plan économique, a fait une expérience préliminaire de tout cela et a obtenu ses premiers succès. Aucun pays capitaliste, dans le monde entier, n'échappe au

gouffre de la crise économique, cependant qu'au contraire, la Russie soviétique approche peu à peu de la prospérité. L'efficacité de ce nouveau système de production a été dans une large mesure révélée de cette façon et c'est bien connu dans le monde entier.

La révolution qui a renversé la monarchie mandchoue s'est produite sept années avant la révolution d'Octobre en Russie. Mais la prospérité actuelle de la Russie soviétique et la consommation de la Chine sont trop éloignées pour permettre quelque comparaison. Quelle en est donc la raison ? L'opinion que nourrissent ceux qui affirment que le communisme est incompatible avec la Chine est un pur non-sens. Il est à peine nécessaire de dire que cet objectif final du communisme ne peut être atteint d'un seul coup et qu'il ne saurait encore moins être atteint par des moyens pacifiques. Sans la prise du pouvoir par les ouvriers et les masses des pauvres soulevées dirigées par les ouvriers, il est impensable. Ouvrant la voie à cet objectif, **le parti communiste chinois a les tâches suivantes :**

a) Combattre l'impérialisme pour obtenir l'indépendance nationale.

Dans les conditions où toutes les veines économiques des douanes, des mines, des usines, de la finance et des communications sont directement ou indirectement sous le joug de l'impérialisme, sans recours aux moyens révolutionnaires pour écraser ces obstacles et ces chaînes qui nous lient pieds et poings, la possibilité d'un libre développement de l'industrie nationale est tout à fait impensable. Les grandes villes de tout le pays sont sous la menace de la flotte et des troupes des grandes puissances. De plus, le Japon, avec ses forces militaires, a occupé 1/5 de l'ensemble du territoire chinois. Ne pas résister à ces invasions étrangères ou se contenter de phrases creuses revient à la haute trahison. A quoi bon dès lors parler de « nationalisme » ?

b) Combattre les seigneurs de la guerre et les Mandchous pour réaliser l'unification nationale.

Pour le plus grand dam de l'économie, seigneurs de la guerre et Mandchous se livrent une guerre civile entre eux. Pour remplir leurs propres coffres, ils lèvent toutes sortes d'impôts et de taxes diverses et pillent librement les fonds publics. Expropriant la liberté du peuple, ils manufacturent librement toutes sortes de soi-disant « lois ». Au détriment de l'efficacité administrative, ils nomment librement leurs hommes de main, empêchant les gens capables de faire leur travail. Pire encore, empoisonnant le peuple, ils imposent sans entrave aux paysans l'implantation obligatoire de l'opium qu'ils trafiquent et transportent. Sans une liquidation radicale de la politique des seigneurs de la guerre et des Mandchous, toutes les questions vitales comme l'unification nationale ou le renforcement du pouvoir du peuple sont tout à fait hors de question. Sans l'unification nationale et le renforcement du pouvoir du peuple, sans la destruction du joug de l'impérialisme, sans un nettoyage complet des poisons des seigneurs de la guerre et des Mandchous, même le développement de l'économie capitaliste n'est qu'un rêve éveillé. La Chine, dans ces conditions, serait vouée à rester pour toujours une semi-colonie arriérée !

c) Lutte pour l'amélioration de la vie des ouvriers et des paysans.

Les forces principales qui combattent l'impérialisme de façon irréductible sont les ouvriers d'industrie et les paysans dirigés par eux. Les efforts des capitalistes, des landlords et de leur gouvernement pour réprimer les ouvriers et les paysans, matériellement et intellectuellement, ne sont rien d'autre que la tentative d'atténuer, au compte de l'impérialisme, le caractère aigu de la lutte pour l'émancipation nationale de la Chine. Dans la Chine agricole, le déclin des paysans équivaut presque à la crise nationale. Sans l'expropriation au profit des pauvres des terres des landlords, tout le travail du paysan pendant l'année entière ne contribue qu'à la cruelle exploitation au compte des landlords. Non seulement on ne peut ainsi trouver aucun moyen d'enrayer le déclin de l'agriculture et la faillite des campagnes, mais l'affaiblissement continu du pouvoir d'achat des paysans exerce une influence directe et fatale

sur l'industrie et le commerce dans les villes. Même s'il était possible de créer des institutions de crédit par un investissement venu de la ville, cela ne ferait qu'ajouter un nouveau type d'appareil d'exploitation sur le dos du paysan surimposé.

d) Lutte pour la convocation de l'assemblée nationale constituante profondément démocratique.

La politique des «sages» et la pratique des «tuteurs» ne sont plus compatibles avec les états modernes. Encore moins dans les républiques démocratiques. Après la chute des seigneurs de la guerre Pei Wang, seules la volonté et la force du peuple auraient dû prévaloir. Si l'on prêche encore en faveur de «sages» et de «tuteurs», qui sont donc des sages capables d'être des tuteurs ? Et sur quelle base se fondera-t-on ? Même les seigneurs de la guerre Pei Yang pouvaient avoir le droit de dire que c'étaient précisément eux qui étaient les sages ! Plus encore, à notre époque d'invasions étrangères sans précédent, le peuple est sans force tant qu'il n'a pas le droit de s'organiser. Il n'a pas la moindre notion de responsabilité tant qu'il est privé des libertés politiques. C'est pourquoi il est déraisonnable de lui imposer des devoirs sans qu'il jouisse totalement de la liberté de réunion, d'association, de parole et de presse, sans la convocation de l'assemblée nationale constituante avec les pleins pouvoirs, élue au suffrage universel pour condamner les tyrans traîtres, seigneurs de la guerre et Mandchous, donner le pouvoir au peuple, concentrer toutes les forces du peuple dans le pays tout entier pour résoudre la question brûlante : comment exister aujourd'hui ?

En rapport avec ce programme, qui défend les intérêts nationaux et ceux des masses laborieuses internationales qui constituent l'écrasante majorité de l'ensemble de la population, j'ai voulu et je veux faire une franche déclaration à toute la Chine, afin d'en appeler à l'opinion de l'écrasante majorité de la population. Le parti communiste est un parti politique qui représente le prolétariat et les masses exploitées et opprimées. Ce n'est pas de l'héroïsme d'individus mais du soutien enthousiaste de la majorité du peuple, que dépend sa victoire. Il est bien loin d'être un groupe de conspirateurs et d'aventuriers. Ce que j'ai fait et pensé dans le passé était en vue du seul et même objectif. Ce que je fais et pense maintenant, comme ce que je ferai et penserai à l'avenir a également le seul et même objectif. En donnant toutes mes forces, je ne cesserai de lutter pour cet objectif jusqu'à l'ultime seconde précédant ma mort. Puissé-je avoir un répit. Je ne suis pas suffisamment buté pour ne pas voir que je ne peux que me sacrifier dans la lutte pour le peuple qui souffre et gémit sous la double baïonnette de l'impérialisme extérieur et des autocrates de l'intérieur.

Aujourd'hui le gouvernement du Kuomintang m'arrête pour la seule raison que je me consacre avec obstination à la cause de la révolution; il donne l'ordre à son procureur général de me poursuivre devant le Tribunal suprême sous prétexte que je «mettrais la République en danger» et «trahirais l'Etat». Et ce n'est pas seulement que je ne peux pas le moins du monde reconnaître que c'est un crime, mais ce dont le gouvernement m'accuse est exactement le contraire de ce que je fais et de ce que je pense. Qu'est-ce que l'Etat ? C'est la généralisation du territoire, de la population, de la souveraineté. Tel est l'idée générale que s'en font les juristes bourgeois et qui n'a rien de commun avec la prétendue «hétérodoxie communiste». Ce qu'ils appellent «ruine de l'Etat», c'est l'occupation de territoires, de populations, l'usurpation de souveraineté par une puissance étrangère. Le fait que, dans un pays, un parti ou un groupe renverse ou écarte un autre parti ou groupe qui est au pouvoir ne peut être qualifié de «ruine de l'Etat». Qu'est-ce que la « trahison de l'Etat »? Les trahisons comme la félonie en temps de paix ou la félonie en temps de guerre et la livraison de secrets sont définies concrètement dans le code criminel et ces définitions ne permettent nullement qu'on soit frappé par leur abstraction. Si on pense que le parti non-gouvernemental qui lutte contre le parti au gouvernement et défend son renversement, quand celui-ci est déloyal vis-à-vis de la nation et usurpe les droits du peuple en trahissant l'Etat, est félon alors tout parti révolutionnaire, en Chine ou ailleurs, maintenant ou dans le passé, est coupable de

trahir l'Etat. Le Guomintang lui-même a trahi l'Etat à plusieurs reprises. Sun Yat-sen comme Hwang Sing ont été dénoncés par Yuan Shikai comme les traîtres. L'étaient-ils ?

Qu'est-ce qu'une république ? Une république est un Etat dans lequel la souveraineté réside dans le peuple, est exercée par les représentants qu'il élit. En d'autres termes, c'est un terme qui désigne un régime différent de la monarchie. Dans les révolutions qui ont renversé l'autocratie en Europe, on a versé beaucoup de sang pour une démocratie dont le contenu n'était rien d'autre que la lutte pour la Constituante, pour les droits de réunion, d'association, d'expression, de presse et de religion, pour la réalisation de la croyance que qui ne prend pas part au gouvernement n'a pas à payer d'impôts. Et c'est vrai non seulement de la république, mais de la monarchie constitutionnelle. Que signifie « mettre la République en danger » ? Quand un gouvernement républicain a privé le peuple de ses libertés et franchises, cela fut le début de la dégénérescence de la république et de la marche vers la monarchie. L'histoire romaine, l'histoire de la France au XIX^{ème} siècle et l'histoire des premières années de la république chinoise, tout cela nous enseigne la même leçon. Même si cela n'était pas, quand le peuple n'a ni droits ni libertés, quand gouvernement partout des rois sans couronne, quand la loi ne sert qu'à enchaîner le pauvre, quand hauts fonctionnaires et officiers supérieurs ne sont nommés qu'en vertu de leur naissance et de leurs relations familiales, alors la république n'existe que de nom et elle est en réalité une autocratie. Si l'on fait confiance aux mots et si l'on ignore la réalité, alors le chef des seigneurs de la guerre et le pire ennemi de la démocratie peut se targuer d'avoir fondé trois fois la république, et la réaction a tout à fait le droit de lui décerner le titre de « sauveur de la République ». Si l'on croit en revanche que la lutte pour la liberté de réunion, d'association, d'expression, de presse et de religion, la lutte pour la convocation de l'assemblée nationale constituante profondément démocratique avec l'objectif de condamner les seigneurs de la guerre et les mandarins, c'est « mettre en danger la république », alors personne ne pourra comprendre le sens de ce qu'on appelle « la République ».

Le Kuomintang dépense toute la graisse et toute l'huile qu'il fait suer au peuple, pour nourrir ses troupes et en utilisant ses troupes, il presse le peuple et tue les opposants. Non seulement en bavardant de façon creuse sur la résistance à l'invasion militaire de l'impérialisme japonais, mais, plus encore, par tous les moyens, il supprime toute résistance du peuple. **Ecrasant toutes les organisations populaires, muselant le peuple, le Guomintang l'oblige à « se tenir tranquille » et à « rester calme », c'est-à-dire le force à se mettre à genoux docilement comme de doux agneaux devant l'impérialisme.** Le Guomintang préférerait voir ruinée la nation tout entière que de permettre à une personne ou un groupe d'élever une objection. Cependant, au contraire, que je réclame ouvertement et avec insistance que le peuple puisse de sa propre force augmenter ses organisations et son armement, que la guerre révolutionnaire d'émancipation nationale contre l'impérialisme soit menée pour résoudre la question du Nord et réaliser l'indépendance nationale. **Alors, qui est en train de trahir l'Etat ?**

A la place du parlement, le gouvernement du Kuomintang place son propre comité exécutif, à la place de la démocratie, il met sa tutelle ; à la place d'un code criminel, il décide des décrets spéciaux comme le décret d'urgence contre ceux qui mettent la république en danger, et les règlements sur la presse, etc. On fait arrêter, juger et exécuter les civils par des cours martiales. On emploie les baïonnettes pour arracher au peuple les droits de liberté. Dressé au-dessus du peuple, le Guomintang se rengorge comme s'il était Chū Koliang et I Ing et méprise le peuple comme Ah Tou et Fai Chia. De même que le Japon utilise avec notre peuple la politique des forces militaires, de même le Guomintang adopte la même attitude à notre égard à nous, peuple. Le fait que, récemment, un journaliste a été fusillé au grand jour sur l'accusation d'avoir « trahi l'Etat du parti » est connu. **Alors qu'au contraire je lutte obstinément pour le droit et la liberté du peuple qui sont l'essence de la République, pour la convocation de l'assemblée nationale**

constituante avec les pleins pouvoirs élue par le suffrage universel, pour l'élargissement de la démocratie à son niveau historique supérieur. Pas la moindre tentative aujourd'hui ou à l'avenir d'usurper la république pour en faire « l'Etat du parti ». **Qui donc met la république en danger ?** C'est pourquoi je dis que ce dont le gouvernement m'accuse, c'est exactement le contraire de ce que je pense et fais.

Si on pense que quiconque est communiste est coupable, alors c'est une idée tout à fait ridicule dont l'équivalent ne se trouve pas dans les pays dits « démocratiques » en Europe et en Amérique, comme l'Angleterre, les Etats-Unis, la France, la Suisse etc., où aucun communiste n'est traité différemment des autres ou privé des droits de liberté, de réunion, d'assemblée, de presse et de vote. Si on pense que ceux qui se prononcent contre le gouvernement ou contre quelqu'un dans le gouvernement, sont coupables, alors c'est une absurdité telle qu'elle ne pouvait exister qu'il y a deux mille ans, dans l'antiquité la plus éloignée quand Chou Li Wang avait son censeur spécial contre les calomnies, Ching Shih Hung qui faisait condamner à mort pour des racontars et des ragots, ou, pire encore, quand Han Wu Ti fixait la peine contre les calomnies qu'on nourrissait dans son for intérieur. Il n'existait pas à cette époque ce qu'on appelle la liberté de parole. Il semble pourtant que des phénomènes aussi barbares ne devraient pas exister dans une république du XXe siècle. **Si l'on pense que propager le communisme, c'est « propager une doctrine incompatible avec les trois principes » et ainsi « mettre la république en danger » (comme il est dit dans l'article 6 du décret d'urgence sur cette question), alors c'est exactement comme la persécution des hérétiques et des savants par les tribunaux européens du Moyen Âge.** Il n'existait pas alors la liberté de culte, universellement reconnue aujourd'hui. Dans la république d'aujourd'hui, elle est interdite. Si elle est interdite aujourd'hui sous la république, c'est une confirmation de l'affirmation des impérialistes japonais qui disent que la Chine n'est pas un Etat moderne (Matsuoka à la S.D.N.).

En conclusion, rien dans mes discours ou mes actions au cours de ma vie n'a été dissimulé et il n'y a rien non plus qui ne puisse être ouvertement proclamé devant tous mes compatriotes. Je ne suis coupable d'aucun crime. Ce dont je suis coupable, c'est du « crime » qui consiste à soutenir obstinément les intérêts nationaux et l'intérêt de la majorité des masses travailleuses, et qui offense le Kuomintang. De même que les « pharisiens » dans l'antiquité, sans la moindre haine contre Rome, haïssaient les « Zélotes » qui luttaient pour la liberté des Juifs, de même, ce que le Guomintang hait féroceement, ce n'est ni l'impérialisme, ni les seigneurs de la guerre et les mandarins, mais les communistes qui se dévouent inlassablement à la cause de la révolution nationale démocratique. L'impérialisme japonais se prépare à occuper Shanhaikwan et se dirige vers le Jehol, alors qu'au contraire toutes les troupes du Guomintang sont concentrées et se concentrent vers le Jiangwi. A l'égard des communistes, le Guomintang est loin de se contenter de tuer et d'emprisonner : bien plus, à l'exemple de Yuan Chi Kai, il cherche par tous les moyens de l'intimidation et de la tromperie à les contraindre à capituler et à trahir - ce qui ne peut en aucune façon liquider les communistes authentiques - mais ne sert que les objectifs du Guomintang en conduisant ses compatriotes à la faillite morale totale. Détenant tous les pouvoirs, le Guomintang persécute librement quiconque comme il veut. Pour la nation et pour les masses laborieuses, je suis prêt à souffrir tous les sacrifices et toutes les tortures, laissant le soin de juger au monde entier et aux générations à venir. Si, en plus de la force, on a recours à la prétendue « loi » pour m'accuser du crime « de trahison de l'Etat » et de « mettre la république en danger », je protesterai à voix haute jusqu'à en perdre le souffle. Si le tribunal n'est pas entièrement à la disposition du sabre, s'il pense encore pouvoir plus ou moins maintenir quelque principe d'indépendance de la justice, il devrait immédiatement rendre un verdict « non coupable » et obliger le gouvernement à verser la compensation du point de vue matériel et de ma santé pour la période de ma détention.

Débat dans l'Internationale

La "question chinoise" occupe une place centrale dans les discussions au sein des sections de l'Internationale Communiste; elle fut l'un des critères de délimitation des militants qui se regroupaient autour de Léon Trotsky et de l'Opposition de gauche au sein du parti bolchevik.

Aussi est-il intéressant de voir - ici dans le cas de la France - comment les éléments de cette discussion ont été portés à la connaissance des militants.

Clarté était une revue créée pour présenter les positions du parti communiste français aux intellectuels. En 1926, Pierre Naville en prend la direction. Il est alors engagé dans la voie qui le conduira à l'Opposition de gauche internationale. Entre 1926 et 1928, *Clarté* va accorder une grande importance à la révolution chinoise. Elle publiera notamment, sur cinq numéros, de mai 1927 à octobre de la même année, une étude de Victor Serge intitulée "La lutte des classes dans la révolution chinoise" dont nous reproduisons un extrait.

La revue *Contre le courant* rassemblait des opposants - aux positions bien diverses - à la politique officielle du PCF et de l'IC. Elle reproduisait certaines déclarations de Trotsky et des prises de position de l'Opposition de gauche au sein du parti bolchevik.

Il nous a paru également intéressant de montrer comment la politique de Staline en Chine était présentée par ses défenseurs. Jacques Doriot, qui avait été l'un des émissaires de l'IC en Chine, s'en charge dans la revue *La Jeunesse Communiste*.

13

(6^e ANNEE. — NOUVELLE SERIE)

NUMERO MENSUEL 3 fr. 50

15 Septembre

1927

CLARTE

SOMMAIRE EDITORIAL : La campagne et la lutte contre le communisme en France, par « CLARTE ». — La défense de l'U. R. S. S. par le Proletariat mondial, par Marcel FOURRIER. — La lutte des classes dans la révolution chinoise (IV), par VICTOR-SERGE. — Les bases de l'impérialisme américain : Formation d'une aristocratie ouvrière (suite et fin), par B. D. WOLFE. — Marxisme et Fatalisme : Sur une tentative de revisionnisme de Max Eastman, par André ARIAT. — LES LIVRES : « Charles Chaplin », d'Henry Poulaille. — « La fausse mariée ou le moulin sur l'Oprane », de Maurice Parijanine. — « Prudence Hautechaume », de Marcel Jouhandeau. — « Si la Presse voulait », de Louis Merlet et Gaston Delon. — « La coopération de consommation dans l'U. R. S. S. », de N. Popoff. — « La coopération dans la marche au socialisme », de V. A. Tikhomirov. — LES REVUES, etc...



ABONNEMENTS	France.....	1 an : 35 fr.	6 mois : 20 fr.	3 mois : 12 fr.
	Etranger.....	1 an : 50 fr.	6 mois : 30 fr.	3 mois : 18 fr.

8, Boulevard de Vaugirard — Paris (15^e). — Chèque postal : 330-80.

La lutte des classes dans la Révolution chinoise

ÉPILOGUE D'UNE EXPÉRIENCE D'UNION SACRÉE

« La révolution chinoise, écrivais-je dans un article précédent sera celle des ouvriers et des paysans ou ne vaincra pas », car « il ne peut plus y avoir à notre époque dans les grands pays coloniaux économiquement développés (Chine, Inde, Egypte) de révolution bourgeoise au sens classique de ce mot ; la révolution bourgeoise doit y être dépassée ou demeurer inachevée ». Je ne m'attendais pas à voir les événements donner en si peu de temps à des formules marxistes aussi générales, une confirmation aussi littérale. Le prolétariat chinois est, à cette heure, vaincu, et l'échec de la révolution (même bourgeoise) est un fait.

Dès le coup de force de Tchang Kai-Shek (mi-avril), il apparaît que les succès militaires des sudistes sont finis. En tirant dans le dos des prolétaires de Shanghai, la bourgeoisie chinoise s'est à peu près réduite à l'impuissance. Car la guerre est une suite de la politique ; la guerre nationale anti-impérialiste doit avoir pour point de départ une politique d'affranchissement des classes opprimées. On ne peut pas lui donner pour base, à l'intérieur, la réaction. Généraux et politiciens pourront en vue de « prendre Pékin », tramer les intrigues les plus laborieuses. Shek a poignardé la révolution. Ses armées ne devaient leurs victoires qu'aux ouvriers et aux paysans. En conflit avec les travailleurs, elles ne pourront plus que garder peut-être à grand-peine les positions conquises. Les sudistes ne peuvent pas marcher sur Pékin avec des troupes devenues réactionnaires aux yeux des populations pauvres, vouées à l'impopularité, et qui laisseraient derrière

elles un pays en fermentation, livré à la répression, aux soulèvements, aux actions clandestines.

Le gouvernement de Wou-Han [Hankéou] - deux ministres communistes - pourrait encore il est vrai, sauver la situation, par l'appel aux masses en réprimant la contre-révolution de Shanghai. Possibilité purement théorique. Ce gouvernement est, en réalité, celui d'une petite bourgeoisie radicale, très influencée depuis toujours par la bourgeoisie, très désireuse d'un compromis avec les impérialistes étrangers, très hostile aux masses qu'elle n'a jamais cessé de brimer. Le coup de Shek lui paraît surtout prématuré ; une sorte de division du travail s'institue entre Wou-Han et Nankin. Ici on coupe les têtes des communistes ; là on se prépare à les couper. Prolétaires et paysans sont trop puissants, dans le Hou-Nan et les régions avoisinant Hankéou pour que l'on puisse rompre tout de suite avec eux. Tchang-Kai-Shek leur a vendu la mèche. Ne vont-ils pas se défendre, prendre l'offensive ? Les chefs du Kuomintang tremblent. Mais les prolétaires n'ont pas de vrais chefs révolutionnaires, pas de cadres capables de les conduire à la guerre civile. Leur parti s'est fourvoyé. Jusqu'au tout dernier moment les dirigeants du parti communiste et des syndicats tergiversent. Les uns et les autres craignent par-dessus tout « les erreurs d'extrême-gauche » et de rompre avec la petite-bourgeoisie, dont ils ne comprennent pas le rôle équivoque. Ils ont le fétichisme du Kuomintang qui n'est plus qu'un guet-apens.

Les radicaux de la « gauche » du Kuomintang, Ouan-tin-Ouei, Sun-Fo,

d'autres, cèdent à la mi-août à une multiple pression. Il y a les canons des flottes impérialistes ancrées dans le Yang-Tsé-Kiang; la révolution paysanne qui monte dans les contrées voisines; l'effervescence de la classe ouvrière et la nouvelle orientation exigée du parti communiste par la III^e Internationale; il y a enfin l'exemple impérieux de Nankin.

Les « démocrates révolutionnaires » de Wou-Han font peu à peu en usant d'une technique que nous ferions bien de retenir, leur coup d'Etat. Ils déclenchent d'abord une campagne de presse contre le marxisme, non sans priver, naturellement, les communistes leurs camarades de parti dans le Kuomintang, de tout droit de réponse... Grande « discussion » dans le K. M. T., (« discussion », cela veut dire que les dirigeants officiels parlent seuls...). Le caractère pernicieux du communisme est démontré à l'aide d'innombrables citations de Sun-Yat-Sen, de ... Dostoïevsky, de Bakounine et même de Lénine (contre le « gauchisme »!!!)

Écoutons un témoin⁶ : « Ouan-tin-Ouei, et ses compères « tout en maudissant les mauvais bergers prolétariens », proclament leur inébranlable fidélité aux masses ouvrières et paysannes... Les clameurs des radicaux couvrent le coup de force réactionnaire. Tandis que des meetings et des manifestations réclament à grands cris une campagne immédiate contre le traître Tchang-Kai-Shek, les généraux font leur besogne en silence. Les troupes, du général Ho-Tchei, fameuses pour avoir réprimé le mouvement paysan à Tchou-Cha, occupent sans bruit les locaux des organisations ouvrières. Les ouvriers se gardant bien de répondre aux provocations, quittent non moins silencieusement la scène. Les locaux des syndicats se vident, les militants actifs passent à l'illégalité. Les leaders du Kuomintang hésitent jusqu'à la dernière minute; ils redoutent la rupture (avec les

communistes) mais ne sont plus que des pantins entre les mains des chefs militaires. La solution définitive (l'exclusion des communistes) formellement remise jusqu'à la conférence du Kuomintang, est déjà appliquée. Il a fait ces jours-ci une chaleur accablante; l'atmosphère politique est plus accablante encore... »

On n'a pas de peine à le croire. La tactique d'union sacrée avec la bourgeoisie nationaliste aboutissait à cet étranglement. Et la réaction se démasque: les têtes des communistes d'autant plus faciles à traquer qu'ils étaient recensés, catalogués, numérotés, dans le parti politique de leurs ennemis vont tomber par centaines. Mais ce qu'on a peine à se figurer c'est le degré que doit atteindre, dans l'esprit des masses, la confusion. Les pires réacteurs usent de la phraséologie la plus révolutionnaire: Sun-Yat-Sen et Lénine hier nécessaires l'un à l'autre se révèlent aujourd'hui incompatibles; hier ministres, les communistes sont aujourd'hui hors la loi; ils proclament leur fidélité au Kuomintang et le Kuomintang les assassine... Affreuse bataille dans les ténèbres.

Le Parti communiste annonce enfin vers le quinze juillet, la démission de ses membres du gouvernement national et dénonce l'attitude contre-révolutionnaire des dirigeants du K. M. T. Quelques jours après les bourreaux font la lumière. Ho-Tchien fait exécuter une centaine de communistes et mitrailler une manifestation.

Épilogue de bien des fautes. Le manifeste du Comité Central du Kuomintang annonçant l'exclusion des communistes renferme ces lignes: « Après les événements du Hou-Nan, les communistes reconnurent eux-mêmes que l'action des paysans avait été erronée et prématurée; ils consentirent même à ce qu'on la limitât. » Le fait est que dans un document daté du 23 mai, le P.C. avait blâmé les « actions irréfléchies des paysans ». Mais une simple énumération de dates et de faits, révélant ce que fut toujours le gouvernement de Wou-Han

⁶ D. Zaslavski, correspondant des « Izvestia » à Hankéou. Dépêche du 22 août.

(Hankéou) montrera combien la politique de soutien pratiquée à son égard par nos camarades chinois était profondément erronée :

– 13 mai. Le gouvernement de Wou-Han publie un édit sur la protection des temples bouddhiques (ces temples servant fréquemment de lieux de réunion aux organisations ouvrières, l'édit vise en réalité celles-ci).

– 14 mai. Le gouvernement interdit toutes les confiscations et les réquisitions « arbitraires » des biens ; la justice ne doit être rendue que par les autorités régulières (cette mesure vise évidemment les paysans insurgés qui ne peuvent, certes, tenir compte des formes légales.)

– 17. Le gouvernement ordonne l'élargissement de deux industriels contre-révolutionnaires de Hanyan, arrêtés par le Comité local du Kuomintang et prescrit la restitution de leurs biens confisqués.

– 19. Le C.C. du K. M. T. prescrit aux ouvriers et aux patrons de collaborer dans l'intérêt de la nation et déclare que l'activité des syndicats doit être limitée.

– 20. Le ministre communiste de l'Agriculture, Tang-Pin-San, entre en fonctions. Même jour : Message du C.C. du K. M. T. aux membres du parti condamnant une fois de plus les attentats à la propriété,

– 21. Coup de force réactionnaire de Tchen-Cha. (Une coterie militaire disposant de 1.500 baïonnettes à peine prend le pouvoir dans la capitale du Hou-Nan, vaste province où triomphe la révolution paysanne. Les fortes organisations des masses laborieuses bureaucratisées et tenues en laisse par le Kuomintang n'offrent presque pas de résistance, Le Parti communiste « soviétique » le K. M. T. d'intervenir avec énergie. Le K. M. T. s'essaie à « aplanir le conflit » en « réorganisant » les organisations populaires de Tchan-Cha.)

– 23. Le général Tan-Yen-Shi se déclare partisan de la collaboration avec les communistes.

– 24. Le gouvernement déclare inviolables les propriétés des officiers des armées nationales (c'est transformer ces

armées en refuges légaux de propriétaires fonciers).

– 26. Le ministre communiste de l'Agriculture dénonce dans un manifeste les « maladies infantiles de gauche » (sic) du mouvement paysan qu'il invite à la modération.

– 30. Le ministre communiste du travail entre en fonctions⁷.

– 1^{er} juin. Le C.C. du Kuomintang restreint l'activité des services politiques de l'armée (mesure visant la propagande communiste).

Les gouvernants de Hankéou avaient, on le voit, en dépit de leurs perpétuelles hésitations une ligne de conduite qui consistait à freiner la révolution agraire et le mouvement ouvrier. Etait-il possible de les contraindre à adopter une attitude révolutionnaire ? **Peut-être ; mais par la force. Et il aurait fallu tout d'abord n'en être point dupe.**

ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION NATIONALE

La comédie est finie, le drame suit son cours. Répression sauvage dans les campagnes. Arrestations, exécutions,

⁷ Le même jour, 30 mai, la VIII^{ème} session du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste siégeant à Moscou adoptait une résolution sur la question chinoise, dans laquelle il était notamment dit : « VI. Le C.E. de l'I.C. juge erroné le point de vue de ceux qui sous-estiment le gouvernement de Hankéou et nient sa réalité, son grand rôle révolutionnaire. Le gouvernement de Hankéou et les chefs du Kuomintang de gauche représentent, par leur composition de classe, non seulement des paysans, des ouvriers et des artisans, mais aussi une partie de la bourgeoisie moyenne ; c'est pourquoi ce gouvernement qui est celui de la gauche du Kuomintang n'est pas encore la dictature du prolétariat et des paysans, mais il est sur la route de cette dictature ... » « (II) mène effectivement une lutte révolutionnaire contre les impérialistes, les féodaux et aussi, maintenant, contre une importante partie de la bourgeoisie de son propre pays. » (*Cahiers du Bolchevisme*, numéro 75 du 25 juin 1927, p. 749.)

assassinats dans les villes. Les communistes hors la loi, les syndicats dissous, des formations fascistes maîtresses de la rue. Le gouvernement d'un grand parti national qui affectait encore à la mi-juillet de représenter la révolution anti-impérialiste ne représente plus que la contre-révolution bourgeoise alliée naturelle des impérialistes... Les prolétaires et les paysans sont vaincus ; la révolution nationale (bourgeoise) aussi.

Il n'est plus question de réaliser l'unité de la Chine. Les armées des mercenaires ne peuvent rien, en effet, sans le concours des ruraux et les Piques-Rouges ne manqueraient pas de traiter les auteurs de massacres du Hou-Nan comme ils ont traité l'an dernier, dans le Ho-Nan la « IIe armée populaire » et Ou-Pei-Fou. Le travail forcé ne rendra pas dans les arsenaux ; le travail forcé sur les voies ferrées n'améliorera pas les communications. La disette sévit à Hankéou ; les campagnes incendiées ravitaillent mal. La petite-bourgeoisie des villes paraît triompher dans cette débâcle avec la démission de Tchang-Kai-Shek, dont la politique trop rectiligne, trop nette, trop tôt démasquée n'est pas défendable aux yeux des intellectuels radicaux et à plus forte raison des masses hésitantes⁸. Mais entrée dans les voies de la contre-révolution, ne pouvant plus compter sur les forces populaires, elle ne pourra trouver d'autre solution à ses difficultés que celle - classique - du bonapartisme⁹ (pour s'inféoder du reste après quelques pénibles délais à la grande bourgeoisie). Nous voici, pour l'heure, revenus, sous une forme légèrement modifiée à la guerre des

⁸ « Tchang-Kai-Shek, écrivai-je dans le numéro 9 de *Clarté*, durera quelques semaines ou quelques mois ; le courant l'emportera. » L'homme du coup d'Etat de Shanghai ne reviendra évidemment sur la scène que si la réaction réussit à s'affermir.

⁹ « Le bonapartisme est une forme de gouvernement qui naît des intentions contre-révolutionnaires de la bourgeoisie parmi les transformations et la révolution démocratiques », écrivait Lénine le 19 août 1917.

Toukiouns, c'est-à-dire des généraux gouvernant en autocrates les provinces courbées sous leurs sabres : Feng-Yung-Siang au nord du Yang-tsé, Li-Tchou-Jen successeurs de Shek à Shanghai, Tan-Yen-Shi, dans la région de Wou-Han, Ho-Tché à Hankéou, Li-Ti-Sin à Canton. J'en passe. La « haute politique » se ramène aux intrigues, ententes, mésententes de cette haute galonaille. Retour à l'anarchie militaire.

Le dollar, la livre sterling et le yen nippon recouvrent du coup de beaux champs d'action. Si même les politiciens réconciliés de Wou-Han et Nankin réussissaient à conférer un semblant d'unité à ce ramassis de généraux, comment s'imposeraient-ils désormais au respect des impérialistes étrangers ? L'Angleterre abandonnait l'an dernier sa concession de Hankéou aux masses populaires. Elle vient de traiter les autorités nationales de Shanghai avec le plus brutal mépris (incident du 17-18 août ; un avion anglais tombé en territoire chinois ayant été retenu pendant quelques heures, le général Duncan occupe un nœud de voie ferrée, adresse un ultimatum aux Chinois et obtient satisfaction complète ...)

Bilan : Une armée insurgée s'achemine vers le Kouan-Toung. Des bombes éclatent à Canton. Les excès de la terreur blanche ont été tels à Shanghai qu'ils ont discrédité Shek aux yeux même de ses amis politiques. A la veille de démissionner (le 13 août). Tchang-Kai-Shek déplorait dans son organe officiel le « *Ho-Min* », le grand nombre des exécutions sommaires commises par ses généraux qui, disait-il textuellement, « ne semblent pas se rendre compte du sérieux des condamnations capitales » (!!)

« Tous les verdicts de mort, ordonnait-il, doivent être dorénavant soumis à l'état-major avant (!!) d'être exécutés. » Sur la situation à Hankéou le correspondant de la « *Pravda* » demeuré sur place, A. Ivine, donne les détails suivants : Toutes les organisations ouvrières sont dissoutes. On détruit dans les librairies et les

bibliothèques les livres entachés de communisme. « La peur des troubles que la répression et l'intolérable crise économique et financière pourraient provoquer, oblige le gouvernement à recourir aux rigueurs de l'état de siège. La baisse catastrophique du papier monnaie, la disette, le désarmement par la force de certaines troupes cantonnées à proximité de la ville et, pour comble, l'épidémie de choléra, ont pour conséquence la fuite panique des habitants... Les stocks de riz se sont épuisés avant-hier. Des attroupements ont été dispersés par la force ... Le compromis avec les généraux de Nankin doit avoir pour effet la levée du blocus de Hankéou. » (17 août. « Pravda » du 18.)

Autres aspects de la situation. Le «North China Courier» écrit (13 ou 14 août) : « A Outchang, les communistes sont arrêtés et exécutés en masse. Nombreux sont les étudiants et même les commerçants arrêtés. On les décapite, on fusille, séance tenante. » Des commissions d'épuration du Kuomintang opèrent partout ; de nouveaux syndicats placés sous le contrôle de la police et de la « section ouvrière » du K. M. T. sont formés ...

« Les groupements ouvriers et paysans du Hou-Nan sont complètement détruits. Ceux des chefs qui n'ont pu prendre la fuite ont été tués, enterrés vifs, brûlés dans l'huile bouillante ou mutilés. » (Joui-Fou-San, « China Weekly Review », août.)

Constatons une fois de plus qu'une révolution manquée coûte plus cher aux travailleurs qu'une révolution victorieuse...

Cette Chine divisée et ensanglantée retombe à la merci de l'étranger. A-t-elle des perspectives d'affermissement ?

La question agraire n'est pas susceptible d'une solution par le coupe-tête. L'extrême morcellement de la propriété et l'extrême misère de la masse des ruraux rendent difficile une réforme agraire qui tenterait, comme celle de Stolypine dans la Russie de 1906-7 de constituer une classe de paysans riches, intéressée au maintien de l'ordre. Il faudrait, pour ressayer, un Etat

fort et centralisé que le Kuomintang, pris entre la haine des masses laborieuses et l'hostilité des impérialistes ne réussira pas à constituer de sitôt. J'ai montré précédemment (« Clarté » N° 9) pourquoi il n'y a pas de place en Chine, pour une solution réformiste de la question ouvrière.

LE SOULÈVEMENT DE NANCHANG

Le soulèvement de Nanchang marquera-t-il un nouveau point de départ du mouvement révolutionnaire ? Ce n'est pas impossible. Il révèle en tout cas combien étaient fortes les positions des communistes, combien eussent été grandes les possibilités d'une action fondée sur la lutte de classe (on se souvient Tchong-Kai-Shek dut, avant le coup de Shanghai, procéder à un regroupement de troupes : il en avait de douteuses. On sait qu'il dut, son coup fait, désarmer des divisions entières). A Nanchang, dans le Kiangsi, à 300 km environ au sud de Wou-Han, deux armées, fortes au total de près de 20.000 hommes, la 23^e commandée par Ho-Loun et la 24^e commandée par Yé-Tin apprenant, à la fin de juillet, le triomphe de la contre-révolution à Wou-Han se soulevaient. Les communistes y accouraient de toutes parts. Des rivalités de généraux semblent avoir empêché le Kuomintang de prendre contre ces rebelles une prompte offensive. Aux dernières nouvelles, les troupes révolutionnaires, à la tête desquelles se trouverait un Comité dont feraient partie plusieurs communistes connus (mentionnons les ministres démissionnaires Tang-Pin-San et Shou-Tché-Ghin) se rapprocheraient, après une habile retraite, des frontières du Kouang-Toung. Leur dessein semble être de menacer Canton. Réussiront-elles à s'en emparer pour en refaire la capitale rouge ? Dans le Hou-Nan, le Tsian-Si, le Hou-pé, le Kouang-Toung, le mouvement paysan n'est ni vaincu, ni susceptible de l'être de façon définitive. Les cheminots de la voie Kiou-Kiang (sur le Yang-tsé) - Nanchang ont facilité le mouvement des insurgés. Les journaux russes annoncent l'entrée de ces derniers à Ting-Tchéou dans le Fo-Kien.

Ils auraient ainsi franchi environ la moitié du chemin entre Wou-Han et Canton.

Nous n'avons guère d'informations sur cette armée révolutionnaire qui par une manœuvre heureuse secondée des paysans vient d'échapper à une tentative d'encerclement. Son sort dépend, me semble-t-il en tous cas, de sa politique plus encore que de sa stratégie. Si elle s'annonce dans les campagnes effervescentes de la Chine du Sud, comme l'armée de la révolution ouvrière et paysanne, si, en d'autres termes, elle écrit sur ses drapeaux : « expropriation des propriétaires fonciers, des usuriers, des notables », si elle appelle les masses à l'action et les pauvres à la dictature, si elle aide à la constitution de soviets paysans, si elle place ses généraux sous le contrôle de Comités de soldats, si, faisant une guerre sociale, elle renonce aux combinaisons de personnes et à la phraséologie traditionnelle du Kuomintang, il est a priori possible, fort possible, qu'elle puisse donner au mouvement révolutionnaire un nouveau point de départ. Si, par contre, elle hésite à s'engager dans cette voie, les prodiges de valeur de quelques milliers de révolutionnaires résolus à vendre chèrement leur peau, n'empêcheront pas le soulèvement de Nanchang de n'être qu'un épisode sans lendemain.

LES CAUSES : KUOMINTANG ET PARTI COMMUNISTE

Essayons pour dégager les enseignements de cette défaite de remonter à ses causes.

Le Kuomintang a conduit la révolution à cette impasse. Le Dr. Sun-Yat-Sen fonda vers 1900 le Kuomintang, parti radical révolutionnaire qui se recruta surtout parmi les intellectuels attachés à la bourgeoisie commerçante du littoral du Pacifique. Le parti exerça un rôle dirigeant dans la révolution de 1911 qui renversa la dynastie mandchoue, établit la république, porta un moment Sun-Yat-Sen à la première magistrature de l'Etat, mais n'ayant pas appelé à l'activité de grandes

masses populaires fut bientôt étranglée par un dictateur militaire. Celui-ci, Yuan-Ché-Kai se fit élire président de la République (1912), puis proclamer empereur (1915) et finit par se suicider en 1916 devant une nouvelle révolution montante. La Chine se démembra en grands fiefs militaires. L'ère des Toukiouns, c'est-à-dire des généraux gouverneurs, s'ouvrit par une série de guerres intestines. Sun-Yat-Sen et d'anciens exilés du Kuomintang fondaient cependant à Canton un gouvernement républicain (1916). Le Kuomintang se réorganisa en 1922, pour se rapprocher des masses laborieuses. Sun, révolutionnaire bourgeois, féru d'idées américaines (démocratie, industrie, commerce et collaboration des classes), qui avait réprimé sans ménagements dans sa république le mouvement ouvrier, éprouve d'autant plus la nécessité d'une nouvelle orientation sociale que son impopularité parmi les travailleurs lui avait fait perdre un moment le pouvoir. Ses rencontres avec l'ambassadeur des Soviets Ioffé achèvent de le convertir à un « cours nouveau ». Le Kuomintang va désormais soutenir les paysans contre les féodaux et les propriétaires fonciers, tolérer le mouvement ouvrier, tenter même de l'encadrer, se rapprocher des communistes, s'orienter non plus vers les Etats-Unis, mais vers la République des Soviets. C'est le point de départ d'une ère nouvelle dans l'histoire de ce parti. Au fond, l'idéologie de Sun ne varie pourtant pas. Elle tient toujours dans ses trois principes du libéralisme bourgeois nationaliste - indépendance nationale, démocratie (à l'américaine), socialisme (comme l'entendent de généreux radicaux-socialistes ...) - et conteste qu'il y ait place en Chine pour la lutte de classes. Idéologie convenant aussi bien à la grande bourgeoisie simplement libérale qu'à la petite bourgeoisie avancée. Chacun la nuance à son gré.

Le Parti Communiste Chinois est fondé vers 1920 par des intellectuels venus pour la plupart du radicalisme ou de l'anarchisme comme Tchen-Dou-Siou, en passant par le Kuomintang. Il acquiert

quelques dizaines de militants dans les milieux ouvriers de Shanghai, à Pékin, à Canton. Il tient son premier congrès à Shanghai en 1921. Il adhère - non sans luttes intestines - l'année suivante au Kuomintang afin de se rapprocher des masses petites-bourgeoises anti-impérialistes et de tenter la conquête du K. M. T. à l'intérieur. Le programme du P.C. chinois adopté à son III^e congrès (1923) est d'ailleurs d'une extrême modération¹⁰ : anti-impérialisme, démocratie, législation ouvrière, réforme agraire. Ce parti n'est encore, semble-t-il dans l'ensemble qu'une gauche du K. M. T. Il compte Un million de membres en 1925, à son IV^e congrès. Sa situation est alors extrêmement difficile. Il soutient le mouvement ouvrier mais il ne peut soutenir à fond; il influence le gouvernement mais lui est suspect : il appartient au parti gouvernant mais il frise souvent l'illégalité. Mauvaises conditions de développement ! L'année 1925 est celle de l'essor du mouvement prolétarien signalé, notamment à Shanghai par des grèves magnifiques. Ne serait-ce pas pour le P.C. le moment de recouvrer son indépendance complète et, se dégageant de tout radicalisme officiel, de se mettre à la tête de la lutte de classes ? Mais il craint la rupture avec la petite-bourgeoisie «révolutionnaire» sans s'apercevoir qu'il sacrifie au K. M. T. son influence sur les travailleurs. Car il faut choisir entre l'alliance politique avec la moyenne et la petite-bourgeoisie et l'action prolétarienne. Je pense que l'erreur capitale du P.C. chinois date de 1925.

Ses concessions au Kuomintang amoindrissent sa popularité sans le rendre moins suspect aux yeux de la bourgeoisie terrifiée par les grèves et l'exemple russe. Tandis que les Syndicats atteignent de 1921 à 1925 un million et demi de membres, le P.C. n'en a vers novembre 1925 que 13 à 15.000¹¹. En mars 1926 le

premier coup de force, de Tchang-Kai-Shek, ignoré de notre presse, exclut les communistes du gouvernement de Canton. Shek assume en réalité la dictature. Le 15 mai suivant le Kuomintang achève de museler et paralyser les communistes, par une résolution dont voici l'essentiel : « la critique de la doctrine de Sun-Yat-Sen est incompatible avec la qualité de membre du parti »; les partis affiliés au Kuomintang remettent à ce dernier une liste détaillée de leurs membres (quel traquenard) ; un tiers seulement des membres de l'Exécutif du K. M. T. peuvent appartenir à ces partis (majorité « écrasante » et minorité « écrasée » s'il en fût). Les membres de l'Exécutif du K. M. T. appartenant à d'autres partis ne peuvent présider les Bureaux du K. M. T. ; les membres du K. M. T. ne peuvent, sans autorisation préalable créer d'organisations politiques (défense aux communistes de former des cercles ouvriers !)

Par une manoeuvre d'une habileté consommée, les dirigeants du K. M. T. faisaient en même temps recevoir leur parti par l'Internationale Communiste en qualité de parti sympathisant (Le K. M. T. n'en ayant pas été exclu appartient encore à l'I.C. à l'heure où j'écris). Soulignons cette curieuse façon d'utiliser contre le prolétariat les armes forgées par le prolétariat. Déjà le K. M. T. avait dans son organisation intérieure copié l'organisation du P.C. russe, parti de dictature ouvrière. C'était évidemment vouloir constituer sur le même modèle un parti de dictature bourgeois (car il ne peut y avoir de parti et à plus forte raison de dictature de plusieurs classes à la fois). Tchang-Kai-Shek disait : « Imitons l'exemple de la révolution russe qui n'a vaincu que sous la direction d'un seul parti.... La révolution chinoise fait partie de la révolution mondiale qui ne connaît qu'une direction : la III^e

¹⁰ Cadre-t-il seulement avec les 21 conditions d'adhésion à l'I.C. arrêtées par le 2^e Congrès de l'I.C. ?

¹¹ Les effectifs du P.C.Ch. atteignaient en mai dernier, lors de son 5^e Congrès tenu à

Hankéou, 58.000 membres. Mais il est permis de se demander si une croissance aussi brusque, à une époque où, de l'aveu de Boukharine, la politique du parti était fortement entachée d'opportunisme, pouvait être considérée comme saine.

Internationale. La révolution chinoise doit, elle aussi, avoir une direction unique, le K.M.T.» Cette théorie de l'unité de direction appuyée sur l'affiliation à l'I.C. était tout entière, de même que celle du K. M. T. «monolithe», dirigée contre le P.C. implicitement accusé de vouloir diviser la révolution et lui infliger le système pernicieux des deux partis. Tchang-Kaï-Shek achevait ce mémorable discours prononcé le 25 mai 1926 au Comité Central du K. M. T. en affirmant la nécessité de mettre un frein à la lutte des classes et de ne pas aliéner, dans les questions spécifiquement chinoises, l'indépendance du K. M. T. vis-à-vis de l'I.C. C'était un chef d'œuvre de fourberie politique.

Le P.C. réagit sainement. Il décidait un mois plus tard de passer de l'affiliation au K. M. T. au cartel avec le K.M.T. et d'avoir désormais sa politique de classe indépendante. L'I.C. désapprouva cette attitude où l'on vit une menace de rupture avec la petite-bourgeoisie révolutionnaire formant la gauche du K. M. T. (Il n'y a pas de gauche dans le K. M. T. disaient certains communistes chinois auxquels les événements ont malheureusement donné raison).¹²

¹² Résumons les diverses positions prises à cet égard par les communistes. La résolution du VIII^e Exécutif de l'I.C. (Moscou, juin 1927), prescrit au P.C. de rester dans le K. M. T. pour le conquérir par la base, tout en poursuivant une action énergiquement révolutionnaire. L'opposition du P.C. de l'U. R. S. S. avait formulé quelque temps auparavant les conditions minimum de liberté d'action auxquelles l'affiliation au K. M. T. lui paraissait admissible pour le P.C.Ch. Elle réclama peu après la sortie du P.C.Ch. du K. M. T. Boukharine, par contre, écrivait le 10 juillet dans *la Pravda* : « Même si le Comité Central du Kuomintang prononce l'exclusion des communistes (ce qui est presque certain), les communistes devront défendre leurs positions au sein du K. M. T. comme ils le font dans le Labour Party et les Trades-Unions anglaises. » Comment ne pas observer ici que le Labour Party est un parti *ouvrier*, tandis que le K. M. T. est un parti *bourgeois* ; et que l'on

Le P.C. dut renoncer, pour la même raison, à avoir son organe quotidien et se contenter d'un hebdomadaire (un parti communiste sans presse quotidienne eu temps de révolution !). Son influence décroissait à l'armée. Les communistes avaient contribué à y former des services politiques d'éducation, de propagande et de contrôle, conçus sur le modèle de ceux qui font la force morale de l'Armée Rouge.

On retourna contre eux cet admirable instrument forgé par le prolétariat en armes. « Nous dûmes, écrit un militant chinois, faire des concessions » (dans l'armée), et il cite les titres des feuilles volantes et tracts répandus au cours d'une campagne contre Ou-Pei-Fou à seize millions d'exemplaires.

Voici quelques-uns de ces titres : **A bas Ou-Pei-Fou ! A bas l'impérialisme ! Convoquons la Constituante ! A bas les traités d'inégalité !**¹³ Pas un titre d'allure communiste ! Pas un mot sur les droits des travailleurs. Nos camarades avaient constitué le puissant appareil des services politiques de l'armée ; la bourgeoisie y versait son contenu et retournait la machine contre nous. - « On ne faisait aucune propagande socialiste à l'armée, parmi les masses de soldats, parce que cette propagande se fut heurtée à la résistance du commandement et parce que l'on considérait la propagande et l'action anti-impérialiste comme les seules nécessaires à ce moment ... L'immense majorité des officiers appartenaient aux classes possédantes, principalement à la bourgeoisie agraire »¹⁴.

À LA LUMIÈRE DES FAITS

C'est sous ces inquiétants auspices que débuta la campagne du nord des armées sudistes. Tchang-Kaï-Shek l'entreprit pour

ne coupe pas les têtes dans le parti de Ramsay Macdonald, ce qui est tout de même une chose ... capitale.

¹³ *L'Orient Révolutionnaire*, N° 2, Moscou 1927. L'article est signé Li-Dzi-Kou.

¹⁴ A. Ivine, *Pravda*, 10 juillet 1927.

refaire son prestige. Des communistes eussent préféré régler d'abord, par la lutte, les questions vitales de la politique intérieure du gouvernement de Canton. Les armées sudistes, secondées par les travailleurs des villes et des campagnes, allèrent de victoire en victoire, atteignant d'abord Hankéou, puis Shanghai. Mais tandis que les communistes se montraient soucieux, par dessus tout, de ne point porter atteinte à l'union sacrée contre les impérialistes, la bourgeoisie chinoise leur refusait la légalité dans les provinces, réprimait les troubles agraires, interdisait les grèves, instituait l'arbitrage obligatoire entre le capital et le travail, tentait de désarmer les « piquets » ouvriers, continuait la formation de syndicats jaunes.

A Shanghai, sous la dictature sanglante du nordiste Sun-Tchuan-Fang, inféodé lui-même à Tchang-Tso-Lin, les syndicats s'organisaient, conquerraient la légalité dans une cité parcourue le soir par des équipes de bourreaux qui décapitaient les agitateurs aux coins des rues, s'armaient clandestinement sous les canons des flottes impérialistes ... Les grèves s'étendaient. Du 20 au 26 février, 500.000 travailleurs étaient en grève. Sun-Tchuan-Fang faisait exécuter 31 grévistes. La flotte nordiste sympathisait avec le peuple. L'action ouvrière se poursuivait irrésistiblement, malgré la présence de 36 vaisseaux de guerre et de 13.000 hommes de troupes impérialistes (dont 7.000 Britanniques). Mais quand, vers le 20 mars, quelques jours avant leur insurrection victorieuse, les syndicats de Shanghai rédigent leur cahier de revendications en 22 articles, le Kuomintang leur enjoint d'en supprimer les revendications économiques (lisez, celles de la classe ouvrière), la grève devant être strictement « politique », nationale ! - Le gouvernement provincial de Canton venait de restreindre, par un édit (du 25 février), les droits des ouvriers et des syndicats. Ainsi : les masses ouvrières et paysannes se lèvent, se battent, donnent des victoires et des provinces aux généraux sudistes ; le Kuomintang s'acharnant à restreindre la révolution à ses objectifs nationaux, défend la bourgeoisie et résiste pied à pied aux

masses. Il s'agit pour lui d'utiliser à ses fins les forces populaires. Puis, on verra.

L'armée nationale subissait à la même époque une profonde transformation. Les généraux de grands chemins, soucieux de fuir l'impopularité s'y ralliaient l'un après l'autre, bien accueillis, quel que fût leur passé d'aventuriers. Leurs troupes « ralliées » furent promptement, parmi les sudistes, beaucoup plus nombreuses que les troupes cantonaises. Et les ouvriers demeuraient désarmés. Ils ne possédaient dans la Chine entière, que quelques milliers de fusils. (Ils tinrent pourtant, en mars, l'arsenal de Shanghai ...)

Il fallut tout au moins accorder aux masses populaires quelques semblants de satisfactions. Si les communistes s'étaient mis à leur tête, c'eût été trop grave. Les déclarations radicales se suivirent en série. Tchang-Kai-Shek les prodigua en toute occurrence. Une conférence du K. M. T., réunie à Hankéou, les 13-14-15 mars, rappela le leader exilé de la gauche, Ouantin-Ouéi, et accorda aux communistes deux portefeuilles ministériels sur huit (la droite en obtenant deux aussi, le centre quatre : jolie coalition !) Le K. M. T. interdisait à la même heure à ses membres toute manifestation de désaccord avec la politique officielle du parti. Il serait superflu de rappeler ici les événements ultérieurs. Les deux ministres communistes n'entrèrent officiellement en fonctions que deux mois plus tard, à la fin de mai. J'ignore s'ils participèrent au pouvoir de mars en mai. Mais dans la période difficile qui comprend la préparation du coup d'Etat de Shanghai, et ses suites immédiates, l'autorité du parti communiste couvrit le Kuomintang.

Cette dangereuse situation, si contraire à l'enseignement de Lénine et à l'expérience des révolutions russes, avait besoin d'une justification théorique. Elle nécessite la théorie, maintes fois exposée, du « bloc des quatre forces sociales » - « bourgeoisie industrielle, prolétariat,

paysans et petite-bourgeoisie urbaine»¹⁵ - représenté par le Kuomintang. On ajoutait : « la tendance de gauche du Kuomintang, parti communiste compris, compte 220.000 partisans; le centre et la droite se partagent les 30.000 restants. »¹⁶ L'histoire connaît-elle un seul exemple de gouvernement réalisant « le bloc » des classes ennemies ? L'Etat est, par définition, pour tout marxiste, l'instrument d'une domination de classe (de la domination de certaines classes sur certaines autres. L'Etat bourgeois assure la domination des classes possédantes. Tous les Etats bourgeois prétendent, néanmoins - et l'on comprend à quel point ils y sont intéressés - représenter les intérêts de toutes les classes, être **au-dessus des classes**. A nous de n'être point dupes de ce vieux verbiage.

Quel Etat représentait, en réalité, le K. M. T.? Tous les partis bourgeois, dans tous les pays se flattent d'embrasser toutes les couches de la population; et les partis réactionnaires contiennent souvent bon nombre de travailleurs. Nul n'ignore que la nature d'un parti dépend essentiellement de la composition sociale de ses milieux dirigeants. Ceux du K. M. T. étaient formés de politiques bourgeois et petits-bourgeois; on vient de voir dans quelles conditions y entraient une faible minorité communiste, représentant les ouvriers et les paysans pauvres, bref, l'immense majorité des populations. Le Kuomintang maintenait partout les anciennes administrations, se bornant à imposer à de nombreux fonctionnaires une affiliation obligatoire. Ce parti, au sein duquel les organisations de base n'avaient guère voix au chapitre, était, en réalité, un appareil-bureaucratique gouvernemental, dirigé par

les droitiers. Il eût fallu, pour le conquérir par la base, en briser l'armature.

VICTOR-SERGE.

31 août 1927.

¹⁵ Martynov, *Pravda* du 10 avril.

¹⁶ Pierre Semard, *Humanité* du 12 avril 1927. Notre camarade écrivait aussi commentant les premières informations de la presse bourgeoise sur la répression du communisme par Tchang-Kaï-Shek : « Même s'il y a une part de vérité dans ces informations, cela ne saurait mettre en péril le mouvement révolutionnaire



SHANGHAI. — Manifestation des ouvriers armés



SHANGHAI. — Meeting en plein air.

Contre le Courant

Organe de l'Opposition Communiste
(Mensuel)

ABONNEMENTS :

	France	Extérieur
Un an.....	25 fr.	35 fr.
Six mois.....	14 fr.	20 fr.

Adresser la correspondance
pour la Rédaction et l'Administration à :
« Contre le Courant »

8, Boulevard de Vaugirard, PARIS (15^e)

Chèque postal : Contre le Courant 1169-22-Paris

SOMMAIRE

Lettre aux ouvriers de l'U.R.S.S. (L. TROTSKY). — Le piège de la démagogie (La parade militaire — La fin de la Grève d'Halluin). — Les Alliés de « l'Humanité » (Marcel ROY). — Mars! Anniversaires! (Lucie COLLIARD). — La Chine et la Constituante (L. TROTSKY). — Sur la voie du Sectarisme (FÉLIX). — Conférence de la Région Parisienne (GRÉGOIRE). — On mène le Parti les yeux bandés! (Une entrevue de Boukharine avec Kamenev). — Transformations opérées par le pouvoir sur le prolétariat russe et le Parti (C. RAKOVSKY). — Entre Camarades. — A propos des divers groupements de l'Opposition communiste (L. TROTSKY). — Feu à gauche (LE COMITÉ DE RÉDACTION). — La tactique envers le Parti (L. TROTSKY).

La Chine et la Constituante

Dès avant l'insurrection de Canton (Décembre 1927) le camarade Trotsky avait insisté pour faire comprendre que la situation révolutionnaire était perdue en raison de la fausse stratégie adoptée; cette situation était épuisée; une époque contre-révolutionnaire commençait : la stratégie du communisme devait s'adapter à cette nouvelle époque. L'Assemblée Constituante devenait un des mots d'ordre de la période actuelle. Cette formule s'est heurtée à des objections dans les rangs même de l'Opposition. Un travail du camarade Trotsky intitulé « La question chinoise après le VI^e Congrès » - que nous espérons éditer prochainement - est entièrement consacré à l'examen de cette question. Nous ne publions ici qu'une brève lettre consacrée à ce problème.

AU SUJET DES MOTS D'ORDRE DE DÉMOCRATIE POUR LA CHINE

Certains camarades, tout à fait solidaires de mon point de vue dans l'estimation des forces animant la Révolution chinoise et dans l'appréciation des perspectives de cette Révolution, présentent des objections contre les mots d'ordre démocratiques de l'Assemblée Constituante. Naturellement, cette divergence de vue n'a pas la même importance au point de vue principes que le problème de l'évaluation des tendances principales et des forces de la Révolution. Cependant, à une certaine période, cette question peut acquérir une importance énorme, comme ce fut le cas pour les bolcheviks au sujet de l'attitude à observer envers la troisième Douma. A mon grand étonnement, un des camarades, critiquant le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante, aperçoit tout à fait sérieusement dans celui-ci une manœuvre que j'exécuterais dans le but de « tromper » la bourgeoisie chinoise. C'est pour cela qu'il dresse contre moi un extrait puisé dans ma *Critique du Programme de l'Internationale Communiste* qui commence par les mots suivants : « On ne peut pas tromper les classes... » etc. Il y a là un malentendu patent de la plus grande importance. Tout l'essentiel de ce qui a trait à la signification politique du mot d'ordre de l'Assemblée Constituante pour la Chine a été dit dans mon travail : « La question chinoise après le VI^e Congrès ». Je ne le

répéterai pas ici. Si l'on cherche dans la « *Critique du Programme* » quelle base d'argumentation théorique générale a été donnée à ce mot d'ordre on le trouvera dans le chapitre relatif aux « *Principales particularités de la stratégie de l'époque révolutionnaire* » qui dit :

« Sans posséder une conception large, généralisée, dialectique de l'époque actuelle en tant qu'époque de revirements brusques, il est impossible d'avoir une véritable éducation des jeunes Partis, une direction stratégique juste de la lutte de classes, une combinaison exacte de ses procédés et, avant tout, un changement d'armement brutal, audacieux, résolu quand arrive une modification nette de la situation. »

Un de mes critiques déclare : « C'est le mot d'ordre de l'abolition des Dou-Dzioums et de l'unité de la Chine sous le pouvoir des Soviets qui reste juste ». Quant à celui de l'Assemblée Constituante, il serait « inacceptable ». Je demande pourquoi. Si l'on considère que c'est la Résolution du Plénum de Février (1928) du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste qui est dans le vrai en déclarant qu'« il est juste de continuer à s'orienter vers l'insurrection », alors, évidemment, il faut bien aussi admettre la justesse du mot d'ordre des Soviets. Car il faut être logique. Mais j'estimais, et je continue à le faire, que proclamer en Février 1928 un cours insurrectionnel était la folie la plus criminelle qui se puisse imaginer. Bien avant Février, la contre-révolution en Chine submergeait la classe ouvrière et le Parti. Dans la « *Question chinoise, après le VI^e Congrès* », j'ai établi clairement les jalons chronologiques principaux du changement de la situation en Chine en me basant sur des faits et des documents indiscutables. Ce pays traverse actuellement non pas une révolution mais bien une contre-révolution. Au cours d'une pareille période, le mot d'ordre des Soviets ne peut avoir de sens *que pour des cadres restreints* en les préparant à la troisième révolution chinoise, dans l'avenir. Cette préparation a évidemment une importance énorme. Pour la faire, le mot d'ordre des Soviets doit accompagner celui de la lutte du prolétariat pour la dictature à la tête de toutes les masses pauvres de la population et, avant tout, des paysans pauvres. Mais, à côté de la préparation, par la théorie et la propagande de cadres révolutionnaires pour la révolution future, il reste encore la question *de mobiliser des milieux ouvriers aussi étendus que possible pour participer activement à la vie politique de la période que nous traversons*. Le pays est actuellement administré par une dictature militaire servant les sphères supérieures de la bourgeoisie et les impérialistes étrangers. Cette dictature, s'étant récemment installée à la suite de la lutte révolutionnaire (que nous avons honteusement et criminellement perdue), ne peut pas encore être stable. Elle cherche seulement à le devenir en établissant le « régime transitoire » des Cinq Chambres de Sun-Yat-Sen. L'invention absurde et réactionnaire de celui-ci (que l'on vanta chez nous sans grand sens critique, même à une époque où ses idées ralentissaient surtout le développement révolutionnaire de la Chine), cette fantaisie de philistin devient maintenant un instrument servant de camouflage « national », « constitutionnel » du régime fasciste, c'est-à-dire de la domination militaire du parti centralisé du Kuomintang, représentant sous leur aspect le plus concentré, les intérêts du capital. Par là même, les questions du régime politique et de l'Etat sont en Chine, à l'ordre du jour. Ces problèmes inévitablement intéressent de vastes milieux ouvriers. Dans une situation qui n'est pas révolutionnaire il est impossible de donner d'autres réponses à ces questions que les mots d'ordre et les formules de la démocratie politique.

Quand le mouvement des masses progresse, en présence de circonstances de crise révolutionnaire générale, les Soviets, en grandissant par ce mouvement, en desservent les besoins courants, deviennent une forme naturelle, compréhensible, proche au point de vue « national » de l'unité des masses et aident le Parti à amener celles-ci à l'insurrection. Mais que signifierait maintenant le mot d'ordre des Soviets, dans les conditions actuelles de la Chine ? N'oubliez pas qu'il n'y a là-bas aucune tradition soviétique. Elle aurait pu exister même dans l'éventualité d'une défaite. Mais elle n'existe pas. C'est la direction réactionnaire de Staline-Boukharine qui en est cause. Le mot d'ordre des Soviets qui ne croît pas par un mouvement des masses et qui ne s'appuie même pas sur l'expérience du passé correspond à un appel aride; *faites comme en Russie*, c'est-à-dire que c'est le mot d'ordre de la révolution socialiste sous sa forme la plus pure, la plus

abstraite et la plus absolue. Il faut propager les Soviets pour conquérir le pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres au moyen de l'insurrection. Mais, *aujourd'hui*, il faut opposer au mécanisme fasciste du Kuomintang les mots d'ordre de la démocratie, c'est-à-dire ceux qui, sous la domination de la bourgeoisie, ouvrent le champ le plus vaste à l'esprit d'activité politique du peuple.

L'étape de la démocratie a une grande importance dans l'évolution des masses. Dans des conditions déterminées, la révolution peut permettre au prolétariat de passer outre à cette étape. Mais c'est précisément pour se faciliter dans l'avenir cette opération, qui n'est nullement aisée et dont la réussite n'est nullement garantie d'avance, qu'il faut utiliser à plein la période inter-révolutionnaire pour épuiser les ressources démocratiques de la bourgeoisie, en développant les mots d'ordre démocratiques devant les grandes masses, et en obligeant la bourgeoisie à se mettre à chaque pas en contradiction avec ceux-ci. Les anarchistes n'ont jamais compris cette politique marxiste. Les opportunistes dirigeant le VI^e Congrès, mortellement effrayés par les fruits de leurs travaux, ne la comprennent pas non plus. Mais nous, Dieu merci, nous ne sommes ni des anarchistes, ni des opportunistes voués à la honte, mais des bolcheviks-léninistes, c'est-à-dire des dialecticiens révolutionnaires qui ont compris le sens de l'époque impérialiste et la dynamique de ses revirements brutaux.

Alma-Ata, décembre 1928.

Contre le Courant

Organe de l'Opposition Communiste
(Mensuel)

ABONNEMENTS :

France		Extérieur	
Un an.....	25 fr.	Un an.....	35 fr.
Six mois.....	14 fr.	Six mois.....	20 fr.

Adresser la correspondance
pour la Rédaction et l'Administration à :

« Contre le Courant »

8, Boulevard de Vaugirard, PARIS (15^e)

Chèque postal : Contre le Courant 1169-22-Paris

SOMMAIRE

Ténacité (L. TROTSKY). — *Le Piège de la Démagogie* (Toujours la Journée Rouge. Trotsky en Angleterre? Le Plan Young et les Dettes). — *La Grève des Dockers de Lorient* (VICTOR ENGLER). — *L'Opposition et le Premier Août* (JAC. OBIN). — *Comme la corde soutient le pendu* (ALBERT BACHELET). — *Projet de Plateforme de l'Opposition*. — *Un document que Staline cache : le Procès-verbal de la Conférence de Pétrograd du Parti bolchevik en Novembre 1917*. — *Aux Etats-Unis : L'Attentat de Gastonia. L'Opposition se développe et s'organise* (MAGDELEINE PAZ). — *Encore sur Brandler-Thalheimer* (L. TROTSKY). — *En Chine : La situation politique et les tâches de l'Opposition* (Plateforme de l'Opposition Chinoise). — *Une réunion à Savigny*. — *Pour un hebdomadaire! Pour la Plateforme de l'Opposition!*

EN CHINE :

La situation politique et les tâches de l'Opposition

(Plate-forme de l'Opposition Chinoise)

Le Plénum de Février du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et le VI^e Congrès de l'Internationale ont établi une évaluation radicalement fautive de la situation chinoise. Pour dissimuler d'effroyables défaites, on expliqua que la situation révolutionnaire se maintenait (« entre deux vagues »), et que le cours continuait à se diriger, comme auparavant, vers l'insurrection et les Soviets.

En réalité la seconde Révolution chinoise s'était terminée au cours de 1925-1927 par une série d'écrasements, sans avoir résolu ses problèmes. Maintenant nous avons une période inter-révolutionnaire, sous la domination complète de la contre-révolution bourgeoise, avec la consolidation des positions de l'impérialisme étranger.

On ne peut prédire combien durera la période inter-révolutionnaire, car cela

dépend de beaucoup de facteurs intérieurs et internationaux. Mais la venue de la troisième révolution est inévitable : elle est entièrement et complètement contenue dans les conditions de la défaite de la seconde révolution.

Les tâches de l'Opposition Communiste Chinoise, c'est-à-dire des bocheviks-léninistes, consistent à comprendre clairement les raisons des défaites, à estimer judicieusement la situation actuelle, à grouper les éléments les plus stables, les plus audacieux, ayant le plus d'esprit de suite, de l'avant-garde prolétarienne, à chercher de nouveau les voies conduisant vers les masses sur le terrain des revendications transitoires, à préparer la classe ouvrière dans tous les domaines de la vie sociale à la troisième Révolution chinoise.

La seconde Révolution chinoise fut écrasée en trois fois au cours de 1927 : à Shanghai, Ou-Chan et Canton. Ces trois écrasements furent le résultat immédiat et direct de la politique, fautive dans sa base même, de l'Internationale Communiste et du Comité Central du Parti Communiste Chinois. La ligne opportuniste bien déterminée de l'Internationale Communiste s'exprima dans quatre questions qui déterminèrent le sort de la Révolution chinoise.

A. - La question du Parti. -

Le Parti Communiste Chinois fut introduit dans les cadres du Parti bourgeois du Kuomintang; en même temps, le caractère bourgeois de ce dernier Parti fut dissimulé par une philosophie de charlatan sur « le Parti ouvrier et paysan », et même sur celui des « quatre classes » (Staline, Martynov). Ainsi le prolétariat n'eut pas de parti à lui pendant la période la plus critique. Mais il y eut pire encore : le soi-disant Parti Communiste fut transformé en un instrument auxiliaire de la bourgeoisie pour tromper les ouvriers. Il n'y a pas de crime égalant celui-ci dans toute l'histoire du mouvement révolutionnaire mondial. La responsabilité en incombe entièrement au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et à Staline qui en fut l'inspirateur.

Etant donné qu'aujourd'hui encore, aux Indes, en Corée et dans d'autres pays, on implante des Partis « Ouvriers et Paysans », c'est-à-dire de nouveaux Kuomintang, l'Opposition Communiste Chinoise, se basant sur l'expérience de la seconde Révolution chinoise, estime nécessaire de déclarer que :

Jamais, dans aucune condition, un parti du prolétariat ne peut entrer dans celui d'une autre classe, ni se mêler en tant qu'organisation à celui-ci. Un Parti du prolétariat absolument indépendant est la première condition décisive de l'existence d'une politique communiste.

B. - La question de l'impérialisme. -

Le faux cours de l'Internationale Communiste se voyait présenter comme basé l'affirmation que le joug de l'impérialisme étranger oblige toutes les classes « progressives » à marcher d'accord. En d'autres termes, selon la théorie stalinienne de l'Internationale Communiste, le joug de l'impérialisme

abrogerait, soi-disant, les lois de la lutte de classes. En réalité, l'intrusion économique, politique et militaire de l'impérialisme dans la vie de la Chine donna à la lutte de classes interne une âpreté extrême.

Tandis qu'en bas, dans les fondements agraires de l'économie chinoise, la bourgeoisie est liée organiquement et indissolublement aux formes féodales de l'exploitation, au sommet elle se trouve aussi organiquement et intimement attachée au capital financier mondial. La bourgeoisie chinoise ne peut s'arracher de la même façon ni du féodalisme agraire, ni de l'impérialisme étranger.

Ses conflits avec les militaristes féodaux les plus réactionnaires, ainsi que ses heurts avec les capitalistes étrangers ont toujours passé, au moment décisif, et passeront à l'avenir encore, à l'arrière-plan en face de son antagonisme intransigeant envers les ouvriers et les paysans pauvres.

Ayant derrière elle l'aide militaire toujours prête des impérialistes mondiaux contre les ouvriers et les paysans chinois, la soi-disant bourgeoisie « nationale » mène plus rapidement et plus impitoyablement que n'importe quelle bourgeoisie au monde la lutte des classes jusqu'à la guerre civile, en noyant les travailleurs dans le sang.

Le fait que la Direction de l'Internationale Communiste aida la bourgeoisie nationale chinoise à s'asseoir sur le dos des ouvriers et des paysans, en la protégeant contre la critique et les protestations des bolcheviks révolutionnaires, constitue le plus grand des crimes historiques. Jamais encore, dans l'histoire de toutes les révolutions, la bourgeoisie n'eut de paravent ni de camouflage pareils à ceux que la direction stalinienne créa pour la bourgeoisie chinoise.

L'Opposition rappelle aux ouvriers de Chine et du monde entier que, quelques jours encore avant le coup d'Etat de Chang-Kaï-Chek, Staline non seulement exhortait solennellement à avoir confiance en celui-ci et à l'appuyer, mais appliquait une répression cruelle aux bolcheviks-léninistes (« trotskystes ») qui mettaient en garde en temps voulu contre l'écrasement de la Révolution qui se préparait.

L'Opposition chinoise déclare que tous ceux qui appuient, propagent ou défendent, pour le passé la légende réactionnaire de la bourgeoisie « nationale », soi-disant capable de mener les masses vers la lutte révolutionnaire, sont des traîtres. Les problèmes de la Révolution chinoise ne peuvent être vraiment résolus qu'à la condition que le prolétariat de Chine, à la tête des masses opprimées, repousse la bourgeoisie à l'écart de la direction politique et s'empare du pouvoir. Il n'existe pas d'autre voie.

C. - La question de la petite bourgeoisie et de la paysannerie. -

Dans cette question-là aussi, qui a pour la Chine comme pour tous les pays d'Orient une importance décisive, la politique de l'Internationale Communiste constitue une falsification menchevique du marxisme. Lorsque nous, Opposition, parlons de la nécessité de l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la petite bourgeoisie, nous avons en vue les masses opprimées, les dizaines et les centaines de millions de miséreux des villes et des campagnes. La Direction de l'Internationale Communiste entendait et entend encore par petite bourgeoisie les couches supérieures de celle-ci, principalement les intellectuels, qui, sous le couvert de partis et d'organisations démocratiques, exploitent les pauvres des campagnes et des villes en les vendant au moment décisif à la grosse bourgeoisie. Pour nous, il ne s'agit pas de l'alliance avec Wan-Tin-Wei contre Chang-Kaï-Chek, mais bien de celle avec les masses travailleuses contre Wan-Tin-Wei et Chang-Kaï-Chek.

D. - La question des Soviets. -

L'enseignement bolchevik sur les Soviets s'est vu substituer une falsification opportuniste à laquelle s'est ajouté ensuite en fait l'esprit d'aventure.

Pour les pays d'Orient comme pour ceux d'Occident, les Soviets sont la forme d'organisation qui peut et doit se créer dès la première phase d'une vaste montée révolutionnaire. Habituellement, ils surgissent en tant qu'organisations révolutionnaires de grève ; ils étendent ensuite leurs fonctions et augmentent leur autorité aux yeux des masses. Arrivés au degré suivant, ils deviennent les organes du soulèvement révolutionnaire. Enfin, après le

triomphe de l'insurrection, ils se transforment en organes du pouvoir révolutionnaire.

En empêchant les ouvriers et les paysans chinois de créer des Soviets, la Direction stalinienne de l'Internationale Communiste désarma et affaiblit les masses travailleuses en face de la bourgeoisie, préparant pour celle-ci la possibilité d'écraser la Révolution. La tentative de créer ensuite en vingt-quatre heures, en Décembre 1927, un Soviet à Canton n'a été simplement qu'une aventure criminelle dont le seul effet a été de préparer l'anéantissement définitif des héroïques ouvriers cantonnais par la soldatesque déchaînée.

Tels sont les crimes fondamentaux de la Direction stalinienne de l'Internationale Communiste en Chine. Dans leur ensemble, ils signifient la substitution au bolchevisme du menchevisme parachevé et mené jusqu'à sa limite. L'écrasement de la seconde Révolution chinoise est, avant tout, la défaite de la stratégie menchevique qui intervint cette fois en portant le masque bolchevik. Ce n'est pas pour rien que dans cette question toute la social-démocratie internationale fut solidaire de Staline-Boukharine.

Il n'est pas possible d'aller de l'avant sans comprendre les immenses leçons payées si cher par la classe ouvrière chinoise. L'Opposition chinoise de gauche se base complètement et entièrement sur ces leçons.

Après l'écrasement des masses populaires, la bourgeoisie chinoise est forcée de supporter la dictature des militaristes. Pour la période envisagée, c'est l'unique forme du pouvoir d'Etat résultant de l'antagonisme intransigeant de la bourgeoisie et des masses populaires d'une part, de la dépendance de la bourgeoisie envers l'impérialisme étranger d'autre part. Certains milieux et groupes provinciaux bourgeois sont mécontents de la domination du sabre, mais la grosse bourgeoisie dans son ensemble ne peut se maintenir au pouvoir que grâce à cette domination.

La bourgeoisie « nationale » étant incapable de se mettre à la tête de la nation révolutionnaire, ne peut accepter le parlementarisme démocratique. Sous le nom d'un régime provisoire de « tutelle sur le peuple », la bourgeoisie « nationale » établit la domination des cliques militaires.

Ces dernières, reflétant les intérêts spéciaux et locaux des divers groupes bourgeois, entrent en conflit entre elles, se livrent ouvertement des guerres qui sont la rançon de la révolution écrasée.

Il serait piteux et méprisable à présent de tenter de déterminer quel est le général le plus « progressif » pour tenter de nouveau de lier à ses armes le sort de la lutte révolutionnaire.

La tâche de l'Opposition consiste à opposer ouvriers et paysans pauvres à tout le mécanisme d'Etat de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Ce n'est pas la politique stalinienne de combine et d'entente avec les couches supérieures, mais bien la politique intransigeante de classe du bolchevisme qui constitue la ligne de l'Opposition.

Depuis la fin de 1927, la Révolution chinoise a fait place à la contre-révolution. Cette dernière continue encore à gagner en profondeur. Le sort du Parti Communiste Chinois présente la manifestation la plus éclatante de ce processus. Au Sixième Congrès, on évaluait encore en plastronnant le nombre des membres du Parti Communiste Chinois à 100.000 hommes. L'Opposition disait déjà alors qu'il était douteux qu'après 1927 le Parti puisse garder, ne serait-ce que 10.000 adhérents. En fait, à présent, il n'en compte pas plus de trois à quatre mille ; de plus sa désagrégation continue. L'orientation politique fautive, qui à chaque pas amène une contradiction intransigeante avec les faits, détruit le Parti Communiste Chinois; elle conduira inévitablement celui-ci jusqu'à la mort, si l'Opposition Communiste n'assure pas une modification radicale de toute la politique et de tout le régime du Parti.

En continuant à dissimuler ses erreurs, la Direction actuelle de l'Internationale Communiste fraye dans le mouvement ouvrier chinois la voie à deux ennemis : la social-démocratie et l'anarchisme. Seule l'Opposition Communiste peut protéger le mouvement révolutionnaire contre ces dangers, complémentaires l'un à l'autre, en menant une lutte implacable aussi bien contre l'opportunisme que contre l'esprit d'aventure qui découlent fatalement de la direction stalinienne de l'Internationale Communiste.

Il n'y a pas à présent de mouvement révolutionnaire de masse en Chine. Il ne faut encore que se préparer à celui-ci. Cette préparation doit consister à entraîner des milieux ouvriers de plus en plus vastes dans la vie politique du pays, en partant de la base actuelle, à l'époque de la contre-révolution triomphante.

Maintenant, le mot d'ordre des Soviets présenté comme mot d'ordre d'actualité est le signe de l'esprit d'aventure ou n'est que de la phraséologie.

La lutte contre la dictature militaire doit inévitablement prendre la forme de revendications transitoires révolutionnaires - démocratiques, se réduisant à exiger la convocation de l'Assemblée Constituante, basée sur le suffrage universel, égal, direct et secret, pour donner une solution aux questions les plus importantes qui se posent devant le pays : introduction de la journée de huit heures, confiscation des terres et garantie de l'indépendance nationale de la Chine.

En repoussant les mots d'ordre transitoires, révolutionnaires-démocratiques, le VI^e Congrès laissa le Parti Communiste Chinois sans mots d'ordre ; il le priva ainsi de la possibilité de passer à la mobilisation des masses vivant sous le régime de la contre-révolution.

L'Opposition chinoise condamne l'inertie d'une politique de ce genre. Elle prédit qu'aussitôt que les ouvriers sortiront de leur paralysie, ils mettront inévitablement en avant des mots d'ordre démocratiques. Si les communistes restent à l'écart, l'animation de la lutte politique servira la démocratie petite-bourgeoise; en même temps, on peut dire d'avance que les actuels staliniens ne feront en Chine que suivre celle-ci en donnant aux mots d'ordre démocratiques une interprétation non pas révolutionnaire mais collaborationniste.

L'Opposition estime donc nécessaire d'expliquer à l'avance que la véritable voie menant vers la solution des problèmes de l'indépendance nationale et du relèvement du niveau de vie des masses populaires est de modifier radicalement tout le régime social par la troisième Révolution chinoise. Il est encore difficile maintenant de prédire quand commencera l'animation révolutionnaire

dans le pays et quelles seront les voies qu'elle suivra. Il y a pourtant des symptômes qui permettent de conclure que l'animation politique sera précédée d'une certaine animation économique, avec une participation plus ou moins grande du capital étranger.

Une progression économique, même faible et de brève durée, groupera de nouveau les ouvriers dans les fabriques et les usines, elle relèvera en eux-mêmes leur sentiment de confiance de classe; elle créera ainsi des conditions permettant d'établir des syndicats et d'étendre à nouveau l'influence du Parti Communiste. Une progression industrielle ne mettrait fin en aucun cas à la révolution. Au contraire, en dernière analyse, elle ranimerait celle-ci; elle donnerait plus d'âpreté à tous les problèmes non résolus et à tous les antagonismes de classes et de sous-classes étouffés actuellement (entre les militaristes, la bourgeoisie et la « démocratie »; entre la bourgeoisie « nationale » et l'impérialisme; enfin entre le prolétariat et la bourgeoisie dans son ensemble). Cette montée ferait sortir les masses populaires chinoises de la dépression et de la passivité. La crise nouvelle qui suivrait après cela inévitablement pourrait servir de nouveau choc révolutionnaire.

Naturellement, des facteurs d'ordre international peuvent retarder, ou au contraire, accélérer ces processus.

L'Opposition Communiste ne veut donc pas se considérer comme liée par aucun schéma fait d'avance. Son devoir est de surveiller la véritable évolution de la vie intérieure du pays et de toute la situation internationale. Toutes les sinuosités de tactique de notre politique doivent être adaptées aux circonstances réelles de chaque nouvelle étape. Mais notre ligne stratégique d'ensemble doit conduire à la conquête du pouvoir.

La dictature du prolétariat chinois doit introduire la Révolution chinoise dans la Révolution socialiste internationale. Le triomphe du socialisme en Chine, de même qu'en U. R. S. S., n'est concevable que dans

des conditions de révolution internationale triomphante. L'Opposition repoussa nettement la théorie stalinienne réactionnaire du socialisme dans un seul pays.

Les tâches immédiates de l'Opposition sont de :

a) Publier les documents les plus importants des bolcheviks-léninistes (Opposition).

b) Passer aussitôt que possible à la publication d'un organe hebdomadaire politique et théorique de l'Opposition.

c) Sélectionner en se basant sur une conception claire les éléments les plus stables, les meilleurs du communisme, capables de résister à la pression de la contre-révolution, créer une fraction centralisée de bolcheviks-léninistes (Opposition), se préparer soi-même et préparer les autres à une nouvelle progression.

d) Maintenir une liaison permanente effective avec l'Opposition de gauche dans tous les autres pays pour arriver dans le plus bref délai à créer une fraction internationale de bolcheviks-léninistes (Opposition), solide, douée de cohésion idéologique.

Ce n'est qu'une pareille fraction, intervenant ouvertement et audacieusement sous son propre étendard, aussi bien au sein des Partis communistes qu'en dehors de ceux-ci qui sera capable de sauver l'Internationale Communiste de la mort et de la dégénérescence, en la faisant rentrer dans la voie de Marx et de Lénine.

Juin 1929.

Les Problèmes internes de la Révolution Chinoise

Par Jacques DORIOT

(*La Jeunesse Communiste* n°1 – juillet 1927)

Qu'est-ce qu'un Soviet ?

Qu'est-ce que le Kuomintang ?

Il est impossible de rien comprendre aux problèmes de la révolution chinoise, sans préciser ces deux notions théoriques indispensables : qu'est-ce qu'un soviét ? Qu'est-ce que le Kuomintang ?

Après le 20 mars 1926, le Kuomintang était encore un bloc de quatre classes : bourgeoisie, petite-bourgeoisie, paysannerie et prolétariat. Si le Parti à cette époque avait quitté le Kuomintang, nous aurions laissé dans son sein le bloc des paysans et des petits-bourgeois et abandonné à Tchang Kai Shek notre contrôle sur la petite-bourgeoisie et en partie sur la paysannerie. Notre tactique a consisté à rester dans le Kuomintang ; aussi la scission qui s'est produite en 1927 n'a pas entraîné toute la gauche du Kuomintang vers la bourgeoisie, mais au contraire, en éliminant simplement la droite, elle nous a donné une influence déterminante sur la paysannerie et suivant les endroits sur la petite-bourgeoisie.

Le rôle du prolétariat en Chine, c'est de jouer le rôle dirigeant dans le bloc des trois classes : paysans, petite-bourgeoisie, prolétariat. Cela ne veut pas dire qu'il faut constituer des soviets en Chine. Lorsque nous parlons des soviets, nous n'entendons pas la création des soviets comme des appendices d'un pouvoir démocratique quelconque. Nous envisageons la constitution des soviets pour la lutte pour le pouvoir et pas pour autre chose. Créer des soviets en dehors de ces conditions de lutte, des soviets qui n'auraient pas pour but la lutte pour le pouvoir, c'est une parodie, une comédie.

Lénine dit: « Quand peut-on créer des soviets ? Lorsque dans les rangs des masses des travailleurs et avant tout dans ceux du Parti Communiste, a mûri la ferme résolution d'engager une lutte décisive systématique et d'après un plan arrêté pour la conquête du pouvoir.

« Sans révolution les Soviets ne sont pas possibles. Sans révolution prolétarienne le Soviets dégénèrent en parodie. Les Soviets authentiques des masses constituent une forme de dictature prolétarienne indiquée par l'Histoire même. Tous les partisans sérieux et sincères du pouvoir soviétique doivent appliquer prudemment l'idée soviétiste ; en la propageant parmi les masses, ils ne devront procéder à la création des Soviets que lorsque les conditions mentionnées plus haut seront réunies. »

Constituer des Soviets, donc établir la dictature du prolétariat.

En Chine, la tendance générale du développement de la Révolution, c'est que le prolétariat joue et jouera de plus en plus ce rôle dirigeant dans le bloc révolutionnaire qui est actuellement sous le contrôle d'Hankéou.

La classe ouvrière chinoise

Dans l'ensemble de la Chine, la force prolétarienne qui soutient le gouvernement national à l'heure actuelle atteint trois millions d'ouvriers. Elle a lutté dans tous les endroits du front, elle a fait quatre insurrections à Shanghai, une grève générale à Hong-Kong, pendant plus de 18 mois, elle s'est battue partout contre l'impérialisme; mais il faut préciser la composition de cette classe ouvrière.

La Chine comprend de 1.200.000 à 1.500.000 ouvriers industriels et les syndicats se composent là-bas, en grande partie, de gens travaillant encore chez les petits patrons, les petits artisans. C'est une grande force, mais aussi une de ses plus grandes faiblesses.

La Fédération des gens de mer, un des piliers de l'organisation syndicale de Chine, comprend de prolétaires industriels, mais aussi des gens qui font le service des petits bateaux, des sampans sur les rivières, des petits patrons et le syndicat a parmi ses tâches celle de veiller, par exemple, au chargement et au départ des bateaux.

D'un côté donc, le syndicat est établi sur une base solide de prolétaires industriels et de l'autre côté, il rassemble encore des ouvriers avec des petits patrons, ce qui est une cause de faiblesse.

D'autres exemples aboutiraient à la même conclusion.

Voici donc la première force sociale qui soutient et qui participe au gouvernement national d'Hangkéou par le président des syndicats qui y figure comme ministre du travail.

La question paysanne

La question paysanne est la plus importante de la révolution chinoise. Celui qui saura résoudre ces problèmes extrêmement compliqués, sera victorieux de la réaction et du capitalisme et de l'impérialisme.

Dans certains endroits, le mouvement paysan est suffisamment développé; dans d'autres, il est encore à un stade qui ne permettra pas de faire la révolution agraire avant trois ou quatre années. La révolution agraire ne se fera pas en une journée, elle durera très longtemps.

Ainsi on peut caractériser les rapports sociaux d'une part comme des rapports féodaux, d'autre part comme des rapports capitalistes tout à fait primitifs. Or, le sens de la révolution agraire, c'est justement la liquidation des survivances du féodalisme à la campagne. C'est ce qui caractérise toute la révolution chinoise. Tant qu'on

n'aura pas dépassé ce stade, il est utopique de parler de révolution prolétarienne en Chine.

Aussi bien, quelles sont les luttes des paysans ? Les luttes des paysans sont pour la destruction du féodalisme. Dans les contrées où le gouvernement national influe, et où les moindres paysans sont organisés depuis plusieurs années, on lutte pour l'abaissement de la rente et pour avoir des fusils. Dans les quelques endroits où l'on a réussi à se procurer des fusils, on prend la terre. Mais le mouvement est loin d'être unifié dans ses revendications. Quoique la question de la terre soit brûlante pour toute la Chine, les paysans ne la posent pas partout. Il y a de multiples revendications. Celle de la terre dans les provinces les plus avancées (Hou-Pé, Hou Nan), celle de la rente dans les moins avancées (Kuantoung, Nouangsi), celle de chasser les militaristes par ailleurs. La revendication qui peut unir tous les paysans, c'est celle du fusil parce que sans fusil, on ne peut rien résoudre à la campagne. On peut toujours raconter au propriétaire foncier qu'un décret l'oblige à abaisser la rente de 70 à 25 %. Si les paysans ne sont pas armés, le propriétaire vient avec des gens armés qui s'emparent de tout ce que possèdent les paysans.

Tant que le paysan chinois n'a pas de fusil, il réclame la petite revendication économique, il réclame l'abaissement de la rente, quand il a les fusils, il commence par imposer la réduction de la rente, puis prenant conscience de sa force, il pose la grande revendication de la terre. Quand on pense que 15 % de la population chinoise possède 81 % des terres cultivables, on comprend que la revendication de la terre qui est celle de près de 80 % de la population, jaillira de partout et s'imposera partout.

Les Partis de la Révolution

L'Internationale Communiste a, dans toutes ces questions, une ligne absolument juste. Voyons comment elle eut à s'exercer dans la lutte des partis de la Révolution chinoise.

A l'intérieur du Kuomintang, qui est à l'heure actuelle un bloc de trois classes : petite-bourgeoisie, paysannerie, prolétariat, il y eut après la trahison de Chang Kai Shek, un certain nombre d'hésitations chez les leaders petits-bourgeois, en ce qui concerne la révolution agraire. Que fallait-il faire ? Rompre avec eux, ou bien devenir un pédagogue, un éducateur ? Il fallait les amener sur la plate-forme de la révolution agraire et ne pas rompre avec eux, car une rupture avec la petite-bourgeoisie des villes eût été impossible.

Nous avons obtenu des résultats avec cette tactique. L'homme le plus autorisé du Kuomintang, Wan Sun Wei, Ta Gen Da, le chef de la section paysanne, se sont prononcés pour la révolution agraire; mais d'autres ont dit: « La révolution agraire, oui, mais après la prise de Pékin. » Cela prouve que le Kuomintang n'est pas un groupe homogène, et que des erreurs et des expulsions se produiront encore. Mais au seuil du problème de la révolution agraire, il fallait expliquer et essayer de gagner les meilleures forces à l'intérieur du Kuomintang. Nous les avons gagnées et, avec leur aide, le Parti Communiste pourra battre ceux qui se dresseront contre la révolution agraire.

Dans le P.C. chinois des hésitations se sont produites sur la question paysanne; nous les avons éliminées. Mais de vieilles divisions peuvent renaître, car, en Chine, nous sommes englués, non pas d'idéologie démocratique, mais d'idéologie féodale. C'est une tradition de 3.000 années qui pèse sur le Kuomintang. Il faut insister sur cet argument pour montrer comment il peut y avoir et comment il y a une différence entre ce que l'Internationale dit et écrit et ce que le Parti chinois est en mesure de faire.

Dans la scission avec Chang Kai Shek, il ne s'agissait pas d'un homme; il ne s'agissait pas d'empêcher la trahison en supprimant le général traître; il s'agissait de la liquidation politique d'une classe; c'est une chose compliquée, et il ne faut pas s'étonner si, dans ce cas, le Parti Communiste Chinois a pu faire des erreurs,

d'autant plus que, dans l'immense pays qu'est la Chine, notre petit Parti Communiste était divisé en plusieurs groupes, et il y avait des particularités et des divergences entre la politique du groupe d'Hankéou, de celui de Shanghai et de celui de Canton. Mais l'Internationale Communiste ne peut pas porter une part de responsabilités directes dans les erreurs de chacun de ses groupes. La ligne était juste mais fut mal appliquée.

Par exemple, à Canton, nos camarades n'ont pas su rassembler toutes leurs forces et le coup d'Etat de Li Si Chen fut facilité par leur mauvaise tactique locale. Mais l'Internationale Communiste ne peut pas être rendue responsable pour le comité de Canton qui n'a pas agi comme on lui demandait de faire.

De même, la ligne politique d'Hankéou était juste, mais elle ne fut pas suffisamment coordonnée avec le Chantoung et Shanghai; ce fut l'erreur principale de nos camarades d'Hankéou.

A Shanghai, le jour où la grande bourgeoisie vit que les troupes de Chang Kai-Shek venaient la renforcer, elle rompit le front unique avec le prolétariat. L'erreur de nos camarades de Shanghai fut, elle, d'avoir isolé la classe ouvrière, d'avoir constitué un soviet masqué, au lieu de mobiliser la population ouvrière et petite bourgeoise pour former avec Chang Kai-Shek un gouvernement démocratique de la cité. La scission était absolument inévitable, mais nos camarades chinois ne surent pas la préparer avec suffisamment de garanties; s'ils avaient suivi les thèses de l'I.C., si le Parti Communiste Chinois avait été suffisamment fort, nous n'aurions pas subi des échecs en ces deux endroits,

J'ai fait l'analyse critique de la situation. Nous avons été, il y a quelques mois, à un des moments les plus dangereux de la révolution nationale en Chine. Nous sommes maintenant à une époque meilleure, nos forces nationales se consolident davantage. Le gouvernement d'Hankéou n'a pas seulement un appui dans quatre grandes provinces, il a un appui sur tout le mouvement ouvrier qui n'est pas si

abattu, si pulvérisé qu'on pourrait le croire. Il a un appui sur toutes les associations paysannes et ouvrières, sous la forme de « Piques Bleues ». « Piques Vertes », « Ciseau Ouvert », etc.

L'étape que le gouvernement d'Hankéou vient de traverser et qui est le commencement de l'armement des ouvriers et des paysans lui permettra dans un délai que je voudrais croire rapide, de prendre un essor s'il suit la ligne que l'Internationale Communiste lui indique : Développer la Révolution agraire à la base de :

1° Le programme agraire qui peut paraître modéré à certains, mais qui est le chemin le plus sûr pour faire la révolution agraire;

2° L'armement des ouvriers et des paysans, la réorganisation rapide de l'armée;

3° En indiquant que le Kuomintang doit devenir l'assemblée représentative de toute la Chine, à laquelle participeront les ouvriers, les paysans, les petits bourgeois ;

4° Qu'après le Congrès du Parti Communiste, après la réorganisation de son Comité Central, le Parti Communiste deviendra dans le Kuomintang une force de plus en plus active, de plus en plus dominante, de plus en plus indépendante, de plus en plus dirigeante.

C'est la seule voie pour s'assurer le succès de la Révolution Chinoise et parcourir une étape de la Révolution Mondiale.

JACQUES DORIOT

Les dernières années de Chen Duxiu

Attitude non de régression et isolation. L'organisation travaillait en Chine et ce cadre était de division.

En juillet 1937, l'association japonaise agresse la Chine. La position de la IV^e Internationale est sans équivoque : contre l'impérialisme japonais. La IV^e Internationale est une force du peuple chinois.

La guerre implique de nombreux contacts entre les travailleurs chinois. Certains réalisent la position de l'URSS qui dans une lettre du 23 février 1937 fait état de sa « grande satisfaction » en apprenant « la participation active de nos camarades du front contre les vagues impérialistes japonaises et que surtout au même temps que le succès militaire japonais contre le front révolutionnaire et la révolution chinoise a été réalisée par le Kamtong et la section des étudiants ».

Après le déclenchement de la guerre, le gouvernement du communisme libère tous les prisonniers politiques communistes et nos autres camarades à quatre ans de prison. C'est le cas de Chen Duxiu. Il se penche sur le développement des relations normales avec les anciens communistes. Pour Chen Duxiu, qui se réfère toujours de la IV^e Internationale, le problème essentiel est celui de la guerre permanente contre le Japon. Il est évident qu'il faut par certains secteurs pour se tenir à l'écart de « secteurs » des groupes travaillistes.

Chen Duxiu retourne avec son épouse à Shanghai et rejoint l'Internationale. Il fait que Chen reste fidèle à la IV^e Internationale. Il cherche les moyens de maintenir la situation avec lui et en même temps d'assurer sa sécurité. Il cherche - avec l'accord de Chen Duxiu - à lui faire quitter la Chine. Le gouvernement du front révolutionnaire refuse, lui offrant cependant de lui offrir un appartement à Shanghai. En janvier 1938, Chen Duxiu rédige une lettre à la IV^e Internationale comme lui des vœux au début de la lettre qu'il a de la section chinoise - (rapport du 11 février de 19 janvier 1938). Il déclare qu'il a vu ces dernières années, Chen Duxiu, dans son rôle de travail et les épreuves qu'il a pu à un moment passer, se soit élevée les positions de la IV^e Internationale. Mais il ne veut pas son action de travail communiste. Il mourra en 1942.

Enfin, pour être ce cadre, nous reproduisons un article paru dans le journal de Hong Kong « L'Internationale » qui parle de Chen Duxiu. L'intégralité de ce texte est en français et se trouve dans le journal de Chen Duxiu. L'ensemble est en français, en français, en français.

Les dernières années de Chen Du-xiu

Affaibli par la répression et l'isolement, l'organisation trotskyste en Chine va connaître crises et divisions.

En juillet 1937, l'impérialisme japonais agresse la Chine. La position de la IV^e Internationale est sans équivoque : contre l'impérialisme prédateur, la IV^e Internationale est aux côtés du peuple chinois.

La guerre provoque de nombreux désaccords parmi les trotskystes chinois ; certains refusent les positions de Trotsky, qui dans une lettre du 23 février 1939 fait état de sa « grande satisfaction » en apprenant « la participation active de nos camarades au combat contre les voleurs impérialistes japonais » et qui souligne en même temps que « le succès militaire japonais résulte du fait fondamental que la révolution agraire chinoise a été sabotée par la Kuomintang avec le soutien des staliniens.

Après le déclenchement de la guerre, le gouvernement du Kuomintang libère tous les prisonniers politiques condamnés à des peines inférieures à quinze ans de prison. C'est le cas de Chen Du-xiu. Il ne parvient pas à rétablir des relations normales avec ses anciens camarades. Pour Chen Du-xiu, qui se réclame toujours de la IV^e Internationale, le problème essentiel est celui de la guerre nationale contre le Japon. Il est accusé d'opportunisme par certains, tandis que, pour sa part il dénonce le « sectarisme » des groupes trotskystes.

Léon Trotsky intervient avec prudence. Mais il se réjouit clairement du fait que Chen reste fidèle à la IV^e Internationale. Il cherche les moyens de reprendre la discussion avec lui et en même temps d'assurer sa sécurité. Il cherchera - avec l'accord de Chen Du-xiu - à lui faire quitter la Chine. Le gouvernement du Kuomintang refuse. La dernière fois qu'un représentant de l'Internationale le rencontre, en janvier 1939, Chen Du-xiu réaffirme « qu'il se considère comme l'un des nôtres en dépit de la piètre opinion qu'il a de la section chinoise. » (Rapport de Li Furen, le 19 janvier 1939). Il semble, qu'isolé, pendant ces dernières années, Chen Du-xiu, marqué par la maladie et les épreuves, en proie à un profond pessimisme, se soit éloigné des positions de la IV^e Internationale. Jamais il ne reniera son action de militant communiste. Il meurt en 1942.

Enfin, pour clore ce cahier, nous reproduisons un article paru dans la revue de Hong-Kong « *October Review* », une publication liée au Secrétariat Unifiée. L'intérêt de ce texte est qu'il montre que la place et les positions de Chen Du-xiu demeurent toujours, en Chine, un sujet d'actualité.



中国共产党创始人之一陈独秀。1920年12月，陈独秀赴广州担任广东省教育委员会委员长，并与谭平山等人于1921年3月正式建立了广州共产党小组。

Rien n'a pu effacer le nom de Chen Du-xiu de l'histoire du mouvement ouvrier chinois : ci-dessus le portrait de Chen Du-xiu dans une exposition consacrée à l'histoire du mouvement syndical en Chine, organisée à Canton en 2009 par la Fédération de Canton de l'ACFTU (syndicat officiel).

LA QUESTION CHEN DU-XIU (25 juin 1938)

Cher Camarade Glass ¹,

Merci pour votre intéressante information de Chine. Je suis absolument incapable d'élaborer quelque chose comme un programme spécial pour les camarades chinois. Non seulement parce que je dois maintenant écrire mon livre, mais parce que c'est extrêmement difficile de donner des conseils pratiques sans information concrète. Vos critiques et suggestions me semblent justes et il me serait maintenant très difficile sans des études sérieuses d'y ajouter quoi que ce soit d'essentiel.

La question qui m'intéresse beaucoup est la sécurité personnelle de Chen Du-xiu . C'est une question politique importante. Je n'ai pas le moindre doute que les staliniens vont l'assassiner pendant la guerre. Je ne crois pas non plus qu'il serait raisonnable pour lui d'aller vers la britannique Hong Kong: il apparaîtrait alors comme un émigré politique et nous ne connaissons pas l'attitude qu'aura le gouvernement britannique. Il devrait aller aux Etats-Unis avec, si possible, le consentement du gouvernement chinois. L'attitude de Washington dépend dans une large mesure de l'opinion publique, l'opinion publique des travailleurs.

Chen Duxiu pourrait développer aux Etats-Unis une propagande très efficace en faveur de la Chine et contre l'impérialisme japonais. En tant qu'authentique Chinois, vieux révolutionnaire et homme politique indépendant, il aurait mille fois plus d'influence sur les travailleurs américains que les agents de Moscou. Tchiang Kai-chek peut très bien le comprendre. Un compromis pratique avec le gouvernement sur cette base serait absolument acceptable dans la situation actuelle (naturellement pas un compromis sur les trois principes de Sun Yat-sen).

Il faut à tout prix lui faire parvenir cette proposition et même avec un extrait de ma lettre qu'il puisse montrer officiellement aux autorités. Il doit partir. C'est très important du point de vue de toute la situation internationale, plus important qu'il ne semble au premier coup d'œil.

Je peux parfaitement comprendre que Chen Du-xiu demeure très prudent envers notre section. Il est trop connu dans le pays et chacun de ses pas est contrôlé par les autorités. Il est certain qu'il y a des agents provocateurs, particulièrement des staliniens, c'est-à-dire des agents du G.P.U., dans les rangs de notre section chinoise. Dans ces conditions, Chen Du-xiu pourrait être facilement impliqué dans quelque infâme imposture, fatale pour lui et très préjudiciable pour la IV^e Internationale. La situation est très difficile pour lui, sinon déjà intolérable. Il faut à tout prix qu'il s'en aille. C'est ma plus profonde conviction. En ce qui concerne Nel-Sih ², je ne lui répondrai pas. On ne peut pas lui faire confiance, la situation est trop grave, et je ne suis pas sûr qu'il ne joue pas un double jeu.

Léon Trotsky

(in *Œuvres* -éd. EDI - Tome 18 - p.107, 108)

1. Lettre à F. Glass (8253), traduite de l'anglais.

C. Frank Glass (né en 1901) avait milité au P.C. en tant que chômeur, puis permanent en Afrique du Sud et était allé en Chine où il était devenu journaliste au début des années 30.

2. Nel Sih était l'un des pseudonymes de Liu Renjing (né en 1899) un des premiers marxistes chinois qui avait vécu à Moscou et y avait rejoint l'Opposition de gauche. Il avait visité Trotsky à Prinkipo et combattu avec acharnement Chen Du-xiu qu'il considérait comme "opportuniste". Arrêté en 1935, il avait capitulé devant le Kuomintang, mais on ne le savait pas encore...

LES NOUVELLES DE CHEN DU-XIU

(11 mars 1939)

Cher Ami,

C'est avec le plus grand intérêt que j'ai lu votre lettre de Shanghai du 19 janvier et la déclaration du Sichuan ². Nous avons enfin l'information qui nous manquait jusqu'à présent. Je suis très heureux que notre vieil ami reste un ami politiquement en dépit de quelques divergences possibles que je ne puis apprécier maintenant avec la précision nécessaire.

Bien entendu, il m'est très difficile de me former une opinion précise sur la politique de nos camarades, le degré de leur ultra-gauchisme et donc sur la justesse de leur sévère condamnation par notre vieil ami ³. Cependant l'essence de cette déclaration me paraît correcte et j'espère que sur cette base une collaboration permanente sera possible.

Je continue à croire que la meilleure chose pour lui serait de séjourner quelque temps aux Etats. Ne croyez-vous pas que ce serait faisable même sans l'approbation des hautes autorités ?

Je ne peux partager votre idée optimiste qu'aucun danger ne le menace à présent. Oui, pour une période, nos camarades chinois sont protégés dans une faible mesure par leur propre faiblesse. Cependant nous devenons de plus en plus forts internationalement. Notre parti a commencé à jouer un rôle sérieux aux Etats-Unis. C'est un terrible avertissement aux staliniens et ils essaieront d'empêcher dans les autres pays semblable danger. Ils vont commencer par les figures les plus éminentes de notre mouvement.

LÉON TROTSKY

(in *Œuvres* – Ed. EDI – Tome 20 – p. 249, 250)

1. Lettre à F. Glass (8255), traduite de l'anglais.

Article paru dans *October Review* du 28 juin 2008

« Changements dans l'analyse du Parti communiste chinois sur Trotsky et Chen Du-xiu »

Par Zhang Kai

(...) Dans le N° 2 du journal *Bainianchao* (*La vague montante du siècle*) paru en 2005, un érudit, Zeng Xianxin, écrit un article intitulé « Les Trotskystes chinois n'étaient pas des traîtres ». L'article l'affirme qu' « après des enquêtes et recherches menées par des secteurs divers, de nombreux historiens chercheurs répondent à cette question [*les trotskystes chinois étaient-ils des traîtres ?*] par la négative. »

Dans le N°7 du journal *Yanhuang Chunqiu* (*les Annales du peuple chinois*), Ma Changhong publiait un article intitulé « *Changements dans l'analyse du Parti communiste chinois sur Trotsky* ». Il soulignait: « Pendant près de 80 ans, sur plusieurs générations, les mots Trotsky ou « Trotskyste » ont été des synonymes de réactionnaire ou contre-révolutionnaire. Dès Octobre 1929, dans la « *Résolution du Centre du Parti sur la lutte contre l'opportunisme et l'opposition trotskyste dans le parti* », il était allégué que l'opposition trotskyste « avait activement attaqué et saboté le Parti tant politiquement qu'en termes d'organisation et de façons diverses ». La phrase « trotskystes traîtres » était même apparue dans le fameux essai de Mao Zedong « *Une guerre longue* ».

Les modifications dans l'appréciation du PCC sur Trotsky ont été subtilement modifiées. Dans l'édition de 1952 des « *Œuvres choisies de Mao Zedong* », une note de pas de page indique :

« La clique de Trotsky était à l'origine une faction contre Lénine dans le mouvement ouvrier russe. Plus tard elle a dégénéré en bande mafieuse totalement contre-révolutionnaire. Les Trotskystes actuels ne sont pas une fraction politique du prolétariat, mais un gang d'assassins, de saboteurs, d'espions, d'agents et de meurtriers sans principes ni idéologie ; c'est un gang d'ennemis jurés du prolétariat, payés ou utilisés par les services secrets étrangers ».

Dans l'édition de 1991 du même ouvrage, la note de bas de page est devenue la suivante:

« Trotsky (1879-1940) a été Président du Comité militaire révolutionnaire après la victoire de la révolution d'Octobre. En novembre 1927, il a été exclu du parti. Dans le mouvement communiste international, Trotsky a mené de nombreuses actions de scission et de sabotage. » Dans cette nouvelle note, bien que l'évaluation générale de Trotsky soit négative, les deux modifications majeures sont l'addition du rôle de Trotsky après la révolution d'Octobre, et la suppression d'un grand nombre de calomnies.

Dans l'édition de 1993 du *Volume sur les Ecrits* de Mao Zedong, la note sur Trotsky a encore été révisée :

« Trotsky (1879-1940) a été membre du Comité central et du bureau politique du Parti ouvrier social-démocrate russe (les bolcheviks) et Président du comité militaire révolutionnaire, etc. Après la mort de Lénine, il s'est opposé aux théories et à la ligne de Lénine sur la construction du socialisme en Union soviétique, et a organisé une opposition au sein du parti soviétique

(Bolcheviks) et dirigé des actions fractionnelles. En Novembre 1927, il était expulsé du Parti.»

Dans cette version, il y a trois changements: le rôle dirigeant de Trotsky dans le Parti bolchevik est confirmé; le mot dérogatoire « exclu » est remplacé par un mot plus neutre : « expulsé » ; et il n'y a plus l'accusation d'avoir fomenté des activités scissionnistes et de sabotage dans le mouvement communiste international.

Et en 2002, dans le Volume 1 d'une nouvelle édition de *l'Histoire du Parti communiste chinois* publiée par la presse officielle du Parti communiste chinois, il est écrit: « *Certaines des analyses de Trotsky sur la nature de classe des deux cliques de Chiang Kai Shek et Wang Ching Wei après la période de la Grande révolution, son jugement selon lequel ils trahiraient la révolution, et ses critiques sur les erreurs de Staline comme guide de la Révolution chinoise étaient correctes ou pour l'essentiel correctes. (...) Trotsky pensait que c'était Staline qui était responsable de la défaite de la Grande révolution chinoise.* » Cependant la note de bas de page a maintenu le commentaire selon lequel « *Après la mort de Lénine, il s'est opposé aux théories et à la ligne de Lénine sur la construction du socialisme en Union soviétique* ».

(...) Dans le même temps, il y a eu une vague de réappréciations positives de Chen Duxiu, l'un des fondateurs du Parti communiste chinois et du groupe trotskyste en Chine, tant au niveau académique que pour le grand public.

En janvier 2008, l'organe du PCC « *l'histoire du parti et de la construction du parti à Shanghai* » publie un article de Shi Zhongquan, ancien directeur adjoint de l'Institut central d'histoire du parti du PCC, sur la base d'un rapport académique prononcé par Shi lors d'un symposium académique sur l'histoire du PCC en Décembre 2007 à Wuhan, qui explique : « *Il n'est pas correct de faire porter toutes les responsabilités des erreurs du parti dans la dernière période de la Grande Révolution sur le seul Chen Duxiu. La source principale de ses erreurs était le Comintern et le Parti lui-même. Les apports de Chen Duxiu au cours de sa vie contrebalancent largement ses démérites.* »

Shi fait la liste des contributions de Chen, y compris son travail de pionnier lorsqu'il lance le *Mouvement Nouvelle Culture* au début du XXe siècle, puis fonde le Parti communiste chinois, son rôle dirigeant dans le CCP au cours des 5 premiers comités centraux, qui ont permis au PCC de passer d'un parti de 50 membres à plus de 60 000 membres. Shi indique que Chen a beaucoup contribué à l'analyse marxiste de la révolution chinoise, et a été emprisonné par les chefs de guerre et le Parti nationaliste, et qu'il a mené toute sa vie un combat héroïque contre les forces réactionnaires. Shi considère que l'une des deux principales erreurs commises par Chen Duxiu, fut d'adopter une ligne droitiste dans la dernière étape de la Grande révolution, mais que c'était une divergence de ligne au sein du parti et non une question de révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Quant à la deuxième erreur, ce fut de s'impliquer dans la fraction défaitiste trotskyste, en liaison avec la lutte interne au parti soviétique; Chen n'avait pas mis en danger le peuple chinois ou la nation chinoise, et n'était pas un espion. Shi avait conclu que le rôle joué par Chen était à 70 % positif et 30% négatif. Shi avait indiqué en dernière remarque qu'il était temps de réévaluer globalement les apports de Chen Duxiu. 2009 sera le 130^{ème} anniversaire de la naissance de Chen Duxiu, et que les historiens du parti devraient préparer la réhabilitation de Chen Duxiu, le rétablir comme membre du parti, et organiser des séminaires de recherche sur lui.(...).

Quelques indications bibliographiques

Harold Isaacs : *La tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*
(Gallimard)

J. Guillermaz : *Histoire du Parti communiste chinois (1921 - 1949)* (Payot)

Lucien Bianco : *Les origines de la révolution chinoise* (Gallimard)

Bianco-Chevrier (sous la direction de) : Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international : *La Chine* (Editions ouvrières)

Pierre Broué (sous la direction de) : *La question chinoise dans l'Internationale communiste* (EDI)

Claude Cadart et Chen Yinxiang : *Mémoires de Peng Shuzi - L'envol du communisme en Chine* (Gallimard)

Wang Funxi : *La marche de Wang - Mémoires d'un révolutionnaire chinois*
(La Brèche)

Lee Feigon : *Chen Du Xiu, founder of the chinese communist Party*
(Princeton University Press)

Léon Trotsky: *La révolution permanente* (Editions de Minuit)

Léon Trotsky : *L'Internationale communiste après Lénine* (PUF)

Olivier Doriane: *Chen Du-xiu et les origines de la section chinoise de la Quatrième Internationale* (*La Vérité* n° 63 nouvelle série - octobre 2008)

Cahiers Léon Trotsky (n°15, septembre 1983, n°57, mars 1996 et n° 64, novembre 1998)

Cahiers du CERMTRI (n°54, septembre 1989, n°55, décembre 1989 et n°94, septembre 1999)

Imprimé au siège du CERMTRI
Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux
28 rue des Petites-Ecuries – 75010 Paris

Directeur de publication : Pierre Levasseur
Revue trimestrielle

Abonnement : 20 € pour 4 numéros
25 € avec droit de consultation des archives et de la bibliothèque du Centre

*

* *

☎ 01 44 83 00 00 - e mail : cermtri@wanadoo.fr

Internet : www.trotsky.com.fr/

